

LES FINANCES PUBLIQUES

DE L'ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le samedi 6 Décembre 1919, à 4 h. 1/2

PAR

M. Robert BOUDON

Président : M. RIST, professeur.

Suffragants { *MM. JAY, professeur.*
SOUCHON, professeur.

PARIS
IMPRIMERIE PAUL DUPONT
4, RUE DU BOULOI (1^{er} Arr^t)

1919

LES FINANCES PUBLIQUES

DE L'ALLEMAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le samedi 6 Décembre 1919, à 4 h. 1/2

PAR



M. Robert BOUDON

Président : M. RIST, professeur.

Suffrageants { *MM. JAY, professeur.*
SOUCHON, professeur.

PARIS
IMPRIMERIE PAUL DUPONT
4, RUE DU BOULOI (1^{er} Arr^t)

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

BIBLIOGRAPHIE

- **Steuerarten und Steuersystem.** Dr PAUL BEUSCH. 1919. Volksvereinsverlag, München-Gladbach.
- **Reichs-Finanzgesetzgebung, 1916-1917-1918.** Dr MAYER. Guttentagsche Verlag, Berlin.
- **Die Finanz- und Zollpolitik des Deutschen Reiches.** Prof. Dr WILHELM GERLOFF. 1913. Jena, Verlag von Gustav Fischer.
- **Reichseinheit und Reichsfinanzen.** Privat-Dozent Dr L. WALDECKER. 1916. Tübingen, Verlag von Mohr.
- **Das Staatsvermögen des deutschen Reiches und der deutschen Bundesstaaten.** Kammerpräsident Dr ZIMMERMANN. 1918. Stuttgart, Verlag von Enke (Finanz- und Volkswirtschaftliche Zeitfragen.)
- **Die Deutsche Finanzwirtschaft während des Krieges und die Möglichkeit ihrer Ordnung.** 1919. Dr RHEINBOLDT, Badischer Finanzminister. Verlag Bensheimer, Mannheim.
- **Die Finanz und Steueraufgaben im neuen Deutschland.** Prof. Dr JAFFÉ. 1919. Duncker und Humblot, München.
- **Die Kriegsfinanzen.** Von EHEBERG. 1919. Werner Scholl, Leipzig.
- **Finanzpolitik in Reich, Staat und Gemeinde.** Dr OTTO SCHWARZ, Geh. Oberfinanzrat. 1919. Verlag von Encke. Stuttgart.
- **Steuergesetzentwürfe.** ARTUR NORDEN, Geh. Regierungsrat und Vortragender Rat im Reichsfinanzministerium. 1919. Verlag Reimar Holbing, Berlin.
- **Discours des Ministres des finances** Schiffer, Dernburg, Erzberger édités par JULIUS SPRINGER, Berlin, 1919.
- **Handbuch des Oeffentlichen Rechtes.** Prof. LOTZ. Tübingen.

PÉRIODIQUES

- **Statistische Jahrbücher für das deutsche Reich.**
- **Jahrbücher der National-Oekonomie.**
- **Collection de la Gazette de Francfort de novembre 1918 à septembre 1919.**
- **Collections de Plutus et Bankarchiv (même période).**

- Finanzarchiv, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918 et notamment :
 - Articles annuels du Dr Schwarz sur la situation financière des belligérants.
 - Article de Georg Schanz. 1914 : Uebersicht über die Zurzeit (1914) in Deutschland geltenden direkten Steuern.
 - Article du Dr Neubrand. 1916. Belastung mit direkten Staatsteuern in Preussen, Bayern, Sachsen, Wurtemberg und Baden.
 - Article de Karl Gerling. 1916. der gemeinde Kriegshaushalt und seine formelle und matérielle Ordnung.
 - Articles annuels de Van der Borghht sur la législation fiscale de guerre.
-

INTRODUCTION

L'Allemagne traverse, par suite de la guerre, de sa défaite et de la Révolution, une période de transition politique et financière qui apparaît comme le couronnement de sa politique intérieure au cours du dernier siècle. D'abord Confédération d'Etats, puis Empire fédéral, l'Allemagne achève son évolution en devenant, grâce à la Révolution et avec la reconnaissance expresse des alliés, une République unitaire et centralisée.

Cette centralisation apparaît surtout manifeste dans le domaine des finances publiques qui, depuis la fondation de l'Empire, a toujours été, en Allemagne, le terrain favori des luttes entre particularistes et centralisateurs.

Le fédéralisme a eu, en Allemagne, des conséquences financières déplorables : absence d'organisation unifiée, pas de délimitation précise entre les domaines fiscaux respectifs des Etats et de l'Empire, insécurité pour les finances des Etats appelés chaque année à couvrir le déficit de l'Empire au moyen des contributions matriculaires.

Sans faire absolument table rase du passé, la nouvelle République, pressée par des besoins financiers énormes, paraît chercher dans la centralisation administrative et dans l'exploitation systématique et unifiée de toutes les ressources fiscales, le remède aux erreurs du passé et le moyen de satisfaire pour l'avenir à ses multiples obligations.

Nous avons pensé qu'il était intéressant de noter, au moment où s'opère cette réforme, ce qu'était l'organisation financière de l'ancien régime et ce que nous ont paru être les causes et le sens de la nouvelle orientation.

Höchst-s/Main, 1^{er} septembre 1919.

PREMIÈRE PARTIE

LA POLITIQUE FINANCIÈRE ALLEMANDE

De 1914 à 1919

CHAPITRE PREMIER

Les Finances Allemandes pendant la guerre

Les ressources de l'Allemagne, en 1914, étaient les suivantes (1) :

	EMPIRE	ÉTATS FÉDÉRAUX	TOTAL pour l'Allemagne
Impôts et douanes.	2.286	1.162	3.448
Revenus bruts des biens et entreprises	133	1.070	1.203
TOTAUX.	2.419	2.232	4.651

D'autre part, sa dette s'élevait à (1) :

	DETTE CONSOLIDÉE	DETTE FLOTTANTE
Empire.	4.697,9	220
Total des Etats.	15.887,5	952,9
TOTAL GÉNÉRAL	20.585,4	1.172,9

(1) D'après le statistisches Jahrbuch.

La dette des communes de plus de 10.000 habitants, était en outre de 9.292 millions de mark.

Le budget de l'Empire de 1914 prévoyait entre autres postes importants :

Aux dépenses :

a) Dépenses pour l'armée et la marine: permanent.	1.091.958.647
— — — — — exceptionnel.	572.687.343
b) Dépenses pour l'amortissement et l'intérêt de la dette d'Empire	255.390.140

Aux recettes :

a) Recettes nettes des exploitations d'Empire (P.T.T., Imprimerie Impériale, Chemins de fer d'Empire) arrondie	133.000.000
b) Impôts, douanes et taxes et (Ausgleichungsbeitrag), compensations correspondantes versées par les États	1.714.818.459
c) Contributions matriculaires non couvertes par des Überweisungen	51.940.794
d) Wehrbeitrag (contribution extraordinaire de 1913), 2 ^e versement	393.820.871

Le troisième et dernier versement du Wehrbeitrag devant être effectué en 1915, l'Empire pouvait donc prévoir, pour l'exercice 1915 des recettes sensiblement égales à celles de 1914, et pour l'exercice 1916 une diminution d'environ 350 millions.

C'est sur cette base financière que l'Allemagne entra en guerre.

Au début, croyant à une guerre de courte durée, le Gouvernement impérial pensa couvrir uniquement ses frais de guerre au moyen d'emprunts. A partir de 1915, les dépenses militaires et maritimes furent inscrites au budget extraordinaire. Pour toutes les autres dépenses, on maintint au budget ordinaire les chiffres mêmes qui y figuraient en 1914. L'excédent de recettes qui résulta de cette opération pour le budget ordinaire fut utilisé à couvrir l'intérêt des nouveaux emprunts contractés.

A partir de 1916 cependant, l'équilibre du budget ordinaire était rompu et la nécessité de nouvelles ressources se faisait sentir, en particulier pour faire face au service des intérêts croissants de la dette impériale que l'on voulait éviter de

couvrir par des emprunts. Aussi, pour chacun des exercices 1916-1917-1918, de nouveaux impôts furent établis ou le tarif des anciens élevé.

Nous examinerons successivement les moyens par lesquels l'Allemagne a financé la guerre, leur répercussion sur le budget de l'Empire et les ressources fiscales nouvelles auxquelles on a dû avoir recours.

§ I. — Dette et dépenses de guerre.

Nous avons vu que dès le début de la guerre, les dépenses militaires et maritimes furent inscrites au budget extraordinaire en vue d'être couvertes par des moyens de crédit. On suivit par ailleurs, pendant toute la guerre, le principe d'inscrire au budget ordinaire des dépenses, les sommes mêmes qui y figuraient en 1914, de sorte que non seulement les dépenses de guerre proprement dites, mais encore l'accroissement de toutes les autres dépenses ont dû être couverts par les ressources du budget extraordinaire. Quelles sont ces ressources ?

Une loi du 4 août 1914 a ouvert au chancelier de l'Empire en vue de la conduite de la guerre un crédit de 5 milliards.

Depuis, le Reichstag a consenti, par périodes, de nouveaux crédits, savoir :

Loi du 3 décembre 1914.	5	—
— 22 mars 1915.	10	—
— 31 août 1915	10	—
— 24 décembre 1915.	10	—
— 9 juin 1916.	12	—
— 30 octobre 1916.	12	—
— 28 février 1917	15	—
— 21 juillet 1917.	15	—
— 9 décembre 1917.	15	—
— 22 mars 1918.	15	—
— 25 juillet 1918	15	—

TOTAL. . . . 139 milliards.

En outre, un nouveau crédit de 15 milliards avait été demandé au commencement de novembre 1918 par le Bundesrat, mais la Révolution et la dissolution du Reichstag n'ont pas permis à celui-ci de le consentir.

Ces crédits furent réalisés pour une large part au moyen

d'emprunts consolidés sur lesquels le tableau suivant donne quelques indications :

DATES	TAUX	COURS D'ÉMISSION	PRODUIT (en millions de marks)
Septembre 1914	5 % } Inconvertible } jusqu'en 1924	97,50	4.481
Février/Mars 1915	5 % d°	98,50	9.103
Août/sept. 1915	5 % d°	99	12.160
Fév./Mars 1916	5 % d°	98,50	10.712
Sept./Oct. 1916	5 % d°	98	10.652
Mars/Avril 1917	5 % d°	98	12.979
Sept./Oct. 1917	5 % d°	98	12.432
Mars/Avril 1918	5 % d°	98	14.550
Sept./Oct. 1918	5 % d°	98	10.300
		TOTAL....	97.369

Soit environ 67 % de la dette totale.

Le reste, soit environ 42 milliards, fut emprunté sous forme de bons et de traites du Trésor (Schatzanweisungen et Schatzwechseln).

La plupart des auteurs allemands affectent de confondre les crédits de guerre avec les dépenses de guerre. En réalité, ces crédits, comme nous venons de le voir, ont couvert :

1° La totalité des dépenses militaires et maritimes proprement dites ;

2° L'accroissement des autres dépenses par rapport aux chiffres du budget de 1914 (sauf le service de la dette qui a été intégralement maintenu au budget ordinaire).

Par contre, deux importantes catégories de dépenses, qui doivent être comptées comme dépenses de guerre, n'ont pas été couvertes par ces crédits, ce sont :

a) Les dépenses de solidarité sociale (Allocations aux familles des mobilisés, etc...).

b) Le service des intérêts de la dette de guerre (inscrit au budget ordinaire).

A. — Dépenses de solidarité sociale.

Les allocations aux familles des mobilisés, jusqu'à un minimum fixé par la loi du 10 mai 1892, sont à supporter par l'Empire (sans préjudice des suppléments que peuvent y ajouter les Etats fédéraux et les communes sur leurs propres ressources), mais à avancer par les « Lieferungsverbände » circonscriptions administratives créées en 1873 et qui se confondent avec les communes, les cercles, les provinces ou les Etats. D'après les lois du 22 février 1888 et du 4 août 1914,

l'Empire se réserve le droit de choisir à sa guise la date de remboursement.

D'après le Conseiller supérieur des Finances Schwartz (Finanzpolitik in Reich, Staat und Gemeinde) le total de ces dépenses non encore remboursées par l'Empire se serait élevé, à la fin de la guerre, à environ 6 milliards, qu'il y a lieu d'ajouter à la dette consolidée et flottante indiquée ci-dessus.

Comment les communes et Lieferungsverbände se sont-elles procuré les sommes nécessaires au paiement des allocations ?

En raison des énormes besoins de l'Empire, il a été interdit dès l'abord aux Etats fédéraux et aux communes d'émettre des emprunts publics afin d'éviter une concurrence dont le premier effet eût été une élévation sensible du taux de l'intérêt. D'autre part, l'élévation du taux des impôts ne pouvant suffire aux communes pour satisfaire à toutes leurs obligations, elles eurent recours à des moyens de fortune divers : prêts de la Reichsbank et des caisses d'épargne, hypothèque des biens communaux, emprunts contractés auprès des établissements d'assurance provinciaux et des Darlehnskassen (Caisses de prêts), puis auprès des banques privées en gageant les remboursements ultérieurs de l'Empire. Enfin, en Prusse, en vue de créer aux Lieferungsverbände un moyen général et unifié de se procurer des ressources, le Ministre de l'Intérieur décida qu'ils pourraient tirer sur l'Etat prussien des lettres de change jusqu'à concurrence de leurs besoins. Ces lettres de change, auxquelles était joint un rapport justifiant les besoins et la capacité financière des Lieferungsverbände, étaient adressées pour vérification au Ministre de l'Intérieur par la voie hiérarchique (Regierungspresident et Oberpreident). Le Ministre des Finances les revêtait de son acceptation et les transmettait à la Reichsbank pour paiement. Ces lettres étaient à trois mois d'échéance, mais ont été, en fait, constamment renouvelées. Les frais d'escompte devaient être supportés dans des conditions à fixer par une loi spéciale.

B. — Service des intérêts de la dette de guerre.

A partir de 1914 les budgets ont prévu pour le service des intérêts de la dette d'Empire (flottante et consolidée) :

1914	184.196.847 m.
1915	1.197.515.489
(Soit un accroissement de 1.013.318.642 m.)	
1916	2.230.270.003
(Soit un accroissement de 2.046.073.156 m.)	
1917	3.484.164.200
(Soit un accroissement de 3.299.967.353 m.)	
1918	5.808.915.256
(Soit un accroissement de 5.624.718.409 m.)	

En admettant que la dette de 1914 n'eut pas sensiblement augmenté si la guerre n'avait pas eu lieu, il résulte du tableau ci-dessus que la guerre a imposé au budget ordinaire de l'Empire un accroissement de dépenses de 11.984.077.560 m., simplement pour le chapitre de la dette.

Il n'y a pas lieu de tenir compte de l'amortissement, celui-ci ayant été poursuivi sur les bases normales fixées en 1909 (3 0/0 annuels pour les emprunts destinés à couvrir les dépenses des travaux entrepris pour le développement de la richesse nationale, 1 0/0 pour les autres) seulement pour l'ancienne dette de paix, à l'exclusion de la dette de guerre.

D'autre part, le produit des impôts sur les bénéfices de guerre que nous examinerons ultérieurement était expressément destiné à l'amortissement de la dette de guerre « dans la mesure où il ne serait pas employé à couvrir le déficit des exercices 1916 et 1917 ». Ces impôts ont rapporté environ 5 milliards 1/2 dont 1 milliard a dû couvrir le déficit de 1916 et 1 1/2 le déficit de 1917. En fin de 1917 il restait donc 3 milliards disponibles qui ont dû être conservés pour couvrir de nouveaux déficits. Ces impôts ont donc été détournés complètement de leur but primitif et n'ont pu servir à entamer l'amortissement de la dette de guerre.

Dans le budget de 1918 apparaît pour la première fois un poste de 16.940.000 marks en vue du remboursement par tirage au sort d'un certain nombre de Bons du Trésor à $\pm 1/2$ 0/0 émis en même temps que le 6^e et le 7^e emprunt, qui constitue une faible tentative d'amortissement de la dette de guerre.

En l'absence de renseignements précis (les cahiers trimestriels de l'Office impérial de statistique ne paraissant plus depuis le début de la guerre, et l'Annuaire de l'Empire allemand ne contenant d'autres indications financières que celles des budgets officiels) on ne peut qu'évaluer très approximativement les dépenses de guerre de l'Allemagne.

D'après les considérations qui précèdent on peut prendre, sinon comme le chiffre réel des dépenses de guerre au 11 novembre 1918, du moins comme une limite inférieure approchée le total suivant :

Crédit de guerre consentis et dépensés au		
11 novembre 1918.	139 milliards de marks.	
Avances non remboursées des communes.	6 — —	
Service de la dette de guerre jusqu'au		
11 novembre 1918 (en comprenant seulement 8/12 de la somme inscrite au		
Budget de 1918)	10 — —	
	155 milliards de marks.	

Quant à la dette de guerre de l'Empire, elle est évidemment plus aisée à évaluer. Elle comprenait au 11 novembre dernier :

Les crédits de guerre, dont	97 milliards consolidés	
— — —	42 —	de dette flottante.
Les avances non remboursées des communes. . . .	6 —	(évaluation Schwarz).
Les avances de l'Allemagne à ses alliés sous forme de Bons du Trésor (1). . . .	7 —	environ (évaluation Schwarz).
	152 milliards de marks.	

A cette dette de l'Empire, il faut, pour obtenir la dette totale de l'Allemagne, ajouter les dettes contractées pendant la guerre par les Etats fédéraux et les communes (moins les 6 milliards déjà comptés d'avances non encore remboursées à l'Empire). Le Conseiller Schwarz les évalue à environ 15 à 20 milliards au total, soit 9 à 14 milliards en en déduisant les avances. Ce qui porte la dette de guerre de 161 à 166 milliards de marks, soit 201 à 207 milliards de francs.

§ II. — La législation fiscale de guerre (2).

En 1916, le total des sommes empruntées s'élevait déjà à 40 milliards, ce qui exigeait une annuité de 2 milliards d'intérêts. D'autre part, la contribution extraordinaire de 1913 (Wehrbeitrag) ne figurait plus au budget de 1916, le 3^e et dernier versement étant venu à échéance en 1915, ce qui amenait, pour le nouvel exercice, un déficit d'environ 350 millions. Malgré la croyance encore générale en Allemagne en une fin rapide et victorieuse de la guerre qui devait, pensait-on, en apportant de fortes indemnités, permettre un amortissement complet et immédiat de la dette (Doct. Rheinboldt : Die Deutsche Finanzwirtschaft) le gouvernement de l'Empire se vit contraint de créer de nouvelles ressources fiscales sous peine de couvrir son déficit budgétaire, c'est-à-dire l'intérêt de ses emprunts précédents, au moyen de nouveaux emprunts.

(1) Outre les Bons du Trésor signalés ci-dessus, l'Allemagne aurait avancés à ses alliés (évaluation Schwarz, ouvrage déjà cité) :

En matériel de guerre	1 580,7	} probablement compris dans les crédits de guerre.
En espèces	2.327,8	
Qui, ajoutés aux Bons du Trésor	6.785,1	
Donnent le total de	10.693,6	

(2) Voir l'exposé approfondi de la législation fiscale dans la 2^e partie.

Législation de 1915.

Dès la fin de cette année, le Gouvernement impérial prenait des mesures en vue de préparer un impôt sur les bénéfices de guerre. Par la loi du 24 décembre 1915, il prescrivait aux sociétés commerciales la constitution d'une réserve extraordinaire égale à 50 0/0 du bénéfice supplémentaire obtenu dans les trois premiers exercices de guerre, par comparaison avec les exercices de paix.

Une seconde loi de la même date assurait à l'Empire une participation aux bénéfices de la Reichsbank :

- de 100 millions pour l'exercice 1915;
- plus 14,3 millions pour chacun des exercices 1915 et 1916;
- et en outre des $\frac{3}{4}$ de l'excédent de la moyenne des bénéfices nets de 1915 et 1916 sur la moyenne des bénéfices nets de 1911, 12 et 13.

Législation de 1916.

Une loi du 12 juin 1916 élevait les tarifs des douanes et d'impôt sur le tabac, les cigares et cigarettes, en vue d'obtenir un supplément de recettes de 130 millions.

Une loi du 17 juin 1916 élargissait les applications du timbre sur les lettres de voiture et en élevait le tarif. On espérait en tirer 65 à 70 millions.

La loi du 21 juin 1916 sur la Kriegsteuer établissait une contribution exceptionnelle sur :

- l'accroissement des fortunes;
- les bénéfices supplémentaires des sociétés commerciales;
- les fortunes qui n'auraient pas diminué de plus de 10 0/0,

entre le 31 décembre 1913 et le 31 décembre 1916.

Cette contribution, en principe, destinée à commencer l'amortissement de la dette de guerre, a, en fait, été utilisée à combler les déficits budgétaires.

L'exposé des motifs s'était abstenu d'en évaluer le produit.

Une autre loi du 21 juin 1916 élevait le tarif des diverses taxes postales et devait produire un excédent de recettes de 200 millions.

Enfin un impôt général de 1 0/00 sur les transactions commerciales (Warenumsatzsteuer) établi par une loi du 26 juin 1916, devait rapporter environ 250 millions.

Le produit annuel supplémentaire de tous ces impôts, non compris la Kriegsteuer, était donc évalué à 650 millions.

Cependant, les lois ci-dessus n'entrant en vigueur qu'au début de l'année fiscale, on n'inscrivit au budget que la somme de 480 millions nécessaire pour le balancer, en tenant compte de la Besitzsteuer de 1913 qui, étant à percevoir pour la première fois à partir du 31 décembre 1916 devait fournir encore quelques ressources à l'exercice courant.

Législation de 1917.

Une nouvelle loi du 27 mars 1917 accorda à l'Empire une participation de 100 millions sur les bénéfices de la Reichsbank pour 1916.

Le timbre impérial fut modifié par la loi du 30 mars 1917 établissant, jusqu'au 31 mars 1920, un supplément à la taxe sur les transactions immobilières.

La loi du 8 avril 1917, en supprimant l'ancien impôt sur les billets de chemins de fer, établit un impôt général et progressif sur les prix de transport des personnes et des marchandises. Cet impôt, qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 1918, devait rapporter 315 millions de recettes supplémentaires.

Une loi du 8 avril 1917 prescrivit une taxe de 20 0/0 sur la valeur du charbon de la production intérieure ou importé; le produit de cette taxe, mise en vigueur le 1^{er} août 1917, était évalué à 500 millions.

Un supplément de 20 0/0 établi sur le tarif de la Kriegsteuer de 1916, par une loi du 9 avril 1917, devait, en outre, rapporter 500 millions.

Enfin, une loi du 9 avril 1917 dite « de sûreté de l'impôt de guerre » (über Sicherung der Kriegsteuer) prescrivait, en vue de la perception d'impôts ultérieurs :

— aux personnes naturelles, la prestation de certaines garanties en cas de transfert à l'étranger de leur domicile ou de leur résidence;

— aux sociétés commerciales, la constitution d'une réserve fiscale égale à 60 0/0 du bénéfice supplémentaire obtenu pendant le 4^e exercice de guerre, par rapport aux exercices de paix.

Le budget de 1917 prévoyait ainsi un total de 1.250 millions de recettes supplémentaires correspondant à ces nouveaux impôts.

Législation de 1918.

De nouveau, par une loi du 20 mars 1918, l'Empire se réservait les 3/4 du bénéfice net supplémentaire de l'exercice

1917 par rapport à la moyenne des bénéfices nets atteints pour les exercices 1911, 12, 13.

L'impôt sur les transactions fut remanié par la loi du 26 juillet 1918. La taxe générale fut portée à 5 0/00 tandis que d'autre part on établissait sur la vente des objets de luxe une taxe spéciale de 10 0/0. Cet impôt, entré en vigueur le 1^{er} août 1918 et applicable jusqu'au 31 décembre 1923, devait fournir un supplément de recettes annuelles de 1 milliard.

Une loi du 26 juillet 1918 modifia à nouveau le timbre impérial en vue d'obtenir un excédent de 210,7 millions.

Le timbre sur les lettres de change fut élevé par une autre loi du 26 juillet 1918 et devait rapporter 4 millions supplémentaires.

Une loi du 26 juillet 1918, introduisit une taxe sur les vins, égale à 20 0/0 de leur valeur; les impôts d'Etat sur le vin furent supprimés moyennant une certaine participation des Etats au nouvel impôt d'Empire. On estima à 103,5 millions son produit.

L'impôt sur les vins mousseux fut élevé par une loi du 26 juillet 1918 en vue d'obtenir un supplément de 12,6 millions.

Une autre loi du 26 juillet 1918 introduisit un impôt sur les eaux minérales et limonades et éleva la douane sur le thé et le café, elle prévoyait un excédent de recettes de 52,5 millions.

Une taxe de 10 à 12 m. 50 par hectolitre de bière fut établie par une loi du 26 juillet 1918 qui prévoyait une recette supplémentaire de 339,5 millions.

Le monopole de la fabrication et du commerce de l'alcool consommable fut établi par une loi du 26 juillet 1918. Toutefois la mise en vigueur du monopole devait être prescrite par un décret ultérieur; en attendant, et à compter du 1^{er} octobre 1918, la taxe sur l'alcool était élevée.

Le produit supplémentaire annuel du monopole était évalué à 800 millions.

Une loi du 26 juillet 1918 dite « *Gegen die Steuerflucht* », destinée à compléter les dispositions de la loi dite « pour la sûreté des impôts de guerre » du 9 avril 1917, dispose que tout contribuable qui transférerait son domicile à l'étranger, continuera, pendant les trois années qui suivront la fin de la guerre, à être soumis aux impôts de l'Empire et qu'il devra, dans ce but, fournir à l'Empire, une garantie égale à 20 0/0 du montant de sa fortune.

Les taxes postales déjà élevées par la loi du 21 juin 1916, le furent à nouveau par une loi du 26 juillet 1918.

Enfin, une contribution extraordinaire de guerre pour l'exercice 1918 fut établie par une dernière loi du 26 juillet 1918. Son produit était évalué à 1.750 millions.

Le budget de 1918 prévoyait de ces différents chefs une augmentation totale de recettes de 2.875 millions, dont 1.125 millions environ d'impôts indirects. Ce n'est pas sans de vives résistances, surtout du côté des social-démocrates que l'Empire réussit à faire accepter au Reichstag un aussi formidable accroissement d'impôts indirects. Il ne faut toutefois pas méconnaître la difficulté de la situation du Gouvernement impérial attaqué par les socialistes s'il recourt aux impôts indirects; attaqué par les Etats fédéraux s'il veut introduire des impôts directs. L'injustice de la répartition des charges fiscales, d'après la législation que nous venons de parcourir, est donc surtout le résultat d'une organisation financière défectueuse.

Quoi qu'il en soit, de 1916 à 1918, les budgets de l'Empire accusent, du fait des ressources fiscales, de notables accroissements, que l'on peut résumer dans le tableau ci-dessous :

	1914	1915	1916	1917	1918
Douanes, impôts et taxes	1.681.282.900	1.701.282.900 (3)	1.699.282.900(4)	2.434.006.900	3.227.386.900
Wehrbeitrag	393.820.871	327.740.881			
Impôts de guerre (1)			480.000.000	1.250.000.000	2.875.000.000
Compensations pour douanes, impôts et taxe	33.533.539	33.536.612	38.536.507	33.566.804	53.568.432
Autres compensations	18.775.228	17.639.032	19.779.435	15.433.562	14.969.429
Banque	13.271.000	13.790.000	18.790.000	18.790.000	18.790.000
Divers	63.173.492	34.607.980	229.912.661(2)	14.484.587	633.600
Contributions matriculaires non couvertes	51.940.794	51.940.794	51.940.794	51.940.794	51.940.794
	2.263.799.814	2.483.558.199	2.533.242.297	3.818.221.647	6.222.291.153
Différence par rapport à 1914 . . .		— 80.241.643	+ 267.442.453	+ 1.552.424.803	+ 3.956.491.311
Différence par rapport à l'année précédente		— 80.241.643	+ 347.684.098	+ 1.284.982.350	+ 2.404.066.508

(1) Sous ce titre sont portées chaque année seulement les recettes supplémentaires attendues de la législation fiscale de l'année courante. Les recettes supplémentaires résultant de la législation d'une année déterminée, sont ajoutées les années suivantes aux chiffres de la 1^{re} ligne (douanes, impôts et taxes).

(2) Dont : 219, 704, 721, excédent de l'exercice 1914.

(3) L'excédent de 20 millions par rapport à 1914 provient du timbre impérial introduit en 1913 sur les contrats de société : 14 millions.
sur les assurances : 6 millions.

(4) Le déficit de 2 millions par rapport à l'année précédente, provient de la suppression du timbre impérial sur les chèques.

§ III. — La circulation fiduciaire.

Notons enfin, pour terminer cet aperçu de la situation financière de l'Allemagne à l'issue de la guerre, que d'après un rapport de la Commission de la dette d'Empire, la circulation fiduciaire au 24 juillet 1918 s'élevait aux chiffres suivants :

Reichskassenscheine (représentant la réserve or et argent de l'Empire)	360 millions
Darlehenskassenscheine (bons de caisses de prêts).	9.000 —
Reichsbanknoten (billets de la banque d'Empire).	15.000 —
Billets de 4 banques privées d'émission existant encore en Allemagne (en Saxe, Bavière, Wurtemberg et Bade)	69 —
	24.429

Alors qu'à la veille de la guerre :

- 1° Les Darlehenskassen n'existaient pas ;
- 2° Les billets de la Reichsbank en circulation représentaient une valeur de (au 7 juillet 1914) 2 milliards 740 millions ;
- 3° Les Reichskassenscheine 250 millions ;
- 4° Les billets des 4 banques privées d'émission représentent une valeur approximative de 50 millions.

La circulation fiduciaire était donc environ de 3 milliards.

L'accroissement de la circulation fiduciaire allemande est donc dû surtout :

- a) Aux émissions de bons de caisses de prêts.
- b) Aux émissions de la Reichsbank.

A. — Les Caisses de prêts (Darlehenskassen).

Ces caisses, dont l'Allemagne avait en 1848, 1866 et 1870 déjà fait l'expérience, furent créées par une loi du 4 août 1914 sur les bases suivantes :

Des caisses de prêts pouvaient être créées à Berlin et dans toutes les villes où se trouve une succursale de la Reichsbank avec le pouvoir d'émettre des bons de 5, 10, 20 et 50 m., sans aucune contrepartie métallique, qui devaient constituer leur capital. Ces bons devaient être acceptés en paiement par toutes les caisses publiques, enfin si la Reichsbank en possédait, elle pouvait émettre 3 fois autant de billets que la valeur qu'ils représentaient dans son portefeuille.

La loi du 4 août avait fixé à 1.500 millions le maximum de l'émission qui, à la suite d'une série d'augmentations successives, se trouvait être, à la cessation des hostilités, de 16 milliards.

Le but des caisses de prêts était de rendre disponible, en vue des souscriptions aux emprunts, les capitaux allemands immobilisés sous forme de valeurs mobilières ou même de marchandises. Les caisses prêtaient donc une certaine somme (en billets émis par elles) représentant un pourcentage variable de 40 à 75 0/0 de la valeur des marchandises ou des valeurs mobilières qui leur étaient données en gage.

B. — Les émissions de la Reichsbank.

Au cours de la guerre, les Allemands ont tiré gloire de la comparaison entre la politique financière française, caractérisée, disaient-ils, par un appel exagéré à la Banque de France, et leur propre politique essentiellement fondée sur des emprunts consolidés. Nous avons vu qu'il y avait, dans cette assertion, une part de vérité puisqu'en effet la dette allemande est consolidée jusqu'à 67 0/0.

Il est cependant intéressant de constater que, pour masqué qu'il soit, le recours du Gouvernement impérial à la Reichsbank n'en est pas moins important.

L'une de ces nombreuses lois du 4 août 1914, préparées longtemps à l'avance, qui ont instauré en Allemagne le régime de guerre, autorisait l'administration de la Dette de l'Empire à émettre des traites (Schatzwechseln) signées de deux membres de cette administration, assimilées aux traites commerciales à deux signatures et pouvant, de ce fait, être achetées par la Reichsbank et servir de couverture aux billets émis par elle. Ainsi, l'Empire allemand dissimulait ses appels de fonds à la Reichsbank, mais ces appels ne s'en traduisaient pas moins par un accroissement considérable de la circulation fiduciaire sans autre contrepartie qu'une encaisse métallique d'environ 1.200 millions et un portefeuille dit commercial qui ne contenait guère que des bons de caisses de prêts et des traites du Trésor impérial.

CHAPITRE II

Les Finances de l'Allemagne depuis la Révolution.

La situation financière de l'Allemagne s'est singulièrement aggravée du fait de la Révolution, des troubles et des destructions qu'elle entraîna et du fait d'une démobilisation hâtive et désordonnée.

Dès le 15 février dernier, dans un discours prononcé devant l'Assemblée Nationale à Weimar, le Ministre des Finances de l'Empire Schiffer déclarait que la dette flottante s'élevait, à cette date, à 58 milliards en bons et traites du Trésor contre 42 au moment de la cessation des hostilités. La Reichsbank en possédait, à elle seule, 26 m. 7 contre 15 fin août 1918 — elle possédait en outre 5 milliards 8 de bons de caisses de prêts contre 1,6 fin août 1918.

La circulation fiduciaire s'élevait à :

23 milliards 8 en billets de la Reichsbank ;

10 milliards en bons des caisses de prêts.

A quoi il faut ajouter les émissions des quatre banques privées et les Reichskassenscheine, ce qui, d'après le conseiller Schwarz, doit aboutir à un chiffre voisin de 40 milliards.

Le Ministre Schiffer indiquait ensuite la croissance des dépenses au cours de la guerre et leur moyenne mensuelle que l'on peut résumer dans le tableau ci-dessous :

	DÉPENSES ANNUELLES (1) (en milliards)	MOYENNES MENSUELLES (en milliards)
Année 1914 (5 mois)	7,5	1,5
— 1915	23	1,9
— 1916	26,6	2,2
— 1917	39,6	3,3
— 1918	48,5	4
	145,2	

(1) Fidèle à la méthode allemande, le ministre Schiffer identifie les dépenses de guerre avec les crédits de guerre.

Il ajoutait que depuis la cessation des hostilités, les désordres, les grèves, l'élévation générale des salaires, les chômages, les allocations aux indigents, les dépenses occasionnées par la démobilisation ou la constitution de formations militaires nouvelles avaient entraîné pour l'Empire des dépenses mensuelles sensiblement égales à celles des mois de guerre.

C'est ainsi que les dépenses se seraient élevées :

	Milliards
En Novembre 1918 à	4,1
— Décembre —	3,8
— Janvier 1919	3,5
— Février —	2,7
— Mars —	2

Lé 2 mai, le successeur de Schiffer, Dernburg, dans un discours prononcé devant la Chambre de commerce de Berlin, évaluait à compter du 31 mars 1919, à 1 milliard 5 le total des dépenses moyennes mensuelles à prévoir pour l'Empire uniquement pour faire face aux besoins courants et qui sont couvertes par des moyens de trésorerie.

En admettant ces chiffres, on constate que :

	Milliards	
Du 1 ^{er} novembre 1918 au 1 ^{er} avril 1919, les dépenses de guerre de l'Empire (1) (et par conséquent sa dette flottante) ont augmenté de	16,1	Ce qui porte la dette flottante totale à 58 milliards
Du 1 ^{er} avril 1919 au 1 ^{er} avril 1920 (année fiscale 1919), les dépenses de guerre s'élèveraient à . .	18	

Essayons de confronter ces chiffres avec quelques autres :

	Milliards
Le 30 avril 1919, le portefeuille de la Reichsbank contenait en bons et traites du Trésor.	31,5
A la même date les banques privées en possédaient. .	35,2 (2)
Ce qui porte à ce jour la dette flottante de l'Empire à. .	66,7

D'autre part, toujours au 30 avril 1919, la circulation fiduciaire était passée de 40 à 48 milliards (2) et la valeur totale des bons de caisses de prêts montait à 18 milliards 5 (ce qui représente 15 milliards de dettes des Etats et des communes,

(1) Car il s'agit en somme de dépenses dues indirectement à l'état de guerre préexistant et à la situation actuelle qui en résulte et qui sont à couvrir en majeure partie par des moyens de crédit, le budget de 1919 n'ayant pas encore été voté (une loi du 29 mars 1919 s'est bornée à prolonger pour l'exercice 1919 les crédits ouverts pour 1918.)

(2) Schwarz, ouvrage déjà cité.

rien qu'aux caisses de prêts, car les Etats et les communes absorbent à eux seuls les 4/5^e des émissions de ces caisses), dont 11,2 en circulation, 7,3 en banque.

Il semble donc, devant un tel accroissement de la dette flottante et de la circulation fiduciaire que les déclarations des deux Ministres des Finances de l'Empire soient quelque peu optimistes.

Enfin, si nous consultons le bilan de la Reichsbank du 23 août 1919, nous trouvons :

	(En millions de marks)
Encaisse métallique.	1,124
dont encaisse or	1,104 contre 2,348 en août 1918
Bons de la Caisse de l'Empire et bons des Caisses de prêts	8,485
Portefeuille (en majeure partie traites du Trésor)	28,522
Billets de la Reichsbank en circulation	28 253

Par ailleurs, à la même date, le total des bons des caisses de prêts en circulation et en banque s'élevait à 20.167 millions (soit 16 à 17 milliards de dettes des Etats et communes rien qu'à ces caisses).

Ainsi la circulation de bons de caisses de prêts a encore augmenté de plus de 1 milliard 5 en quatre mois. Cependant, on constate depuis quelque temps une tendance à une légère diminution de la circulation fiduciaire et d'autre part le montant des traites du Trésor dans le portefeuille de la Reichsbank (qui est en quelque sorte l'indicateur de la dette flottante de l'Empire) est passé en 4 mois de 31 milliards 5 à 28 milliards 5, soit une diminution de 3 milliards.

Après avoir traversé la période révolutionnaire qui a accentué l'embarras de ses finances, il semble donc que l'Allemagne soit maintenant entrée dans une phase de stabilisation.

A s'en tenir aux chiffres indiqués par le Ministre des Finances Erzberger dans son discours du 12 août :

La dette de l'Allemagne à cette

date s'élèverait à. 76 milliards, dette flottante.

97 — — consolidée (1).

Total. 173 —

Mais cette dette s'accroît, nous l'avons vu, au moins de 1,5 milliard par mois, soit jusqu'au 1^{er} avril 1920: $1,5 \times 7 = 10,5$

(1) Inchangée depuis la cessation des hostilités.

Il faut, d'autre part, lui ajouter :

Les allocations avancées par les communes et non encore remboursées.	6 m.
Les frais de reconstitution des territoires allemands dévastés par la guerre	4,5 (1)
Les indemnités à la marine marchande	1,5 (1)
Les avances en bons du Trésor aux alliés de l'Allemagne	6,7
Soit :	18,7

Ce qui nous permet d'évaluer approximativement au 1^{er} avril 1920 la dette de guerre de l'Empire à 200 milliards environ, et sans tenir compte ni des réparations dues à l'Entente, ni de la liquidation des sociétés de guerre (Kriegsgesellschaften) qui étaient chargées, sous la garantie de l'Empire, de l'achat et de la répartition des matières premières et qui possèdent encore actuellement des stocks, que la *Gazette de Francfort* du 14 août évalue de 4 à 5 milliards, dont la réalisation n'ira probablement pas sans perte.

C'est d'ailleurs le chiffre de 200 milliards de dette que le Ministre des Finances de l'Empire a pris pour base dans le calcul du budget de 1919.

Quant aux finances des Etats et des communes depuis novembre 1918, nous ne possédons malheureusement que des renseignements très incomplets et incertains.

Le 2 juillet, le docteur Wirth, Ministre des Finances de Bade, évaluait la dette totale de l'ancien Grand Duché, jusqu'à fin de 1919, à 465 millions.

Le 4 juillet, le Ministre des Finances de Bavière (Speck), évaluait la dette flottante de la Bavière, pour 1919, à 324 millions.

Nous avons vu par ailleurs que les Etats et communes ont dû emprunter aux caisses de prêts un total d'environ 15 milliards au 30 août 1919. Enfin le conseiller Schwarz pense que la dette totale des Etats et des communes doit se fixer autour de 20 milliards de marks.

(1) Évaluation Schwarz.

DEUXIÈME PARTIE

LES RESSOURCES DE L'ALLEMAGNE EN 1919

Nous dresserons, dans cette seconde partie, un tableau systématique des ressources de l'Allemagne d'après la législation en vigueur au moment de la cessation des hostilités et nous indiquerons, chemin faisant, les considérations historiques et politiques relatives à chaque catégorie de ressources.

CHAPITRE PREMIER

Les Ressources de l'Empire Allemand

Jusqu'à présent, l'Empire allemand avait à faire face :

— aux dépenses des services publics généraux (Bundesrat, Reichstag, Chancellerie, Offices des Affaires Etrangères, de l'Intérieur, de la Guerre, de la Marine, de la Justice, du Trésor et des Colonies);

— au service de la dette et des pensions d'Empire;

— aux dépenses des Administrations impériales : Postes, Télégraphes, Téléphones, Imprimerie d'Empire, Chemins de fer d'Alsace-Lorraine;

— enfin aux dépenses prévues par le budget extraordinaire dont les plus importantes ressortaient aux chapitres de la Guerre et de la Marine.

Dans ce but, il disposait, en 1919, des ressources suivantes:

— du revenu des Postes, Télégraphes, Téléphones, de l'Imprimerie impériale et des Chemins de fer d'Alsace-Lorraine;

— du produit des douanes, et, en principe (sauf des exceptions que nous examinerons ultérieurement), des impôts indirects;

— d'un certain nombre d'impôts directs introduits depuis 1906;

— de contributions matriculaires fournies par les Etats fédéraux au prorata du chiffre de leur population;

— de contributions spéciales versées par certains Etats fédéraux;

— enfin des ressources du budget extraordinaire.

Nous examinerons en détail les ressources fiscales de l'Empire et la nature de ses relations financières avec les Etats fédéraux.

§ I. — Impôts indirects.

Les Allemands distinguent dans ce domaine :

— les impôts sur la *circulation* des biens fonciers, des valeurs mobilières, des personnes et des marchandises;

— et les impôts sur la *consommation*.

I. — IMPOT SUR LA CIRCULATION, qui peuvent se diviser en :

a) Impôts sur les transactions :

Impôt général sur les transactions (Allgemeine Umsatzsteuer);

Impôt sur les mutations immobilières (Grundwechselsteuer);

Impôt sur les opérations de bourse (Börsensteuer).

b) Impôts (Schriftsteuern) :

Sur les lettres de change, chèque, quittance, etc...;

Sur les lettres de voitures, manifeste, etc...;

Sur les opérations postales, téléphoniques et télégraphiques.

A. — Impôt général sur les transactions (Allgemeine Umsatzsteuer.)

Cet impôt a été introduit en Allemagne en 1916 en vue de faire face à l'augmentation des dépenses du fait de la guerre. Le Gouvernement l'avait proposé sous la forme d'un timbre-quittance et sous réserve de suppression du timbre sur les chèques. Après avoir opposé une vive résistance, le Reichstag finit par consentir une taxe de 1 0/00 du total des transactions effectuées par chaque entreprise industrielle ou commerciale, en écartant la forme du timbre-quittance.

On attendait de cet impôt un produit brut de 250 millions. Il paraît que le résultat fut loin de répondre à cette espérance. Aussi fut-il remanié par la loi du 26 juillet 1918.

Sous sa nouvelle forme, l'impôt sur les transactions frappe

d'une taxe de 5 0/00 de leur valeur, toutes les livraisons effectuées ou les services rendus par une personne exerçant une profession industrielle, commerciale ou agricole, sauf quelques exceptions énumérées par la loi.

En outre, la loi du 26 juillet 1918 prévoit une taxe de 10 0/0, dite de luxe, qui frappe certains objets tels que : métaux précieux, perles, pierres fines, objets d'art, antiquités, appareils photographiques, voitures automobiles de tourisme, tapis, etc...

On a reproché à cette loi une énumération trop limitative des objets auxquels s'applique la taxe de luxe. De fait, il paraît que sous sa seconde forme, cet impôt n'a pas donné les résultats attendus.

B. — Impôt sur les mutations immobilières.

Cet impôt a été introduit en 1909; il comporte une taxe égale à 1/3 0/0 du prix d'achat ou de la valeur vénale (Gemeiner Wert) du bien foncier qui fait l'objet d'une mutation.

La propriété foncière (Gebundener Besitz) assujettie à un fidei-commis est soumise à cette taxe tous les 30 ans.

C. — Impôts sur les opérations de bourse et les valeurs mobilières.

Après plusieurs tentatives infructueuses, le Gouvernement impérial finit par faire accepter cet impôt en 1881. Depuis, il fut élargi à deux reprises en 1909 et 1913. Enfin, en 1918, on éleva sensiblement son taux et on y ajouta une taxe sur les transactions monétaires (Geldumsätze). Cet impôt est perçu sous la forme d'un timbre.

En laissant de côté le timbre sur les tantièmes des Conseils d'administration (taxe de 20 0/0) on peut ranger dans cette catégorie :

1° Timbre sur les émissions de rentes, actions et obligations, sur les contrats de constitution ou d'augmentation de capital des sociétés, qui s'élèvent en principe à 5 0/0 de la valeur nominale des titres (sauf pour les obligations communales 1/2 0/0, les valeurs étrangères d'Etat, des communes ou de chemins de fer : 1 1/2 0/0 et quelques autres exceptions).

2° Timbre sur les opérations en bourse (achats et ventes de valeurs) qui varie de 1/5 0/00 (emprunts de guerre de l'Empire) à 2 0/00 (actions de sociétés).

3° Timbre sur les billets de loterie, fixé en 1881 à 5 0/0 de la valeur du billet. En 1894, il fut porté à 10 0/0 et on lui joignit un timbre sur les paris aux courses (totalisatorsteuer) dont la moitié du produit devait être consacrée à l'amélioration de l'élevage. Enfin en 1900 le timbre sur les billets de loterie fut porté à 20 0/0 de la valeur du billet.

4° Timbre sur les coupons de valeurs mobilières (talonsteuer) qui est perçu lors de l'établissement des titres et varie de 1/5 0/0 à 2 0/0 de la valeur nominale selon la nature du titre (1/5 0/0 pour les obligations communales, hypothécaires ou de chemins de fer, au porteur, 2 0/0 pour les actions de sociétés privées).

5° Taxe sur les transactions monétaires (Geldumsätze) introduite en 1918. Cette taxe frappe les établissements de crédit, à l'exception des caisses d'épargne, proportionnellement au montant des intérêts annuellement payés aux créditeurs de comptes. Cette taxe comporte :

Pour les premiers	50.000 m.	1/2 %
pour les	150.000 m. suivants.	1
—	300.000 —	1 1/2
—	500.000 —	2
—	1.000.000 —	2 1/2
—	2.000.000 —	3
—	3.000.000 —	3 1/2
—	10.000.000 —	4
—	20.000.000 —	4 1/2
—	30.000.000 —	5
—	50.000.000 —	5 1/2
au-dessus		6

D — Timbres sur les lettres de change, chèques et quittances.

Le timbre sur les lettres de change a été introduit par la loi du 10 juin 1869 dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, et fut conservé par l'Empire en exécution de l'art. 35 de la Constitution du 16 avril 1871. Son taux a été augmenté à diverses reprises. Depuis 1918 il comporte :

15 pf. pour une valeur de	250 m.
30 — — — — —	250 à 500 m.
45 — — — — —	500 à 700
60 — — — — —	700 à 1.000
au-dessus, 60 pf. pour chaque 1.000 m. commencés.	

Depuis 1909, ce taux n'est valable que pour des effets à échéance de trois mois au maximum; si le délai de rembour-

sement est supérieur, la taxe doit être perçue une seconde fois pour les neuf mois suivants, puis à nouveau de six en six mois.

Le timbre sur les chèques, qui avait été introduit en 1909 a été supprimé en 1916 au moment de la création de l'impôt général sur les transactions.

L'Allemagne ne connaît pas de timbre sur les quittances. Malgré de nombreuses tentatives faites pour l'introduire, le Reichstag l'a toujours rejeté. Même sous la pression des nécessités financières de la guerre, le projet présenté par le Gouvernement en 1916 qui devait rapporter 80 millions, a été rejeté et transformé en impôt sur les transactions.

E. — Timbre sur les lettres de voiture et connaissements.

Ce timbre a été créé en 1894, puis modifié en 1906 et, à nouveau, en ce qui concerne les transports par chemins de fer, pendant la guerre. Il comporte actuellement :

Transport par bateaux : de 10 pf. à 1 m. par connaissement, selon la nature du chargement et sa destination.

Transport par voie ferrée : par lettre de voiture.

Colis isolés, en petite vitesse. . . .	0 m. 15
— en grande vitesse	0 30

Expédition par groupement en wagons complets (petite vitesse) :

pour un prix de transport inférieur à 25 m. . . .	1 m. 50
— — — — — supérieur à 25	3

Expédition par groupement en wagons complets (grande vitesse) :

pour un prix de transport inférieur à 25 m. . . .	3 m.
— — — — — supérieur à 25	6

F. — Impôts sur le transport des personnes et des marchandises.

Cet impôt, dû à la loi du 8 avril 1917, frappe tous les transports de personnes et de marchandises, y compris les colis postaux, sauf toutefois le transport de lettres et paquets

par la poste. Même les transports sur des voies ferrées privées (chemins de fer de mines, carrières ou usines) sont soumis à l'impôt, si leur longueur dépasse 6 km. et s'ils ne sont pas établis à l'intérieur d'une exploitation fermée.

L'impôt s'élève :

Transport des personnes :	en 1 ^{re} cl.	16 %	du prix du billet.
—	— en 2 ^e	14	—
—	— en 3 ^e	12	—
—	— en 4 ^e	10	—

Transport des personnes sur des tramways ou bateaux assurant un service local, 6 %.

Transports de colis postaux.		12 %
— marchandises		7

L'impôt est acquitté par les entreprises de transport au prorata des opérations effectuées dans l'année.

G. — Taxes sur les P. T. T.

Les Allemands rangent, en effet, ces taxes parmi les ressources fiscales de l'Empire.

Le Gouvernement y a pensé dès 1916, lorsque, pour la première fois depuis le début de la guerre, il a été amené à créer de nouveaux impôts. Ces taxes offraient, en effet, l'avantage de ne pas présenter de difficultés ni de frais de perception et de produire des ressources immédiates. Elles ont fait, en 1918, l'objet d'une nouvelle augmentation générale portant sur toutes les opérations postales, télégraphiques et téléphoniques.

II. — IMPOT SUR LA CONSOMMATION.

A. — Impôt sur le sel.

Cet impôt, qui existait en Allemagne depuis très longtemps, dans la législation fiscale des Etats, est devenu, par la loi du 12 octobre 1867, une des ressources de la Confédération de l'Allemagne du Nord. A ce titre, il demeura dans la législation de l'Empire. Il frappe le sel livré au commerce d'une taxe de 12 m. par quintal, sans préjudice de la douane de 0,80 qui frappe le sel d'importation. Cet impôt rapporte annuellement à l'Empire environ 58 millions de marks, soit 0,90 par tête d'habitant et par an.

B. — Impôt sur le charbon.

Cet impôt a été créé pendant la guerre, en 1917. Il frappe non seulement le charbon de la production nationale, mais encore le charbon importé, les briquettes, et même le charbon consommé par la mine productrice. Il s'élève à 20 0/0 du prix à la sortie de la mine. Cet impôt a produit, pour la première année, 800 millions de marks.

La loi qui l'établit n'en prévoit toutefois l'application que jusqu'au 31 juillet 1920.

C. — Impôts sur les boissons.

Dans cette catégorie figurent tout d'abord deux des plus anciennes ressources du budget de l'Empire : les impôts sur la bière et l'alcool, puis l'impôt sur les vins mousseux d'une origine plus récente. Enfin, l'impôt sur les limonades et eaux minérales introduits pendant la guerre.

1. — *Impôt sur la bière.*

Il n'y a pas en Allemagne d'imposition unifiée sur la bière. Seul le produit de l'impôt dans les Etats qui formaient avant 1871 la Confédération de l'Allemagne du Nord est versé à la Caisse de l'Empire (Norddeutsche Brausteuern Gemeinschaft). Les Etats du Sud ont conservé leurs impôts autonomes sur la bière en échange desquels ils versent chaque année à la Caisse de l'Empire une contribution de compensation (Ausgleichungsbeitrag) dont le montant, par tête d'habitant, est égal au produit moyen de l'impôt, par tête d'habitant, de l'Allemagne du Nord. Il ne faut pas voir d'ailleurs dans cette survivance un simple effet de l'esprit particulariste de ces Etats. La consommation de la bière est, en effet, beaucoup plus importante dans l'Allemagne du Sud que dans l'Allemagne du Nord, il en résulte que le produit de l'impôt y est aussi beaucoup plus élevé.

Dans les Etats de l'Allemagne du Nord, l'impôt d'Empire sur la bière était, jusqu'à 1918, perçu sous la forme d'une taxe progressive sur la quantité de malt utilisé par une brasserie. Or, la guerre, en imposant une notable restriction dans la consommation du malt, diminua la proportion qui entre dans la fabrication de la bière. C'est ainsi qu'en 1917 un hectolitre de bière ne supportait plus qu'un impôt de 1 m. contre 3 m. 25 en 1914. Aussi, en 1918, cet impôt subit-il un

remaniement complet, et, à la place de la taxe sur le malt, fut introduit un impôt progressif sur le produit fini (fabrikatsteuer) qui comporte par hectolitre :

Pour les premiers	2.000 m.	10 m.
Pour les	8.000 suivants	10,50
—	10.000 —	11
—	20.000 —	11,50
—	30.000 —	12
—	60.000 —	12,30
Au-dessus		12,50

L'impôt distingue trois qualités de bière; le tarif ci-dessus est applicable à la bière de qualité moyenne; pour la bière faible, les taux sont réduits de moitié, et pour la bière forte multipliés par 1,5.

La progressivité de cet impôt, qui existait déjà dans la législation antérieure, a été établie en vue de protéger les petites et moyennes entreprises. D'autre part, les entreprises existantes sont protégées contre la surproduction possible de certaines d'entre elles et contre la création de nouvelles brasseries par le fait que ces dernières doivent payer sur leur surproduction, pendant les cinq premières années, un impôt triple de l'impôt normal et pendant les cinq années suivantes un impôt double.

D'autre part, dans certaines régions de l'Allemagne, les paysans ont constitué des brasseries coopératives pour satisfaire à leurs propres besoins. Afin de les favoriser, la loi ne frappe leur production que de 3 m. l'hectolitre, à condition que ces coopératives ne se livrent pas au commerce.

Le Gouvernement impérial espère, après le rétablissement d'un régime de paix normal, tirer annuellement de cet impôt environ 340 millions de marks.

2. — *Impôt sur l'alcool.*

L'impôt sur l'alcool a eu en Allemagne une histoire agitée qui n'offre plus aujourd'hui pratiquement qu'un intérêt secondaire, la loi du 26 juillet 1918 l'ayant définitivement supprimé et remplacé par un monopole dont un décret ultérieur devait fixer la date d'entrée en vigueur; décret qui n'est pas encore intervenu. Voici les points essentiels de la nouvelle organisation.

La fabrication de l'alcool brut, quelle que soit la matière d'où il est tiré, demeurera comme précédemment réservée à l'industrie privée, qui devra ensuite vendre intégralement sa production à l'Administration du monopole impérial, à un

prix fixé annuellement par celle-ci. Une exception est toutefois prévue en faveur des très petites distilleries qui emploient surtout les fruits — celles-là devront payer une taxe assez élevée (1) et pourront ensuite vendre directement leurs produits.

Dans la fixation du prix d'achat, l'Administration doit tenir compte, autant que possible, pour chaque entreprise, de son importance, de ses frais et de son mode de production.

Avant de pouvoir être livré à la consommation, cet alcool brut doit être raffiné; l'Empire se réserve cette opération qu'il fera effectuer, soit en créant ou en achetant des raffineries qui deviendront des exploitations d'Etat, soit en confiant cette opération à des entreprises privées.

L'alcool consommable sera ensuite vendu aux détaillants par l'Administration impériale à un prix fixé par celle-ci, avec obligation de revendre avec un bénéfice déterminé.

On a excepté du monopole les liqueurs fines, dont la fabrication et la vente sont abandonnées à l'industrie et au commerce privés. Les fabricants de ces liqueurs devront acheter l'alcool brut à l'Administration impériale et, de plus, acquitter par litre de liqueur fabriquée une taxe de 1 m.

D'après la nouvelle loi, l'Administration doit fixer le prix de vente de l'alcool consommable de façon qu'un hectolitre d'alcool à 100 0/0 produise une recette nette de 800 m. Par exemple, lorsque l'Empire vend une liqueur à 30 0/0 d'alcool, la recette nette par litre doit être égale à 2 m. 40.

Jusqu'à présent, l'alcool à brûler demeure en dehors de cette réglementation et n'est d'ailleurs frappé par aucun impôt.

L'impôt sur l'alcool était, jusqu'à 1918, inscrit au budget pour 194 millions. On espère que le monopole produira un excédent de recettes de 800 millions.

3. — *Impôt sur les vins.*

Jusqu'en 1918, l'Allemagne n'a pas connu d'impôt sur les vins, au titre d'impôt d'Empire. A deux reprises avant la guerre, le Gouvernement avait tenté de l'introduire, mais avait échoué devant la résistance des représentants des régions viticoles. La guerre, en amenant une hausse énorme du prix

(1) 4 m. par litre d'alcool 100 %, pour les très petites distilleries; 6 m. pour les distilleries produisant moins de 50 litres d'alcool par an; 8 m. pour les distilleries produisant de 1/2 à 4 hectolitres par an.

des vins, améliora la situation des vignerons, aussi le Reichstag accepta-t-il en 1918 le nouvel impôt.

Il comporte une taxe de 20 0/0 du prix de vente du vin ; toutefois la loi qui l'institue prévoit, qu'après cessation de l'état de guerre, le Bundesrat pourra, sur demande du Reichstag, abaisser l'impôt à 15 0/0 pour les vins dont le prix de vente ne dépasse pas 2 m. le litre.

Est dispensé de l'impôt : le vin utilisé par les vignerons à leur consommation familiale, le vin destiné à un usage religieux et le vin exporté. Le produit du nouvel impôt est évalué par l'Administration fiscale à 103 millions 1/2.

4. — *Impôt sur les vins mousseux.*

Cet impôt a été introduit, avec un taux d'ailleurs très faible, au moment où le développement de la marine nécessitait la création de nouvelles sources de recettes. En 1909, le taux fut sensiblement élevé et devint progressif. Mais la majeure partie des vins mousseux consommés en Allemagne étant de qualité inférieure et à très bon marché, le nouveau système ne donna pas les résultats espérés. Aussi, en 1918, a-t-on supprimé le taux progressif pour adopter la taxe de 3 m. la bouteille pour les vins mousseux fabriqués avec les fruits, et 0,60 pour les autres. On compte par là obtenir un produit supplémentaire de 20 millions. Avant la réforme de 1918, l'impôt sur les vins mousseux était porté au budget pour environ 10 millions.

5. — *Impôt sur les boissons non'alcooliques.*

Cet impôt remonte seulement à 1918 et comporte une taxe minime :

5 pf.	par litre	pour les eaux minérales
10	—	— limonades.
1 m.	—	— limonades concentrées.

Dans les motifs du projet de loi, le Gouvernement comptait, avec une consommation d'environ 100 millions de litres d'eau minérale et 1 milliard de bouteilles de limonade, retirer de ce nouvel impôt environ 51 millions de marks.

D. — *Impôt sur le tabac.*

Entre 1879 et 1909, le tabac brut fut soumis en Allemagne à un impôt proportionnel au poids. Au moment de la grande réforme financière de 1909, on introduisit, pour le tabac

importé, à côté de la douane selon le poids, une douane *ad valorem* égale à 40 0/0 de la valeur du tabac brut; quant au tabac de la production nationale il continua d'être taxé seulement selon le poids, on se borna à élever la taxe de 45 à 57 m. le quintal; enfin les terres productrices de tabac dont la superficie était inférieure à 4 ares, furent frappées d'un impôt dit « sur la surface » (flächensteuer).

D'autre part, en 1906, fut introduit un impôt sur les cigarettes frappant les cigarettes fines, le tabac à cigarettes et le papier à cigarettes.

Enfin, la loi du 17 juin 1916 a élevé considérablement les tarifs de la douane et de l'impôt sur le tabac et les cigarettes.

La douane sur :

les feuilles de tabac brutes fut portée de	85 m. à	130 m. le quintal.	
— — travaillées —	180 à	280 —	
les scaferlati.	700 à	1.100 —	
les cigares.	270 à	700 —	
les cigarettes	1.000 à	1.500 —	

et la douane *ad valorem* portée de 40 à 65 0/0.

Le tabac de la production intérieure fut frappé d'un impôt de 70 m. le quintal.

Quant aux cigarettes finies, elles furent seulement frappées d'une taxe supplémentaire de guerre destinés à prendre fin avec le retour de la paix, taxe variant de 5 à 40 m. le 1.000 selon le prix de vente au détail.

La taxe sur le tabac à cigarettes fut portée de 4,60 à 19 m. le kilogr. et sur le papier à cigarettes de 1 à 6 m. le 1.000.

En 1915, l'impôt sur le tabac a rapporté 13,5 millions, et sur les cigarettes 66 millions. On estimait à 130 millions le supplément de recettes que devait apporter la loi de 1916.

E. — Impôt sur le sucre.

Jusqu'en 1887, cet impôt fut perçu en Allemagne sous la forme d'un impôt sur la matière première brute qui, depuis 1869, s'élevait à 1,60 par quintal de betteraves.

En partant de la supposition qu'on obtenait 1 quintal de sucre avec 12 q. 5 de betteraves, on pouvait évaluer l'impôt frappant 1 quintal de sucre fini à environ 20 m. D'où l'on avait été conduit à accorder une prime d'exportation de 18 m. 80 par quintal. Mais dès 1885, grâce aux progrès de la technique, on tirait 1 quintal de sucre fini de 8 quintaux de betteraves. L'impôt par quintal de sucre ne s'élevait donc

plus qu'à 12 m. 80. L'Empire perdait donc à cette époque 6 m. par quintal de sucre exporté.

Aussi, en 1887, l'impôt sur les betteraves sucrières fut-il supprimé et remplacé par un impôt sur le sucre fini qui, depuis 1903, s'élève à 14 m. par quintal. Cet impôt est l'un des rares qui pendant la guerre n'ait pas fait l'objet d'une élévation de tarif. Il est porté au budget pour une somme annuelle de 163 millions.

F. — Impôt sur les moyens d'éclairage.

Cet impôt fut introduit, en même temps que l'impôt sur les allumettes, par la réforme fiscale de 1909. On constata que seul le pétrole était frappé d'une douane assez élevée, alors que l'usage de la lumière électrique ou à gaz n'avait pas été imposé jusqu'à cette époque en raison de la difficulté qu'il y avait à distinguer le gaz et l'électricité utilisés comme force et comme lumière. Pour parer à cette lacune et surtout pour subvenir à des besoins financiers pressants, on introduisit une taxe variant de 5 pf. à 1 m. 50 par lampe électrique et de 10 pf par bec de gaz. Cet impôt rapporte à l'Empire environ 15 millions par an.

G. — Impôt sur les allumettes.

Il a été introduit en même temps que l'impôt sur les moyens d'éclairage, et s'élève de 1 à 5 pf. par boîte selon la contenance et la nature des allumettes. Le produit de cet impôt, inscrit au budget pour 20 millions, est évalué à environ 20 pf. par an et par tête d'habitant.

H. — Impôt sur les cartes à jouer.

Cet impôt remonte à la fondation de l'Empire et s'élève actuellement à 30 pf. pour les jeux de 36 cartes et au-dessous et à 50 pf. pour les jeux comportant un nombre supérieur de cartes. Son produit annuel est en moyenne de 2 millions.

§ II. — Douanes.

Sans nous étendre sur l'histoire et l'organisation actuelle du système douanier allemand, il est néanmoins nécessaire de donner quelques indications sur cette importante source de revenu de l'Empire allemand.

Le tarif douanier établi en 1870 par la Confédération de l'Allemagne du Nord et repris par l'Empire en 1871 était

relativement libéral. Les céréales, les farines alimentaires, les animaux et la viande en étaient exclus; d'autre part, les denrées alimentaires et les matières premières nécessaires à l'industrie et à l'agriculture étaient taxées très modérément. En 1873, le tarif fut modifié dans un sens libéral sur un certain nombre de points et on supprima la dernière taxe douanière d'exportation sur les chiffons et déchets de la fabrication du papier.

Par contre, Bismarck, en 1879, imprima à la politique douanière allemande une orientation nettement protectionniste. Ce revirement avait pour but non seulement de protéger l'industrie et l'agriculture allemandes contre la concurrence étrangère, mais surtout d'accroître les ressources du budget impérial et de desserrer ainsi les liens étroits de dépendance qui, par les contributions matriculaires, l'unissaient aux finances des Etats fédéraux. La grande innovation de 1879 fut l'introduction des taxes sur les céréales, dont le taux fut fixé à 1 m. le quintal; mais, en outre, de nombreuses taxes furent élevées et de nouvelles furent introduites sur des matières premières, des demi-produits et des produits fabriqués. C'est ainsi que le fer brut, dont jusqu'alors l'importation était libre, fut frappé d'une douane de 1 m. le quintal. Enfin, dès cette époque, on commença à avoir recours au système des spécialisations, grâce auquel l'Allemagne a si souvent enlevé le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée aux pays avec lesquels elle l'avait conclue et en particulier à la France.

Cependant, dans l'ensemble, le tarif de 1879 est encore modéré. Aussi, sous la pression des agrariens, les taxes sur les céréales furent-elles, en 1883 et 1885, sensiblement élevées. La douane sur le blé et le seigle fut portée à 5 m. le quintal; sur l'avoine, à 4 m.; sur l'orge, à 2 m. 25, et sur les farines alimentaires à 10 m. 50.

Les événements allaient bientôt contraindre le Gouvernement impérial à modifier l'orientation de sa politique douanière. En effet, la hausse générale des prix des produits agricoles qui se produisit vers la fin des années 80, si elle faisait les affaires des agrariens, amena dans la classe ouvrière un mécontentement qui se traduisit fréquemment par des émeutes; d'autre part, l'élévation de la douane sur les produits agricoles, qui avait porté une sérieuse atteinte au commerce d'exportation de certains pays, menaçait de valoir à l'Allemagne des représailles; enfin, l'Allemagne, jusque-là, bénéficiait, vis-à-vis de nombreux Etats, de la clause de la nation la plus favorisée, et profitait ainsi de tous les traités conclus par ces Etats. Or, en 1891, la France et les autres Etats ne

renouvellent plus leurs traités et reprennent leurs tarifs autonomes. Pour se conserver des débouchés, comme pour satisfaire l'opinion publique intérieure, l'Allemagne se voyait donc placée à cette époque devant la nécessité de conclure des traités de commerce fermes, accordant non plus seulement la clause de la nation la plus favorisée, mais des droits consolidés, en échange d'autres droits. La conclusion de ces traités, avec l'Autriche, l'Italie, la Suisse, la Hollande et la Belgique, d'une durée de dix années avec clause de tacite reconduction, fut l'œuvre du chancelier de Caprivi, successeur de Bismarck. Ils prévoyaient, entre autres, un abaissement des taxes :

Sur le seigle et le blé	à 3 m. 50 au lieu de	5 m.	le quintal.
Sur l'avoine	à 2	80	— 4 —
Sur l'orge	à 2	—	2,25 —
Sur les farines alimentaires .	à 7	50	— 10,50 —

La conséquence immédiate fut une diminution sensible des recettes de l'Empire, qui d'ailleurs, au bout de peu de temps, fut compensée par l'accroissement de la consommation intérieure.

A partir de 1896, le prix des denrées agricoles commença de décroître. A tort ou à raison, les agrariens en cherchèrent la cause dans la réduction des taxes douanières consenties par les traités de Caprivi et entamèrent contre le chancelier une violente campagne qui amena sa démission. En 1902, le chancelier de Bülow, successeur de Caprivi, releva de nouveau le tarif autonome et les taxes résultant des traités qui venaient, cette année-là, à expiration.

Actuellement, les taxes douanières sur les céréales sont les suivantes :

	TARIF AUTONOME par quintal	TARIF RÉSULTANT DES TRAITÉS par quintal
Blé.	7 m. 50	5 m. 50
Seigle	7	5
Orge	7	4
Avoine	7	5

Ces taxes sont très élevées et augmentent sensiblement le prix des vivres. Aussi, en vue de pallier au mauvais effet que n'auraient pas manqué de produire sur les classes ouvrières

ces mesures uniquement prises en faveur des propriétaires terriens, le Reichstag a-t-il voté une loi dite « Lex Trimborn » qui dispose que, à compter de la mise en vigueur des nouveaux tarifs, l'excédent moyen par tête d'habitant produit par les recettes des douanes relatives aux denrées alimentaires (moutons, bœufs, porcs, viande, seigle, blé et farine) sur la recette moyenne par tête d'habitant, des mêmes douanes pendant les exercices 1898 à 1903, serait affecté à l'alimentation d'un fonds d'assurance en faveur des veuves et orphelins (Lex Trimborn fonds). L'espoir d'abondantes plus-values de recettes que l'on fondait sur le nouveau tarif a d'ailleurs été trompé; la production agricole intérieure s'étant considérablement accrue et ayant eu pour conséquence une diminution des importations, le produit des douanes sur ces denrées n'accuse qu'un faible excédent.

§ III. — Impôts directs.

A. — GÉNÉRALITÉS.

La question des impôts directs d'Empire a, depuis 1870, toujours été en Allemagne un terrain d'âpres polémiques entre les hommes d'Etat de l'Empire cherchant à créer à celui-ci des ressources nouvelles et les financiers des Etats fédéraux, luttant pour conserver un privilège qu'ils considéraient comme la plus sûre garantie de leur indépendance.

L'article 35 de la Constitution de l'Empire, a attribué à celui-ci les ressources suivantes :

Douanes.

Impôts indirects : { Timbre sur les lettres de change.
— sur les cartes à jouer.

5 impôts de consommation : { Sucre, sel, tabac, (alcool, bière uniquement sur le territoire de l'ancienne Confédération de l'Allemagne du Nord).

Cette disposition interdisait seulement aux Etats fédéraux toute immixtion à l'intérieur du domaine ci-dessus défini, mais ne limitait en aucune façon pour l'avenir le domaine des ressources du budget impérial. La preuve que tel était bien l'esprit de la Constitution se trouve d'ailleurs dans l'article 70 qui prévoit que les Etats fédéraux auront à subvenir aux besoins de l'Empire au moyen de contributions matriculaires dans la mesure où les ressources énumérées à l'art. 35 seraient insuffisantes *et jusqu'à établissement de nouveaux impôts d'Empire*. Mais, et c'est ici que naquit le litige entre les Etats fédéraux et l'Empire, alors que celui-ci prétendit

qu'aux termes de l'art. 70 il avait le droit d'établir aussi bien des impôts directs que des impôts indirects, les gouvernements des Etats réclamaient l'exploitation exclusive des impôts directs, arguant que l'art. 70 avait simplement pour but de permettre à l'Empire le développement de sa législation fiscale dans le cadre de l'art. 35, c'est-à-dire qu'il accordait seulement le droit d'établir de nouvelles taxes douanières ou de nouveaux impôts indirects.

Ce n'est pas ici le lieu d'étudier à fond les péripéties de cette lutte qui se poursuit encore à l'heure actuelle devant l'Assemblée Nationale. Nous y reviendrons dans un prochain chapitre.

Quelle que soit la valeur des arguments des deux partis, il faut reconnaître que plus croissaient les dépenses de l'Empire, plus étaient nombreux les impôts que le Reichstag devait consentir pour y faire face, et plus l'interprétation que donnaient à l'art. 70, les Gouvernements des Etats fédéraux perdait de partisans, et par conséquent plus était menacée l'indépendance financière de ces Etats.

Dès 1904, qui marque le début de l'ère des grandes réformes financières, le Reichstag demandait que l'Empire entrât dans la voie des impôts directs.

Un premier pas fut fait en 1906 avec l'*impôt successoral*, mais un fait montre à quel point le Gouvernement impérial lui-même et le Reichstag étaient peu sûrs de la valeur de leurs revendications : on déclara que l'on n'était pas fixé sur la nature de l'impôt successoral et on finit par le classer parmi les impôts indirects.

En 1906 également fut établi un impôt sur les tantièmes des Conseils d'administration (Tantiemesteuer).

La réforme financière de 1909 marque un deuxième et timide pas dans la même voie avec une taxe sur les valeurs mobilières dite « talonsteuer ». Enfin en 1911 est introduit un impôt sur les plus-values immobilières dit « Zuwachsteuer ».

Cependant, au cours de toutes ces réformes, l'Empire n'avait pas encore osé s'attaquer au domaine des impôts sur le revenu et la fortune. Ce dernier pas décisif fut franchi en 1913 sous la pression des besoins que faisait naître la préparation à la guerre désormais décidée et imminente, et c'est encore à des impôts sur la fortune et le revenu que l'Empire allait avoir recours pour une large part durant la guerre. Parmi ces impôts établis depuis 1913 un seul est permanent.

Trois autres sont des contributions extraordinaires perçues une seule fois.

Ce sont :

— la *Besitzsteuer*, établie par la loi du 3 juillet 1913, impôt permanent sur la fortune, à percevoir par période de trois ans ;

— le *Wehrbeitrag*, établie par la loi du 3 juillet 1913, contribution extraordinaire de guerre ;

— la *Kriegsteuer*, établie par la loi du 21 juin 1916, et majorée par la loi du 9 avril 1917, contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre ;

— l'*Ausserordentliche Kriegsabgabe*, établie par la loi du 26 juillet 1918, contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, pour l'exercice 1918.

Toutes ces lois, certes, ont rencontré de vives résistances, que l'Empire cependant a fini par vaincre, et, si elles ont donné à celui-ci des ressources importantes, elles ont forcé les Etats, sinon à réduire leurs propres impôts sur le revenu et la fortune, du moins à n'en augmenter que faiblement les tarifs et à rechercher pendant la guerre des ressources ailleurs.

Nous allons passer ces différents impôts en revue.

B. — IMPOT SUCCESSORAL.

Etabli en 1906, l'impôt successoral fut légèrement modifié en 1913. Sous sa forme actuelle, cet impôt est perçu de la façon suivante :

1. — *Tarif.*

Son tarif est doublement progressif, selon le degré de parenté et selon le montant de l'héritage ; il comporte :

4 0/0 pour les parents au premier degré ;

4 0/0 pour les frères et sœurs ;

5 0/0 pour les descendants au premier degré des frères et sœurs ;

6 0/0 pour les grands-parents et ascendants plus éloignés ;

6 0/0 pour les beaux-parents ;

6 0/0 pour les enfants naturels reconnus par le père et leurs descendants ;

6 0/0 pour les enfants adoptés et leurs descendants au cas où l'adoption produit des effets à leur égard ;

8 0/0 pour les descendants au deuxième degré des frères et sœurs ;

8 0/0 pour les frères et sœurs des parents ;

8 0/0 pour les parents par alliance au deuxième degré collatéral ;

12 0/0 pour tous les autres cas, sauf les modérations spéciales prévues par la loi.

D'autre part, si la valeur de l'acquisition dépasse :

20.000 m.	les taux ci-dessus sont multipliés par	1 1/10
30.000	—	1 2/10
50.000	—	1 3/10
75.000	—	1 4/10
100.000	—	1 5/10
150.000	—	1 6/10
200.000	—	1 7/10
300.000	—	1 8/10
400.000	—	1 9/10
500.000	—	2
600.000	—	2 1/10
700.000	—	2 2/10
800.000	—	2 3/10
900.000	—	2 4/10
1.000.000	—	2 5/10

Cette seconde progression ne s'applique aux contribuables de la première classe (4 0/0) que dans le cas où la valeur de l'acquisition dépasse 50.000 m.

2. — Exonérations.

Ne sont pas imposées :

— les acquisitions dont la valeur est inférieure à 500 m. ;

— toutes les successions, quel que soit leur montant, qui échoient :

— aux enfants légitimes ;

— aux enfants naturels, si la succession provient de la mère ou des ascendants maternels ;

— aux descendants des deux catégories de personnes ci-dessus ;

— aux époux.

— toutes les successions dont le montant est supérieur à 10.000 m., et qui échoient :

— aux ascendants ;

- aux enfants naturels reconnus par le père et à leurs descendants ;
- aux adoptés et à leurs descendants, dans la mesure où l'adoption produit des effets à leur égard.

— les acquisitions de vêtements, linge, literie, ustensiles de ménage, lorsque ces objets ne sont pas destinés au commerce, si leur valeur est inférieure à 5.000 m. et si la succession échoit à des frères et sœurs ou à leurs descendants et à des beaux-parents ou beaux-enfants ;

— si l'acquisition ne dépasse pas 3.000 m. et si elle échoit à des serviteurs ;

— si l'acquisition est inférieure à 5.000 m. et échoit à des paroisses religieuses ou à des institutions de bienfaisance religieuses ou laïques et pourvues de la personnalité morale ;

— enfin, les biens fonciers qui échoient aux parents ou aux frères et sœurs et à leurs descendants du premier degré, lorsque, dans les cinq années précédant l'ouverture de la succession, lesdits biens ont déjà fait l'objet d'une taxe en vertu de la loi successorale.

3. — *Evaluation.*

On prend en principe pour base la valeur vénale (*Gemeiner Wert*), sauf pour les biens fonciers utilisés comme exploitations agricoles ou forestières. Dans ce cas, la valeur du bien est calculée en multipliant le produit net de l'entreprise par 25 (*ertragswert*).

4. — *Donations entre vifs.*

Les donations entre vifs sont soumises au même impôt que les acquisitions à cause de mort. Cependant l'impôt n'est pas perçu :

— dans tous les cas où, s'il y avait eu non donation, mais acquisition à cause de mort, l'impôt successoral n'aurait pas été perçu ;

— en cas de donation à des indigents en vue de leur entretien ou de leur éducation ;

— enfin, lorsqu'il s'agit de donation d'objets mobiliers d'une valeur inférieure à 3.000 m., lorsque ces objets sont destinés à un usage personnel.

Avant 1906, l'impôt successoral appartenait au domaine de la législation des Etats fédéraux ; aussi, en vue de compenser pour ceux-ci la perte résultant de l'absorption de cette source

de revenu par l'Empire, le produit du nouvel impôt est-il partagé à raison de $\frac{3}{4}$ (porté à $\frac{4}{5}$ en 1913) à l'Empire et $\frac{1}{4}$ (porté à $\frac{1}{5}$ en 1913) aux Etats. D'autre part, la loi de 1906 et celle de 1913 ne frappant pas l'héritage des époux et des enfants, le droit de taxer ces successions a été conservé aux Etats fédéraux.

Il est à remarquer que cet impôt (porté au budget pour 50 millions), ne rapporte pas à l'Allemagne des sommes comparables à celles qu'il rapporte dans d'autres pays. La raison en est que le tarif successoral allemand est très modéré et que d'autre part, disent certains auteurs, la grande partie de la fortune allemande est entre les mains d'un très grand nombre de petits propriétaires.

C. — IMPOT SUR LES TANTIÈMES.

L'impôt sur les tantièmes accordés par les sociétés aux membres de leurs Conseils d'administration, qui fut introduit dans la législation fiscale de l'Empire en 1906, en même temps que l'impôt successoral, est classé par les auteurs allemands partisans de l'unification du système fiscal dans le cadre de la législation d'Empire, parmi les impôts indirects parce qu'il est perçu sous la forme d'un timbre. Par contre, les particularistes le considèrent non sans raison, semble-t-il, comme un véritable impôt sur le revenu et par conséquent comme une nouvelle atteinte aux droits des Etats fédéraux. Cet impôt s'élève actuellement à 20 0/0 du montant des tantièmes et rapporte en moyenne 6 millions par an.

D. — IMPOT SUR LES COUPONS DE VALEURS MOBILIÈRES.

La talonsteuer est perçu sous la forme d'un timbre sur les coupons de valeurs mobilières, elle a été créée en 1909. Les mêmes polémiques sur la nature directe ou indirecte de cet impôt se sont élevées à l'occasion de son introduction, comme pour la tantiemesteuer. Nous avons déjà mentionné ce timbre parmi les impôts indirects sur les opérations de bourse et les valeurs mobilières; nous avons vu alors qu'il était perçu au moment de l'établissement des titres et comportait $\frac{1}{5}$ 0/0 à 2 0/0 de la valeur nominale du titre, selon sa nature.

E. — IMPOT SUR LES PLUS-VALUES IMMOBILIÈRES.

La Zuwachsteuer a pour objet de frapper, sur les terrains et immeubles, les plus-values résultant des conjonctures sociales. L'énorme développement économique de l'Allemagne, joint à

l'accroissement rapide de la population des villes, ont amené, en Allemagne plus encore qu'ailleurs, une plus-value considérable des terrains et immeubles dans le voisinage des grosses agglomérations industrielles. Aussi, l'Empire, toujours à la recherche de nouvelles sources de revenus, pour couvrir ses dépenses militaires et maritimes, songea-t-il, en 1911, à créer sur ces plus-values un impôt que recommandaient depuis longtemps de nombreux économistes allemands, en particulier Adolf Wagner. Une première tentative, faite en 1909, pour établir un impôt sur les plus-values des biens mobiliers, avait échoué devant des difficultés de réalisation pratique. Aussi se borna-t-on, en 1911, à frapper les plus-values foncières.

L'Empire rencontra sur ce terrain une vive opposition de la part des communes, qui prétendaient que les plus-values immobilières étaient surtout dues à des conjonctures municipales et que, dans ces conditions, le bénéfice de ces plus-values devait leur revenir. En 1910, seulement 500 communes, sur 55.000 que comptait alors l'Empire allemand, possédaient un impôt de ce genre. Mais en manière de protestation contre le projet de Zuwachsteuer déposé en 1910, 211 Kommunalverbände (cercle, district ou province), instituèrent en 1911 un impôt sur les plus-values.

Néanmoins, le Reichstag consentit le nouvel impôt (loi du 14 février 1911) en accordant à l'Empire 50 0/0 de son produit, 10 0/0 aux Etats fédéraux et 40 0/0 aux communes pour les dédommager de la suppression de leurs impôts propres.

Nous n'étudierons pas ici cet impôt, qui n'existe plus en tant qu'impôt d'Empire, celui-ci ayant renoncé à sa part, par la loi de finances du 3 juillet 1913 (Gesetz über Aenderung im Finanzwesen).

F. — IMPOTS DIRECTS DE 1913 (Besitzsteuer et Wehrbeitrag.)

Ces deux nouveaux impôts qui marquent désormais l'emprise définitive de la législation impériale dans le domaine des impôts directs sur la fortune et le revenu, font partie de l'ensemble des lois fiscales connues sous le nom de « Réforme financière de 1913 » qui mérite qu'on lui consacre quelque attention.

Le 12 avril 1913, le chancelier de Bethmann-Hollweg présentant au Reichstag la série des nouveaux projets fiscaux, déclarait que la réforme proposée différerait totalement des réformes précédentes en ce qu'elle n'avait pas pour but « d'assainir » les finances de l'Empire, c'est-à-dire d'en modifier les fondements et l'organisation, mais bien de pro-

curer à l'Empire « des moyens nouveaux, d'une puissance jusqu'alors inconnue dans son histoire en vue d'obtenir équitablement et *rapidement* une somme suffisante pour assurer la force défensive de l'Allemagne ».

Le chancelier s'étendait ensuite longuement sur les raisons qui justifiaient aux yeux du Gouvernement impérial l'accroissement des forces militaires de l'Allemagne. Il rappelait les événements politiques des dernières années au Maroc et dans les Balkans qui faisaient peser sur l'Allemagne une perpétuelle menace de guerre; la nécessité de donner à l'armée des effectifs en rapport avec l'accroissement de la population et de rendre réel le service militaire obligatoire, ce qui devait avoir pour effet d'amener annuellement 63.000 soldats de plus sous les drapeaux. D'autre part, il fallait envisager la création de nouvelles formations, l'application des derniers progrès de la technique, le perfectionnement de l'instruction militaire. Enfin, d'ores et déjà, la loi du 14 juin 1912 avait porté l'armée de 544.211 à 661.176 hommes.

Pour réaliser les projets militaires, le chancelier estimait que les dépenses à prévoir étaient les suivantes :

	Dépenses extraordinaires	Dépenses normales supplémentaires
Pour l'exercice 1913. . . .	435 millions	54 millions
— 1914. . . .	285 —	153 —
— 1915. . . .	178 —	186 —
Totaux.	898 —	393 —
Par la suite, annuellement.		185 millions

Le chancelier envisageait ensuite les moyens nécessaires pour la couverture de ces dépenses. Il rejetait dès l'abord l'appel au crédit, non seulement pour les dépenses normales, mais même pour les dépenses extraordinaires, comme contraire aux principes d'amortissement systématique posés par la loi de 1909 et aussi en raison du taux élevé auquel il aurait fallu emprunter pour concurrencer efficacement les émissions d'obligations industrielles.

Le chancelier concluait donc à la nécessité :

1° De couvrir les dépenses extraordinaires par un impôt direct et extraordinaire sur la fortune (*einmaliger ausserordentlicher Wehrbeitrag*);

2° De couvrir les dépenses permanentes supplémentaires par un triple moyen :

— asseoir les contributions matriculaires non plus sur le chiffre de la population, mais sur le montant de la fortune privée des Etats fédéraux (veredelte Matrikular beiträge);

— élargir le domaine du timbre impérial;

— accorder à l'Empire un droit de succession *ab intestat* à la place des collatéraux de degré éloigné, projet déjà soumis au Reichstag et rejeté en 1909.

Certes, de tels projets portaient un coup sensible à l'indépendance financière des Etats fédéraux en s'attaquant au revenu et à la fortune jusqu'alors exclusivement réservés à la législation fiscale de ces Etats. Cependant, les Gouvernements des Etats finirent par y acquiescer devant la pression croissante de l'opinion publique qui désirait voir la législation fiscale de l'Empire s'orienter dans un sens de justice sociale en frappant la propriété.

A la suite d'ardentes discussions, le Reichstag finit par voter, en juillet 1913, les lois suivantes :

— loi sur la contribution extraordinaire de guerre (Wehrbeitrag);

— loi relative à l'impôt sur la fortune (Besitzsteuer), qui, au cours des discussions, avait pris la place du projet de contributions matriculaires basées sur la fortune;

— loi sur le timbre impérial qui apportait un certain nombre de modifications à la législation en vigueur et dont nous avons tenu compte dans l'examen des impôts indirects;

— loi dite « über änderung im Finanzwesen », qui modifiait :

— le timbre sur les mutations immobilières;

— l'impôt sur les plus-values immobilières et supprimait la participation de l'Empire;

— l'impôt sur le sucre, en abrogeant la loi du 19 février 1908;

— l'impôt successoral en augmentant son taux et en portant de 3/4 à 4/5 la participation de l'Empire.

Modifications dont nous avons déjà tenu compte dans l'étude des impôts indirects.

Le projet de droit de succession *ab intestat* de l'Empire fut rejeté par le Reichstag.

I. — Wehrbeitrag.

La contribution extraordinaire de guerre est un impôt perçu une seule fois sur la valeur de la fortune au 31 décem-

bre 1913 et sur le montant du revenu fixé d'après la législation de chaque Etat, payable en trois termes : en 1914, 1915 et 1916.

L'impôt sur la fortune frappait les personnes naturelles et les personnes morales du droit privé. L'impôt sur le revenu frappait seulement les personnes naturelles.

Etait imposable : la fortune mobilière ou immobilière, sous déduction des dettes personnelles et réelles, sauf les fortunes inférieures à 10.000 m. D'autre part, pour un revenu compris entre 2 et 4.000 m., les premiers 30.000 m. de fortune ne sont pas imposés, et pour un revenu inférieur à 2.000, les premiers 50.000 m. Enfin, était également imposable tout revenu supérieur à 5.000 m. sous déduction de 5 0/0 du montant de la fortune imposée.

Le tarif de l'impôt sur la fortune comportait 0,15 0/0 des premiers 50.000 m., puis montait en 9 échelons jusqu'à 1,5 0/0 pour la portion de la fortune excédant 5 millions.

Le tarif de l'impôt sur le revenu comportait 1 0/0 du revenu pour les revenus compris entre 5 et 10.000 m. et montait en 15 échelons à 8 0/0 du revenu pour les revenus supérieurs à 500.000 m.

Enfin, la loi prévoyait des réductions pour les charges de famille des contribuables.

Le Wehrbeitrag a rapporté en tout environ 1 milliard.

II. — Besitzsteuer.

Cet impôt est né du projet du Gouvernement de modifier la base de calcul des contributions matriculaires en substituant des contributions proportionnelles à la fortune privée de chaque Etat au système en vigueur qui proportionne ces contributions au chiffre de la population. Le Reichstag a préféré l'impôt direct au détour des contributions matriculaires.

La Besitzsteuer ne frappe que l'accroissement de fortune des personnes naturelles, à l'exclusion de celle des personnes juridiques du droit privé. Elle frappe au même titre la propriété foncière, mobilière, commerciale ou industrielle (à l'exclusion des objets mobiliers d'usage personnel).

Son tarif comporte une double progression, selon l'importance du capital global, et selon le montant de l'accroissement du capital :

1° 6 échelons de 0,75 0/0 de l'accroissement pour un accroissement de fortune de 10 à 50.000 m. jusqu'à 1,5 0/0

de l'accroissement pour un accroissement de fortune supérieur à 1 million.

2° Ce tarif subit, selon l'importance du capital global, une majoration de :

0,1 0/0 de l'accroissement pour une fortune globale de 100 à 200.000 m.,

puis la majoration monte en 10 échelons jusqu'à :

1 0/0 de l'accroissement pour une fortune globale de 10 millions.

1 0/0 de l'accroissement pour une fortune globale de 10 millions.

La Besitzsteuer n'est pas perçue :

- pour un accroissement de fortune inférieur à 10.000 m. ;
- pour une fortune globale inférieure à 20.000 m. ;
- enfin, lorsque la fortune totale dépasse 20.000 m. mais est inférieure à 30.000 m., l'accroissement de fortune n'est imposé que pour la portion par laquelle il fait dépasser la limite de 20.000 m. à la fortune totale.

En outre, la loi prévoit un certain nombre d'exonérations en faveur des accroissements de fortunes provenant d'indemnités à des veuves ou orphelins, de primes d'assurances ouvrières, d'indemnité pour incapacité partielle ou totale de travail, etc...

L'accroissement de fortune est calculé et la Besitzsteuer est perçue par période de trois années, la première période étant comprise entre le 1^{er} janvier 1914 et le 31 décembre 1916.

Le montant de l'accroissement de fortune doit être déterminé par la différence entre les deux évaluations au début et à la fin de la période.

En principe, la fortune est évaluée d'après la valeur vénale (Gemeiner Wert) des biens qui la composent. Cependant, une exception d'une grande importance a été faite en faveur de la propriété foncière. En effet, pour les biens fonciers, autres que les terrains à bâtir, le propriétaire peut demander que l'on substitue à la valeur vénale comme base d'évaluation le total du prix d'achat et de tous les frais faits par lui sur le bien, depuis l'époque de son acquisition, autres que les dépenses courantes d'exploitation (Gestehungskosten). Cette clause permet aux propriétaires fonciers de soustraire à la Besitzsteuer la plus-value due aux conjonctures et non encore réalisée par une vente. Frapper la plus-value des biens mobiliers à l'exclusion de la plus-value des biens fonciers, c'est là un des principes essentiels de la loi, maintes fois rappelé au

cours des débats. Ce principe, qui pouvait se justifier en vue d'éviter une double imposition des plus-values foncières par la Zuwachssteuer et la Besitzsteuer, apparaît sans raison puisqu'en même temps qu'il votait la Besitzsteuer, le Reichstag renonçait à la participation de l'Empire au Zuwachssteuer.

La Besitzsteuer a été perçue pour la première fois en 1917 et a été inscrite au budget de cet exercice pour 90 millions.

G. — IMPOTS SUR LES BÉNÉFICES DE GUERRE.

I. — Loi du 21 Juin 1916.

Au cours de la guerre, l'Empire ne commença qu'en 1916 à recourir à de nouveaux impôts ou à élever les taux des anciens et, dès cette année, on songea à tirer d'un impôt sur les bénéfices de guerre la majeure partie des ressources nécessaires.

La Kriegsteuer créée par la loi du 21 juin 1916 est un impôt extraordinaire, à percevoir seulement pour l'exercice 1916, sur l'accroissement de fortune des personnes naturelles pendant la première période du Besitzsteuer (31 décembre 1913 au 31 décembre 1916) et sur les bénéfices supplémentaires de guerre des sociétés.

Cet impôt, au moins en ce qui concerne les personnes naturelles, n'est donc pas, à proprement parler, un impôt sur les bénéfices de guerre, puisqu'il frappe indistinctement tout accroissement de fortune, quelle qu'en soit l'origine.

1. — *Personnes naturelles.*

Tout accroissement de fortune survenu entre le 31 décembre 1913 et le 31 décembre 1916 (sauf certaines modérations), était frappé d'une taxe progressive selon le tableau ci-dessous :

Les premiers	10.000 m.	d'accroissement de fortune.	5 %
les	10.000	suivants	10 —
	10.000	—	15 —
	20.000	—	20 —
	50.000	—	25 —
	100.000	—	30 —
	200.000	—	35 —
	300.000	—	40 —
	300.000	—	45 —
et au-dessus			50 —

Ce qui représente un impôt de :

5 %	pour un accroissement de fortune de..	10.000 m.
7,50 %	—	20.000
10	—	30.000
12,50	—	40.000
14	—	50.000
19,5	—	100.000
24,75	—	200.000
28,17	—	300.000
29,88	—	400.000
31,90	—	500.000
37,45	—	1.000.000
43,73	—	2.000.000
45,82	—	3.000.000
46,86	—	4.000.000
47,49	—	5.000.000
47,91	—	6.000.000
48,21	—	7.000.000
48,43	—	8.000.000
48,61	—	9.000.000
48,75	—	10.000.000

D'autre part, il était perçu une taxe de 1 0/0 sur le montant des fortunes n'ayant diminué de plus de 10 0/0.

Toutefois il y avait lieu de déduire du montant de la fortune évaluée au 31 décembre 1916, d'après les principes définis pour la Besitzsteuer, les acquisitions provenant de :

- héritages;
- bénéfice de primes d'assurance;
- donations;
- aliénation de biens fonciers ou d'exploitations situés à l'étranger..

Par contre, on y ajoutait :

- les donations faites par le contribuable depuis le 1^{er} janvier 1914;
- les capitaux immobilisés à l'étranger depuis le 1^{er} janvier 1914;
- les capitaux employés à l'achat de bijoux, pierres fines, métaux précieux ou objets d'art d'une valeur supérieure à 500 m., sauf toutefois s'il s'agissait d'achat d'œuvres d'artistes allemands ou habitant l'Allemagne et vivant à cette époque ou morts seulement depuis le 1^{er} janvier 1909.

Le résultat de cette dernière clause fut une véritable ruée des capitaux disponibles vers ces œuvres d'art qui bénéficièrent ainsi d'une plus-value aussi énorme qu'inattendue. Les

critiques allemands sont d'ailleurs unanimes à reprocher à la loi de 1916 d'avoir permis que la plupart des emplois de capitaux disponibles demeurent exonérés de l'impôt. Cet impôt, s'il avait vécu, en favorisant les dissipateurs, aurait tué le sens de l'épargne sans aucun profit pour le Trésor impérial.

Enfin, étaient complètement exonérées de l'impôt, les personnes :

— dont l'accroissement de fortune était inférieur à 3.000 m.;

— ou dont la fortune totale était inférieure à 10.000 m.

2. — — *Sociétés.*

Les sociétés par actions, en commandite par actions, à responsabilité limitée, les sociétés minières et coopératives étaient frappées d'une taxe de :

— 10 0/0 du gain supplémentaire de chaque exercice de guerre si ce gain supplémentaire était inférieur à 2 0/0 du capital originaire effectivement versé et des réserves existant au début de la première année de guerre;

— 15 0/0 du gain supplémentaire de chaque exercice de guerre si ce gain supplémentaire était compris entre 2 et 5 0/0 du capital originaire effectivement versé et des réserves existant au début de la première année de guerre;

— 20 0/0 du gain supplémentaire de chaque exercice de guerre si ce gain supplémentaire était compris entre 5 et 10 0/0 du capital originaire effectivement versé et des réserves existant au début de la première année de guerre;

— 25 0/0 du gain supplémentaire de chaque exercice de guerre si ce gain supplémentaire était compris entre 10 et 15 0/0 du capital originaire effectivement versé et des réserves existant au début de la première année de guerre;

— 30 0/0 du gain supplémentaire de chaque exercice de guerre si ce gain supplémentaire était supérieur à 15 0/0 du capital originaire effectivement versé et des réserves existant au début de la première année de guerre.

Ces taux devaient subir une majoration de :

— 1/10 de leur montant lorsque le gain moyen pendant les exercices de guerre était compris entre 8 et 10 0/0 du capital originaire effectivement versé et des réserves existant au début de la première année de guerre;

— 2/10 de leur montant lorsque le gain moyen pendant les exercices de guerre était compris entre 10 et 15 0/0 du capital

originnaire effectivement versé et des réserves existant au début de la première année de guerre ;

— 3/10 de leur montant lorsque le gain moyen pendant les exercices de guerre était compris entre 15 et 20 0/0 du capital originnaire effectivement versé et des réserves existant au début de la première année de guerre ;

— 4/10 de leur montant lorsque le gain moyen pendant les exercices de guerre était compris entre 20 et 25 0/0 du capital originnaire effectivement versé et des réserves existant au début de la première année de guerre ;

— 5/10 de leur montant lorsque le gain moyen pendant les exercices de guerre était supérieur à 25 0/0 du capital originnaire effectivement versé et des réserves existant au début de la première année de guerre.

Par gain supplémentaire d'un exercice de guerre, la loi entendait la différence entre la moyenne du gain des cinq années qui ont précédé la guerre et le gain réalisé pendant un exercice de guerre.

Les exercices de guerre auxquels s'applique la loi de 1916, sont les trois exercices successifs dont le premier doit comprendre le mois d'août 1914, ce qui implique une période de battement, entre le 1^{er} septembre 1913 et le 31 juillet 1914, pendant laquelle, selon l'ouverture de leur exercice financier, les sociétés verront une portion plus ou moins grande du dernier exercice de paix compris comme exercice de guerre.

Ces errements ont évidemment amené une certaine inégalité de traitement entre les sociétés sur laquelle nous reviendrons lors de la discussion du projet de contribution extraordinaire pour l'exercice 1919.

Par ailleurs, les Sociétés étrangères possédant un siège d'exploitation en Allemagne étaient soumises au tarif spécial suivant :

10 % du gain supplémentaire lorsque celui-ci est inférieur à . .	20.000 m.	
12 — — — — —	compris entre	20.000 et 40.000
14 — — — — —	— — — — —	40.000 60.000
16 — — — — —	— — — — —	60.000 80.000
18 — — — — —	— — — — —	80.000 100.000
20 — — — — —	— — — — —	100.000 120.000
22 — — — — —	— — — — —	120.000 140.000
24 — — — — —	— — — — —	140.000 160.000
26 — — — — —	— — — — —	160.000 180.000
28 — — — — —	— — — — —	180.000 200.000
30 — — — — —	— — — — —	200.000 250.000
40 — — — — —	— — — — —	250.000 500.000
45 — — — — —	au-dessus de	500.000 m.

II. — Loi du 8 avril 1917.

Cette loi, sans modifier la loi du 21 juin 1916, s'est bornée à prescrire, pour l'exercice 1917, la perception d'une majoration de 20 0/0 sur les taux de la Kriegsteuer.

III. — Contribution extraordinaire de guerre pour l'exercice 1918.

La guerre se poursuivant, il était nécessaire de prévoir, pour l'exercice 1918, un nouvel impôt sur les bénéfices de guerre, mais la législation de 1916 ayant prêté à de nombreuses critiques, une refonte paraissait indispensable, tel fut l'objet de la loi du 26 juillet 1918.

On avait reproché, nous l'avons vu, à la loi de 1916, en frappant l'accroissement de capital, c'est-à-dire le revenu économisé sous une forme de emploi, de favoriser la dissipation et de tuer le sens de l'épargne. Aussi la loi de 1918 frappe-t-elle désormais l'accroissement de revenu immédiatement et entièrement et non sous une forme de emploi. Ce nouvel impôt, pas plus que le précédent, n'est, à proprement parler, un impôt sur les bénéfices de guerre des personnes naturelles puisqu'il frappe non seulement l'accroissement du revenu dû immédiatement à la guerre, mais encore tout accroissement de revenu quel qu'en soit l'origine.

Comme l'impôt de 1916, la contribution extraordinaire de 1918 distingue entre les personnes naturelles et les sociétés.

1. — *Personnes naturelles.*

La loi de 1918 frappait, chez les personnes naturelles :

- l'accroissement de leur revenu ;
- et la fortune elle-même, lorsque celle-ci dépasse 100.000 marks.

a) Impôt sur l'accroissement du revenu.

L'accroissement imposable du revenu est la différence entre la dernière évaluation du revenu faite avant la guerre, selon la législation fiscale de chaque Etat fédéral, en vue de la perception de l'impôt sur le revenu d'une part, et l'évaluation du revenu, faite dans les mêmes conditions, pour l'exercice 1918 d'autre part.

Dans les Etats qui ne possèdent pas d'impôt sur le revenu, on a compté comme revenu d'avant-guerre le revenu déterminé par application de la loi de 1913 sur le Wehrbeitrag. Ces états devaient, d'autre part, prendre toutes mesures nécessaires pour procéder eux-mêmes à l'évaluation des revenus pour l'exercice 1918.

Les revenus de paix inférieurs à 10.000 m. étaient néanmoins compris pour 10.000 m. D'autre part, les premiers 3.000 m. d'accroissement de revenu n'étaient pas imposés. Il en résulte que l'impôt n'entraînait en vigueur que pour les revenus supérieurs, en 1918, à 13.000 m.

L'impôt comportait :

5 0/0 pour les premiers 10.000 m. d'accroissement imposable du revenu;

10 0/0 pour les 10.000 m. suivants (pleins ou commencés);

20 0/0 pour les 30.000 m. suivants (pleins ou commencés);

30 0/0 pour les 50.000 m. suivants (pleins ou commencés);

40 0/0 pour les 100.000 m. suivants (pleins ou commencés).

50 0/0 pour les accroissements de revenu supérieur;

Ce qui représente un impôt de :

5 %	d'un accroissement de revenu de.	10.000 m.
7,50 %	—	20.000
15	—	50.000
22,50	—	100.000
31,25	—	200.000
37,50	—	300.000
42,60	—	500.000
46,125	—	1.000.000
48,125	—	2.000.000
49,25	—	5.000.000

Cette organisation, comme celle qui résultait de la loi de 1916, a prêté, bien que pour d'autres raisons, à de nombreuses critiques. On lui a surtout reproché deux défauts qui paraissent en effet importants :

D'abord, la détermination de l'accroissement de revenu sur la base de la législation fiscale respective de chaque Etat fédéral a abouti à de grosses difficultés techniques et surtout à une injuste inégalité de traitement suivant les Etats. Les législations des divers Etats diffèrent, en effet, profondément par la base du calcul, la date du recensement, le décompte du revenu imposable, le rapport de l'exercice fiscal à l'exercice de recensement du revenu. (Veranlagungszeitraum.)

D'autre part, de nombreuses catégories de revenus ne sont pas frappées par les législations fiscales des Etats, telles que des bénéfices exceptionnels qui ne rentrent pas dans le cadre des affaires ou des revenus normaux du contribuable; le revenu dû aux conjonctures; le revenu provenant d'entreprises qui n'existent plus au jour du recensement, et qu'il eût cependant été utile de frapper.

b) Impôt sur la fortune.

Tout d'abord les fortunes inférieures à 100.000 m. n'étaient pas imposées.

En ce qui concerne les fortunes supérieures à 100.000 m., l'impôt comportait :

- 1 0/0 des premiers 200.000 m. ;
- 2 0/0 des 300.000 suivants (pleins ou commencés);
- 3 0/0 des 500.000 suivants (pleins ou commencés);
- 4 0/0 des 1.000.000 suivants (pleins ou commencés);
- 5 0/0 de la portion de la fortune supérieure à 1.000.000.

Ce qui représente :

1 %	d'une portion de	200.000 m.
1,6 %	—	500.000
2,3	—	1.000.000
3,15	—	2.000.000
4,07	—	4.000.000

Le recensement des fortunes effectué au 31 décembre 1916 en vue de l'application de la Besitzsteuer, a été pris pour base de ce nouvel impôt.

2. — *Sociétés.*

La loi de 1918 a imposé aux sociétés déjà visées par la Kriegsteuer, une contribution proportionnelle au bénéfice supplémentaire de leur quatrième exercice de guerre par comparaison avec le bénéfice moyen des cinq exercices précédents du temps de paix. Son tarif varie de 30 à 60 0/0 du bénéfice supplémentaire obtenu, il dépasse donc légèrement le tarif de la Kriegsteuer qui, en y comprenant la majoration de 20 0/0 ajoutée par la loi du 8 avril 1917, variait de 12 à 54 0/0.

§ IV. Contributions des États fédéraux.

A. — Contributions matriculaires.

L'article 70 de la Constitution du 16 avril 1871 prévoyait que, jusqu'à l'établissement de nouveaux impôts, les États fédéraux devaient subvenir aux besoins de l'Empire, dans la mesure où les ressources énumérées à l'art. 35 (1) seraient insuffisantes au moyen de cotisations proportionnelles au chiffre de leur population, dites « Matrikularbeiträge » (Contributions matriculaires).

L'origine de ces errements remonte au traité de Vienne. Lorsqu'en 1815, sur les ruines du vieil Empire germanique disparu, le traité de Vienne établissait la « Confédération germanique », il disposait dans son article 2 que la Confédération avait pour seul but « le maintien de la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne, de l'indépendance et de l'inviolabilité des États qui la composaient ». D'autre part, l'acte final de Vienne du 15 mai 1820 ajoutait que le pouvoir confédéral, en l'espèce le Gouvernement autrichien, n'avait en aucune façon le droit d'intervenir dans les affaires intérieures des États.

Dans ces conditions, il ne pouvait être question ni d'un budget confédéral, ni d'une organisation financière autonome.

Cependant l'art. 52 de l'acte final de Vienne, en prévision de certaines dépenses d'intérêt général ou de chancellerie avait accordé au Bundestag le pouvoir :

1° De fixer le montant des dépenses ordinaires à prévoir pour satisfaire aux charges constitutionnelles;

2° De fixer, le cas échéant, le montant des dépenses exceptionnelles qui pourraient résulter d'une décision du pouvoir confédéral et de déterminer la proportion dite « proportion matriculaire » (Matrikelmässiges Verhältnis) selon laquelle les États confédérés seraient appelés à les couvrir.

En exécution de cet article furent établis deux matricules déterminant la proportion dans laquelle les États auraient à fournir à la Confédération des fonds et des soldats. Cette proportion, aux termes d'une ordonnance du 20 août 1820, fut basée sur le chiffre de la population de chaque État.

Cette organisation dura jusqu'à la guerre austro-prussienne de 1866. Lorsqu'ensuite fut constituée la Confédération de l'Allemagne du Nord la question de l'organisation financière se posa pour cette dernière, fonction du même problème : la nouvelle Confédération serait-elle un État unitaire ou une

(1) Douanes; 5 impôts de consommation; timbres sur les lettres de change et sur les cartes à jouer. (Voir ci-dessus, page 35.)

Confédération d'Etats jouissant d'une certaine autonomie. C'est pour cette dernière forme que se décidèrent finalement la Prusse, le Bundesrat et le Reichstag, et la Constitution confédérale qui résulta de cet accord, mit à la charge de la Confédération les dépenses militaires, maritimes, des postes, de chancellerie et de Consulat, en lui accordant pour les couvrir les revenus des douanes, de cinq impôts de consommation et de l'administration unifiée des postes. Enfin, pour le cas où ces ressources seraient insuffisants, s'inspirant de l'exemple de l'ancienne Confédération germanique, la nouvelle Constitution prévoyait, que jusqu'à ce que des impôts supplémentaires fussent institués, le budget pourrait, à titre provisoire, être bouclé à l'aide de contributions matriculaires fournies par les Etats au prorata du chiffre de leur population.

C'est cette Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord, que l'Empire reprit dans ses parties essentielles, et en particulier la clause relative aux contributions matriculaires, qui devint l'art. 70 de la Constitution impériale du 16 avril 1871.

Ce parti était alors en effet le plus sage, l'élaboration d'un système financier rationnel et élastique, qui d'une part satisfasse aux besoins de l'Empire, tout en ménageant d'autre part l'indépendance des Etats, ne pouvant résulter que du temps et de l'expérience.

Dans l'esprit de Bismarck, comme dans la lettre de la Constitution, les contributions matriculaires ne constituaient qu'un expédient provisoire pour couvrir un déficit temporaire, en attendant, soit l'établissement de nouveaux impôts d'Empire, soit le produit normal des impôts déjà établis.

Les contributions matriculaires fonctionnèrent dans ces conditions jusqu'en 1879. Le tableau suivant donne le montant total des contributions versées par les Etats fédéraux et leur proportion par rapport au total des dépenses du budget de l'Empire.

	1872	1873	1874	1875	1876/77 (15 mois)	1877/78	1878/79
Total des dépenses du Budget de l'Empire (après clôture des comptes) .	303.938	333.260	332.120	386.898	482.003	391.709	405.982
Total des Contributions matriculaires	80.616	60.389	52.761	52.607	69.963	65.649	71.155
Pourcentage des Contributions matriculaires par rapport au total des dépenses	26.5	18.1	16	13.6	14.5	16.7	17.5

Chaque année, le montant des contributions matriculaires était fixé par le Reichstag au moment de la discussion du budget et ce droit constituait sous l'ancien régime, pour le Reichstag, le moyen le plus efficace de discuter les dépenses de l'Empire, de les consentir ou de les refuser. Aussi ce système, considéré par Bismarck comme un simple expédient financier, à écarter dès que possible pour rendre les finances de l'Empire indépendantes de celles des Etats, devenait-il entre les mains du Reichstag une arme constitutionnelle à laquelle celui-ci attachait de plus en plus une importance capitale.

Non seulement Bismarck, mais encore les Gouvernements des Etats fédéraux, aspiraient à la suppression ou tout au moins à la transformation (*Veredelung*) des contributions matriculaires, qui constituaient pour eux une perpétuelle insécurité, une lourde charge dans les périodes de crise et auxquelles on reprochait encore depuis longtemps l'injustice d'une répartition proportionnée au chiffre de la population au lieu d'être établie d'après la capacité financière de chaque Etat. Le système des contributions matriculaires, dit encore le Dr Rheinboldt, ancien Ministre des Finances de Bade, aboutit à ce que l'Empire, qui décide des dépenses, se soustrait à la responsabilité de l'apport des ressources, qu'il laisse aux Etats fédéraux.

Telles étaient, dès cette époque, et telles ont continué à être les positions des divers pouvoirs constitués en Allemagne autour du problème des contributions matriculaires.

En 1879, à l'occasion de la grande réforme financière et douanière, ce problème vint en discussion devant le Reichstag. Bismarck réclamait pour l'Empire l'élévation des impôts indirects et du tarif douanier; les Etats fédéraux, par l'intermédiaire du Bundesrat, sollicitaient la suppression ou tout au moins la réduction des contributions matriculaires dont le Reichstag refusait de se dessaisir. On finit par s'accorder sur un *modus vivendi* dit « clause Franckenstein » aux termes de laquelle le produit des douanes et de l'impôt sur le tabac, au lieu de rentrer, comme jusqu'à lors, intégralement dans la caisse de l'Empire, serait désormais réparti à raison de 130 millions à l'Empire et l'excédent reversé sous le nom de reversement (*Ueberweisungen*) aux Etats fédéraux au prorata de leurs contributions matriculaires respectives.

Ce chiffre de 130 millions avait été calculé de façon qu'il reste annuellement un total d'environ 50 millions de contributions matriculaires non couvertes, par des *überweisungen*.

Le tableau suivant montre, de 1880 à 1904, date d'une nouvelle réforme, la proportion entre les contributions matriculaires et les überweisungen.

EXERCICES	MONTANT des Contributions matriculaires après déductions d'indemnités de compensation.	TOTAL des Ueberweisungen	CONTRIBUTIONS matriculaires non couvertes.	EXCÉDENT des Ueberweisungen sur les Contributions matriculaires.
1880/81	64.147	38.243	25.904	
1881/82	85.204	68.024	17.180	
1882/83	84.827	83.456	1.371	
1883/84	73.955	85.503		11.548
1884/85	64.040	105.027		40.987
1885/86	102.178	115.792		13.014
1886/87	119.178	137.057		17.879
1887/88	170.937	176.324		5.387
1888/89	207.780	277.801		70.021
1889/90	215.267	355.034		139.767
1890/91	301.102	378.915		77.812
1891/92	316.499	383.377		66.878
1892/93	316.302	358.925		42.623
1893/94	369.037	338.759	30.278	
1894/95	385.433	382.860	2.574	
1895/96	382.737	400.126		17.389
1896/97	399.375	414.568		15.193
1897/98	419.899	433.115		13.216
1898	454.859	467.586		12.727
1899	489.954	476.875	13.079	
1900	527.662	508.473	19.190	
1901	570.933	555.707	15.226	
1902	580.640	556.235	24.405	
1903	555.856	542.092	23.764	

Ainsi, presque constamment, de 1878 à 1898, les überweisungen ont dépassé les contributions matriculaires. Mais durant cette période, le malaise financier croît en Allemagne, les diverses tentatives de réformes effectuées par Bismarck d'abord, puis par Miquel et Posadowsky, pour établir les finances de l'Empire sur des bases plus rationnelles, et les rendre indépendants des Etats fédéraux, échouent. L'Empire hésite à créer de nouveaux impôts et pour boucler son budget recourt à des emprunts et élève les contributions matriculaires qui, à partir de 1899, dépassent sensiblement les überweisungen.

Aussi, le Reichstag, par la loi du 14 mai 1904, modifie l'article 70 de la constitution de 1871, en transformant l'expédient provisoire des contributions matriculaires en un sys-

tème financier normal et définitif. Il sanctionne à nouveau l'institution des überweisungen en affectant exclusivement à leur alimentation les impôts sur l'alcool et le timbre impérial.

Le § 2 de la loi de 1904 contenait une clause dite de « Rückdeckung » qui stipulait que, au cas où le budget de l'Empire comporterait un excédent de recettes, cet excédent serait affecté à compenser, le cas échéant, les contributions matriculaires non couvertes. Cette clause fut abrogée ultérieurement.

La loi de 1904 eut pour effet, sinon de réduire le montant des contributions matriculaires non couvertes, du moins de réduire de plus de moitié le montant total de ces contributions et des überweisungen.

EXERCICES	MONTANT des Contributions matriculaires après déductions d'indemnités de compensation.	TOTAL des Ueberweisungen.	CONTRIBUTIONS matriculaires non couvertes.	EXCÉDENT des Ueberweisungen sur les Contributions matriculaires.
1904	219.650	195.927	23.723	
1905	213.250	189.059	24.191	
1906	230.166	205.924	24.242	
1907	226.618	195.043	31.575	
1908	219.993	195.442	24.551	

Mais le déficit du budget de l'Empire persiste et s'accroît. En 1906, le Reichstag propose de relever les contributions matriculaires. Devant l'opposition du Bundesrat, le Reichstag finit par conclure avec celui-ci une convention (sans force légale), d'après laquelle le montant des contributions matriculaires non couvertes par des überweisungen ne devra pas dépasser 0 m. 40 par tête d'habitant. L'Empire s'engageait par ailleurs à rechercher jusqu'en 1909 les ressources nécessaires pour couvrir les déficits de ses budgets, et si, à cette date, il n'y était pas parvenu, il devait, fin 1909, les apurer par un emprunt fédéral.

En 1909, l'Empire voyait toujours son budget en déficit, sans avoir pu trouver les moyens suffisants pour satisfaire à ses besoins financiers croissants. Aussi, l'emprunt prévu en 1906 fut-il émis, liquidant ainsi le passé au dépens de la dette impériale.

Quant à l'avenir, une série de lois connues sous le nom de « Réforme financière de 1909 » introduisaient des impôts nouveaux, établissaient un nouveau système d'amortissement

de la dette, limitaient à 195 millions, à prendre exclusivement sur le produit de l'impôt sur l'alcool les ressources affectées à l'alimentation des überweisungen, et fixaient au maximum de 0 m. 80 par tête d'habitant le montant des contributions matriculaires non couvertes par des überweisungen. Si malgré cela le budget de l'Empire demeurait en déficit, celui-ci devait être couvert par des emprunts.

La fixation du maximum des contributions matriculaires non couvertes, n'était d'ailleurs nullement absolue, et demeurait soumise à la possibilité d'une revision annuelle par le Reichstag, la proposition du Bundesrat de ne soumettre ce maximum qu'à une revision quinquennale ayant été repoussée.

Depuis 1909, les contributions matriculaires et les « überweisungen ont été les suivants :

EXERCICES	MONTANT des Contributions matriculaires après déductions d'indemnités de compensation.	TOTAL des Ueberweisungen.	CONTRIBUTIONS matriculaires non couvertes.	EXCÉDENT des Ueberweisungen sur les Contributions matriculaires.
1909	169.009	120.509	48.500	
1910	228.512	180.018	48.494	
1911	212.005	163.493	48.512	
1912	234.758	182.817	51.941	
1913	245.941	194.000	51.941	
1914	245.941	194.000	51.941	
1915	245.941	194.000	51.941	
1916	245.941	194.000	51.941	
1917	245.941	194.000	51.941	
1918	245.941	194.000	51.941	

Le résultat de cette organisation financière défectueuse s'est traduit par un accroissement de la dette impériale qui, de zéro en 1870, s'élevait en 1914 à :

	Millions
Dette consolidée.	4.697,9
Dette flottante.	220

Ce système a désormais vécu, la nouvelle Constitution du 11 août 1919 ne mentionne plus, en effet, les contributions matriculaires, et prévoit par ailleurs une série de mesures sur lesquelles nous reviendrons, qui sont actuellement à l'étude, et qui ont pour but d'unifier, dans une large mesure, l'administration et la législation fiscale pour l'ensemble de l'Empire.

B. — Contributions spéciales versées par certains États fédéraux.

Les États de l'Allemagne du Sud qui, avant 1871, ne faisaient pas partie de la Confédération de l'Allemagne du Nord, ont conservé vis-à-vis de l'Empire une plus grande indépendance administrative et financière que les autres États fédéraux.

La Bavière a conservé son armée, son service de douane et une administration des postes autonome, d'autre part elle perçoit, pour son propre compte, ainsi que les autres États du Sud, l'impôt sur la bière. Ces mêmes États ont perçu aussi pendant longtemps l'impôt sur l'alcool.

En vue de compenser les pertes qui en résultent pour le Trésor de l'Empire, ces États payent des contributions spéciales dites « de compensation » (*Ausgleichsbeiträge*) qui figurent en recettes dans le budget de l'Empire.

En 1918, ce poste du budget s'élevait à 48.537.000 m.

Par contre, l'Empire verse chaque année à la Bavière une indemnité destinée à couvrir les dépenses d'entretien de son armée. En 1914, cette indemnité s'élevait à 64 millions; en 1916, à 16 millions. Depuis 1916, ce poste a cessé de figurer au budget des dépenses.

C. — Autres relations financières entre l'Empire et les États fédéraux.

Outre les reversements (*überweisungen*) institués à titre de compensation des contributions matriculaires, l'Empire cède aux États fédéraux dans nombre de cas une part de ses recettes qui figurent aux budgets de ces États sous trois formes :

- *Vergütungen* ou bonifications;
- Anteile ou participations;
- *Entschädigungen* ou compensations.

Les *Vergütungen* sont des indemnités variables abandonnées par l'Empire aux États fédéraux pour couvrir les frais d'assiette, d'administration ou de recouvrement de ses impôts. L'Empire ne possède, en effet, jusqu'à présent, qu'une administration financière centrale à l'exclusion de tout organe destiné à asseoir et à percevoir ses impôts, opérations assurées pour le compte de l'Empire par le fisc de chaque État.

Ces indemnités sont généralement calculées à raison d'un certain pourcentage sur le produit brut des impôts :

2 0/0 sur le produit du timbre sur les permis de circuler des voitures;

4 0/0 sur le produit des impôts sur les cigarettes, le sucre, les vins mousseux, les moyens d'éclairage, les allumettes, les cartes à jouer;

1/2 0/0 sur le produit des Kriegsteuern de 1916 et 1917;

1 0/0 sur le produit de la contribution extraordinaire pour 1918.

Parfois cependant ce pourcentage subit une correction, par exemple, l'Empire abandonne 2 0/0 du produit brut de l'impôt sur le tabac, plus 0 m. 20 par are cultivé.

Dans certains cas, les Vergütungen peuvent être basés sur le montant effectif des frais. Enfin, la loi récente instituant une taxe sur le charbon prévoit une indemnité forfaitaire.

Les « Anteile » ou participations sont toujours calculés à raison d'un pourcentage sur le produit brut des impôts d'Empire. Ils sont destinés, non seulement à couvrir les frais d'administration, mais encore à assurer aux Etats fédéraux une participation effective. Ces participations sont des exceptions généralement consenties par l'Empire à titre de compensation lorsque celui-ci s'attribue un impôt qui, jusqu'alors, était exploité par les Etats fédéraux.

Actuellement, des participations sont assurées aux Etats fédéraux sur les impôts suivants :

Umsatzsteuer (loi du 26 juillet 1918), taxe de	
luxe et taxe sur les transactions	10 % du produit brut.
Impôt successoral	20 —
Besitzsteuer	10 —

Des participations aux impôts d'Empire peuvent également exister au profit des communes, qui percevaient ainsi avant 1913, 40 0/0 du produit de l'impôt sur les plus-values immobilières.

Enfin la Bavière désigne sous le nom d'*entschädigungen*, les pourcentages sur les impôts directs d'Empire, c'est-à-dire sur les Kriegsteuern (que nous avons classés dans les Vergütungen) et sur la Besitzsteuer (que nous avons classée dans les Anteile).

Il y a lieu de penser que ces errements seront complètement modifiés dans un avenir prochain par le projet d'unification de l'administration fiscale allemande (Reichsabgabebestimmung).

§ V. — Participation de l'Empire aux bénéfices de la Reichsbank.

Depuis la guerre, une série de lois (1) ont imposé à la Reichsbank une contribution sur ses bénéfices.

D'abord, une loi du 24 décembre 1915 a imposé à la Reichsbank :

- une taxe forfaitaire de 100 millions pour l'exercice 1915 ;
- une taxe supplémentaire de 14,3 millions sur chacun des exercices 1915 et 1916 ;
- enfin une taxe égale aux $\frac{3}{4}$ de l'excédent du bénéfice net moyen des exercices 1915 et 1916 sur le bénéfice net moyen des exercices 1911, 1912 et 1913.

Puis, une loi du 27 mars 1917, lui imposa, pour l'exercice 1916, une nouvelle taxe de 100 millions.

Enfin, aux termes d'une troisième loi, du 20 mars 1918, la Reichsbank a eu à verser à l'Empire les trois quarts de l'excédent du bénéfice net de l'exercice 1917 sur la moyenne du bénéfice net des exercices 1911, 1912 et 1913.

§ VI. — Exploitations d'Empire.

Enfin, pour terminer cet aperçu des ressources de l'Empire allemand, il y a lieu de mentionner les bénéfices produits par les chemins de fer impériaux d'Alsace-Lorraine, bien que ceux-ci appartiennent désormais au passé, et de l'Imprimerie impériale.

Dans le budget de 1917, ces postes s'élevaient à (en milliers de marks) :

	RECETTES BRUTES	DÉPENSES	RECETTES NETTES
Chemins de fer d'Alsace-Lorraine.	162.246	134.397	27.849
Imprimerie impériale . .	13.885	10.722	3.163

(1) Voir page 12 et 13 (*1^{re} Partie*).

CHAPITRE II

Les ressources des États fédéraux.

En laissant de côté certaines ressources particulières des Etats du Sud que nous avons déjà mentionnées, les Etats fédéraux allemands couvrent leurs besoins financiers au moyen de deux grandes sources de revenus :

- les impôts directs ;
- et les revenus de leur patrimoine et de leurs entreprises (chemins de fer, mines, salines, forêts, etc.).

La législation fiscale des Etats connaît également certains impôts indirects tels que des timbres divers, l'impôt sur la bière dans l'Allemagne du Sud et autrefois l'impôt sur l'alcool, elle connaît également des taxes régaliennes telles que des péages, le droit sur l'usage de l'eau, etc..., mais cette troisième catégorie de ressources ne concourent que pour une très faible part à l'alimentation des budgets.

§ I. Impôts directs.

Nous chercherons d'abord à donner une idée générale des systèmes d'impôts directs en vigueur dans les Etats fédéraux allemands, nous étudierons ensuite dans les principaux Etats les plus importants de ces impôts.

A. — APERÇU SYSTÉMATIQUE.

En négligeant certains impôts secondaires ou extraordinaires qui existent dans quelques Etats, tous les systèmes fiscaux allemands représentent des combinaisons des impôts suivants :

Impôts réels sur les sources de revenus : (Ertragsteuern ou Realsteuern.)	{	Impôt foncier sur la propriété non bâtie (Grundsteuer).
		— sur la propriété bâtie (Gebäudesteuer ou Haussteuer.)
		— sur les patentes (Gewerbsteuer).
		— sur les revenus mobiliers (Kapitalrentensteuer).
		— sur les salaires et traitements (Lohn u. Besoldungsteuer)
Impôt personnel sur le revenu global (Allgemeine einkommensteuer).		
— personnel sur la fortune (Vermögensteuer).		

Tous les Etats allemands tirent la majeure partie de leurs ressources de l'impôt sur le revenu, les autres impôts ne sont considérés que comme des impôts complémentaires (ergänzungssteuer).

Seul parmi eux, l'Alsace-Lorraine possédait le système complet des impôts réels sur les sources de revenu à l'exclusion de tout impôt personnel sur le revenu ou la fortune. Le 18 décembre 1913, un double projet d'impôts sur la fortune et le revenu avait été présenté au Landtag sans que jusqu'ici aucune solution lui ait été donnée. Aujourd'hui, la désannexion de l'Alsace-Lorraine ne laisse plus à cette question qu'un intérêt historique.

Par ailleurs, on peut diviser les Etats allemands en huit groupes, selon la combinaison qu'ils utilisent.

a) Un premier groupe d'Etats de l'Allemagne centrale a conservé, à côté de l'impôt sur le revenu d'introduction relativement récente, l'ancien impôt foncier sur la propriété bâtie et non bâtie, dont l'origine dans cette région remonte au début du XIX^e siècle.

Ce sont :

Schwarzburg-Sondershausen ;

Saxe-Cobourg ;

Reuss (branche cadette) ;

La ville libre de Hambourg a également le même système.

b) Les Etats voisins, de Schwarzburg-Rudolstadt et de Waldeck possèdent le même système, mais complété par un

impôt sur les patentes, ainsi que les villes libres de Lübeck et de Brême. Chez cette dernière, l'impôt sur les patentes comprend, outre l'impôt de quotité normal, un impôt de répartition dit « Firmensteuer », dont le montant annuel est fixé à 600.000 m.

c) A cette seconde combinaison se rattache l'ancien duché d'Anhalt qui y ajoute un impôt sur le revenu mobilier. Toutefois, dans cet Etat, l'impôt sur la propriété bâtie est abandonné entièrement aux communes.

d) La Bavière, le Wurtemberg et la Saxe-Altenbourg possèdent un système plus complet qui comprend, avec l'impôt personnel sur le revenu, l'ensemble des impôts réels sur la propriété bâtie et non bâtie, la patente et le revenu mobilier. De plus les deux premiers ont introduit un nouvel impôt sur la fortune, le Wurtemberg en 1915 et la Bavière en 1918.

e) Par contre, la Prusse, Bade, Hesse, Schaumbourg-Lippe, Reuss (branche aînée) et Saxe-Gotha ont supprimé les impôts réels, ou les ont complètement abandonné aux communes, ne conservant, pour l'alimentation de leur budget, que les impôts personnels sur le revenu et la fortune.

f) L'ancien royaume de Saxe possède une combinaison analogue à la précédente, mais il n'a pas introduit d'impôt unifié sur la fortune. Il a conservé d'une part l'ancien impôt réel sur la propriété foncière et l'a complété d'autre part par un impôt personnel sur les autres formes de la fortune, dit « Vermögensteuer ». En Saxe, cette expression de Vermögensteuer n'a donc pas exactement le même sens que dans les autres Etats fédéraux.

Enfin, deux derniers groupes ont conservé à côté des impôts sur le revenu et la fortune, un certain nombre d'impôts réels, ce sont :

g) Saxe-Weimar, Oldenbourg, Saxe-Meiningen et les deux Mecklembourg qui possèdent outre les deux impôts personnels, deux impôts fonciers sur la propriété bâtie (Gebäudesteuer) et la propriété non bâtie (Grundsteuer).

h) Brunswick et Lippe-Detmold qui, aux impôts du précédent groupe, ajoutent un impôt sur les patentes.

Le tableau suivant permet de se rendre compte de la proportion dans laquelle, pour chaque Etat fédéral, les impôts ci-dessus concourent à l'alimentation du budget. Etant donné l'impossibilité de se procurer des renseignements sur l'ensemble des budgets récents des Etats fédéraux, nous donnons ci-dessous les chiffres de l'exercice 1912. D'ailleurs, notre but

sera atteint, car si depuis 1912 les chiffres ont changé, leur rapport est demeuré sensiblement le même.

Tableau des recettes des Etats allemands d'après le budget de 1912 :

ETATS	TOTAL des recettes nettes provenant des ex- ploitations et des impôts directs et indirects.	DÉTAIL DES IMPÔTS DIRECTS (en mille marks)					
		IMPÔTS PERSONNELS		Impôts réels sur les sources de revenus			
		sur le revenu	sur la fortune	Impôt foncier sur la propriété non bâtie	Impôt foncier sur la propriété bâtie	Impôt sur les patentes	Impôt sur les revenus mobiliers
1 ^o Schwarzburg Son- dershausen.		675		121	78		
Reuss (branche ca- dette)		1.330		151			
Ham bourg		46.500		23.270			
2 ^o Schwarzbourg-Ru- dolstadt :		536		87	67	82	
Waldeck.		336		122		19	
Lubeck.		3.575		946		407	
Brême.		13.723		2.537		695 (4)	
3 ^o Anhalt		3.048		41		420	160
4 ^o Bavière	288.000	48.946		5.425	6.934	4.285	5.943
Wurtemberg	98.000	22.250		1.617	2.680	2.830	4.000
Saxe-Altenbourg	2.900	1.620		286		160	
6 ^o Bade	92.000	21.000	10.319 (1)				
Hesse	43.000	14.575	4.541				
Prusse.	1.155.000	344.908	62.531				
Schaumbourg-Lippe		500	82				
Saxe-Gotha		1.560	224				
6 ^o Saxe	151.000	67.809	4.908 (2)	5.013			
7 ^o Saxe-Weimar	8.800	4.244	432	137			
Oldenburg		3.740	1.148	349	216		
Saxe-Meiningen.	5.700	1.950	275	136	262		
8 ^o Brunswick.		4.384	940	505		212	
Lippe Detmold.		913	(3)	148	112	58	

Il y a lieu, pour être complet, de signaler en outre quelques impôts de patente spéciaux (Sondergewerbsteuer) d'importance secondaire qui existent dans certains Etats.

1. — L'impôt sur les professions ambulantes (Wander-gewerbe ou Hausiersteuer) qui existe en Prusse (où il a rap-

(1) Se décompose en :

Impôt sur la fortune foncière : 4.243.

— industrielle ou commerciale : 2.553.

— mobilière : 3.523.

(2) Produit de l'impôt sur la fortune non foncière.

(3) L'impôt sur la fortune n'a été perçu qu'après 1912. A partir de son établissement, les impôts réels ont été réduits d'un quart.

(4) Dont 600.000 pour la Firmensteuer (impôt de répartition), 95.000 pour l'impôt de quotité normal.

porté, en 1915, 1.840.000 m.), en Bavière, Saxe, Wurtemberg, Bade, Hesse, les deux Mecklemburg, Saxe-Weimar, Oldenbourg, Brunswick, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg, Anhalt, Schwarzbouurg-Sondershausen, Schwarzbouurg-Rudolstadt, Waldeck, les deux Reuss, Schaumbouurg-Lippe, Lübeck et Brême. Il est généralement complété par un impôt sur les magasins ambulants (Wanderlagersteuer). Ce dernier existe sans la Hausiersteuer en Saxe-Cobouurg-Gotha et à Hambouurg.

2. — L'impôt sur les grands magasins qui, introduit pour la première fois en France, en 1880, s'est répandu également en Allemagne sous la forme d'une taxe proportionnelle au chiffre d'affaire à partir d'un minimum variable (Umsatzsteuer). Il existe en Prusse, Saxe, Wurtemberg, Bade, Brunswick et Anhalt.

3. — L'impôt sur les entreprises minières (Bergwerkabgabe) qui s'ajoute à l'impôt normal des patentes et qui existe en Prusse depuis 1893, en Bavière, Saxe, Brunswick, Saxe-Meiningen, Saxe-Cobouurg et Gotha, Anhalt, Schwarzbouurg - Sondershausen, Schwarzbouurg - Rudolstadt, Reuss (branche cadette), Lippe et Alsace-Lorraine.

4. — Enfin là où existent des entreprises privées de chemins de fer, celles-ci sont soumises également à une contribution spéciale (Eisenbahnabgabe). Cette contribution existe en Prusse, où elle rapporte 400.000 m., Saxe-Weimar, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenbourg et Lübeck.

B. — ÉTUDE DES PRINCIPAUX IMPOTS DIRECTS.

Nous étudierons l'impôt sur le revenu et les quatre principales ergänzungsteuern en Prusse, Bavière, Saxe, Wurtemberg et Bade.

Impôt sur le revenu (einkommensteuer.)

Les Etats allemands ont copié leur einkommensteuer sur la Prusse en y apportant quelques modifications. Nous décrirons donc la législation prussienne en mentionnant les dérogations qui distinguent les autres législations.

L'impôt général sur le revenu a été introduit en Prusse par la loi du 24 juin 1891 modifiée depuis par les lois du 19 juin 1906 et du 26 mai 1909.

— *Obligation subjective* : Sont soumis à l'impôt toutes les personnes naturelles de nationalité prussienne, ou ayant leur domicile en Prusse ou leur résidence depuis plus d'un an, ou y possédant des immeubles ou exploitations commerciales et

industrielles. Les sociétés ayant en Prusse un siège d'exploitation y sont également soumises.

— *Obligation objective* : Est imposable tout revenu supérieur à 900 m., un ménage étant considéré comme une unité, le revenu de la femme s'ajoute à celui du mari. Sur ce point, les législations des autres Etats diffèrent : en *Bavière*, lorsque le revenu total du ménage est inférieur à 1.800 m., celui de la femme ne compte qu'au-dessus de 400 m. En *Bade*, le revenu provenant du travail de la femme n'est imposé que s'il est supérieur à 500 m., enfin en *Saxe* les revenus respectifs de la femme et du mari sont imposés séparément.

— *Calcul du revenu*. — Par revenu la loi prussienne entend le produit du capital mobilier de la propriété foncière, commerciale, industrielle, le revenu professionnel et, d'une façon générale tout avantage pécuniaire permanent ou exceptionnel à l'exception des héritages, donations, et du produit des ventes de biens fonciers, si le vendeur ne poursuit pas un but de commerce ou de spéculation.

— En *Saxe*, *Bade* et *Bavière*, les spéculations occasionnelles (*Gelegenheitsspekulationen*) ne sont pas imposées, mais elles le sont en *Wurtemberg*.

Dans toutes les législations, les revenus des biens fonciers et des exploitations sis dans d'autres Etats de l'Empire ne sont pas frappés, en vue d'éviter une double imposition. Sont également laissés en dehors du calcul du revenu les indemnités aux invalides, les primes des assurances d'Empire et les bénéfices des industries foraines qui sont soumis à d'autres impôts.

Sont déduits du revenu : les intérêts des dettes, les charges légales ou contractuelles qui pèsent sur le contribuable, les versements et les primes d'assurance privée inférieurs à 600 m. En *Bavière*, on ne déduit les assurances sur la vie que si le revenu net du contribuable est inférieur à 10.000 m., les primes et versements pour les autres assurances ne sont déduits que s'ils sont inférieurs à 400 m. En *Bade* les primes et versements pour toutes les assurances ne sont déduits que si le revenu est, après déduction, inférieur à 2.000 m. En *Wurtemberg* et en *Saxe* ils sont déduits sans aucune limitation sauf pour les assurances sur la vie afin de ne pas encourager ce genre d'épargne.

En *Prusse* on déduit d'autre part le montant des impôts fonciers et des patentes (qui dans ce pays sont des impôts communaux); en *Wurtemberg* on déduit le montant de tous les *ertragsteuern*; en *Saxe* seulement les impôts fonciers; en *Bavière* et *Bade* aucun impôt n'est déduit.

Les bénéfices commerciaux et industriels sont déterminés d'après les règles établies par le Code de Commerce. En *Prusse* et en *Saxe* cependant, l'impôt n'est pas basé sur le bénéfice de la dernière année comme dans les autres Etats, mais sur la moyenne des trois dernières années; de plus, en *Prusse* si un exercice est déficitaire, le déficit se compense avec le bénéfice des autres exercices, alors qu'en *Saxe*, un exercice déficitaire est compté pour zéro. Le système saxon est d'ailleurs vivement critiqué par les experts allemands qui lui reproche d'enlever à l'impôt sur le revenu son plus grand avantage qui doit être de s'adapter exactement à la capacité financière individuelle.

Toutes les législations prévoient des réductions pour charges de famille, mais elles sont loin de s'accorder dans leur calcul. Le tableau suivant en donne un aperçu :

ÉTATS	Pour un revenu	Avec un nombre d'enfants (ou personnes de la famille légalement à la charge du contribuable) égal à :	Il est consenti une réduction de	
PRUSSE	Au-dessous de 6.500	2	1 échelon	
		3 à 4	2 —	
		5 à 6	3 —	
	de 6.500 à 9.500	} puis de 2 en 2	1	1 —
			3	2 —
4 à 5			2 —	
jusqu'à 12.500		1	1 —	
1 à 3 échelons (1)				
BAVIÈRE	jusqu'à 3.000	de 1 à 7	de 1 à 6 échelons	
	de 3.000 à 5.000	de 3 à 7	de 1 à 3 —	
	jusqu'à 6.000		de 2 à 4 (1) —	
SAXE	jusqu'à 3.100		50 m. par 3 en- fants et au moins 1 classe en tout.	
	jusqu'à 5.800		jusqu'à 3 échel. (1)	
BADE	jusqu'à 3.000		jusqu'à 2 échel. (1)	

(1) Réduction possible dans des conditions spéciales.

Comparaison des tarifs d'impôt sur le revenu

1 REVENU en mark	2 SAXE		3 PRUSSE		4 BAVIÈRE		5 WURTEMBERG		6 BADE	
	Montant de l'impôt	Impôt en 0/0 colonne 1	Montant de l'impôt	Impôt en 0/0 colonne 1	Montant de l'impôt	Impôt en 0/0 colonne 1	Montant de l'impôt	Impôt en 0/0 colonne 1	Montant de l'impôt	Impôt en 0/0 colonne 1
400	1	0,25	non imposé	non imposé	non imposé	non imposé	non imposé	non imposé	non imposé	non imposé
500	1	0,30	—	—	1	0,17	2,10	0,42	—	—
600	2	0,33	—	—	1	0,14	2,40	0,35	—	—
700	3	0,43	—	—	2	0,15	3,15	0,45	—	—
800	4	0,50	—	—	3	0,25	4,20	0,53	—	—
900	7	0,75	6	0,67	4,50	0,33	4,50	0,47	5,50	0,61
1.000	10	1	9	0,60	7,50	0,45	5,25	0,53	8	0,80
1.200	13	1,08	12	0,75	13	0,69	7,35	0,61	13	1,08
1.500	20	1,33	16,80	1,12	13	0,81	11,56	0,77	17	1,43
2.000	36	1,80	32,40	1,62	23	1,15	22,05	1,10	30	1,50
2.500	46	1,84	46,20	1,85	35,50	1,42	33,60	1,34	40	1,60
3.000	67	2,23	54,60	1,82	48	1,60	46,20	1,54	60	2
3.500	92	2,63	101,20	2,33	78	1,95	58,05	2,13	92	2,30
4.000	105	3,30	139,80	2,60	110,50	2,21	131,40	2,69	125	2,52
5.000	180	3,46	193,60	2,77	175,50	2,51	225,75	3,22	205	3,23
6.000	292	3,64	330	3,30	280	2,80	378,05	3,77	340	3,40
7.000	384	3,84	436	3,65	436	3,04	610,05	4,07	540	3,60
10.000	540	3,60	517,40	3,45	636	3,18	825,30	4,13	750	3,75
15.000	740	3,70	690	3,60	1.026	3,42	1.910	4,20	1.250	4,17
20.000	1.190	3,97	1.080	4	1.446	3,61	1.722	4,30	1.750	4,38
30.000	1.670	4,18	1.500	4,20	1.886	3,77	2.205	4,41	2.930	4,50
40.000	2.470	4,31	2.100	4,53	3.081	4,11	3.425,60	4,57	3.500	4,56
50.000	3.440	4,59	3.400	4,88	4.446	4,45	4.725	4,73	5.000	5
75.000	4.940	4,94	4.875	4,83	7.321	4,88	47.484,25	4,99		
100.000			7.250	4,88			10.500	5,25		
150.000			9.750	4,92			15.750	5,25		
200.000			14.750	4,92						
300.000										
Au-dessus de 100.000 les échelons montent de 2 en 2.000. Le taux est de 5 0/0 du revenu par lequel chaque échelon commence.			Au-dessus de 100.000 les échelons montent de 5 en 5.000; au-dessus de 300.000 de 10 en 10.000. Le montant de l'impôt est de 5 0/0 de la somme à laquelle s'ajoute l'échelon immédiatement inférieur.			Au-dessus de 150.000 marks jusqu'à 300.000 inclus, les échelons montent de 5 en 5.000; au-dessus de 300.000 de 10 en 10.000. Le montant de l'impôt est de 5 0/0 de la somme à laquelle s'ajoute l'échelon immédiatement inférieur.			Au-dessus de 100.000 marks le taux est de 5 0/0 du revenu par lequel chaque échelon commence.	

Tarif. — La comparaison des tarifs (existant en 1914) selon les diverses législations résulte du tableau ci-contre. Ces taux ont été sensiblement élevés au cours de la guerre :

— en Bade, selon les échelons, de 5 à 65 0/0 du taux d'avant-guerre;

— en Prusse (2), selon les échelons, jusqu'à 60 0/0 du taux d'avant-guerre;

— en Saxe, selon les échelons, jusqu'à 100 0/0 du taux d'avant-guerre.

Impôts complémentaires (ergänzungssteuern.)

I. — Nous avons vu qu'en *Bavière* l'einkommensteuer était complété par une série d'impôts sur :

La propriété foncière non bâtie;

La propriété foncière bâtie;

Les patentes;

Le revenu mobilier;

Et, depuis 1918, par un impôt sur la fortune.

— L'impôt sur la propriété foncière non bâtie (Grundsteuer) a été établi en Bavière par la loi du 15 août 1828 et modifié depuis par les lois du 19 mai 1881 et du 14 août 1910. Il est basé sur le produit annuel moyen des fonds calculé d'après la superficie et la productivité naturelle.

La superficie est fixée sur le cadastre, quant à la productivité, elle est obtenue de la façon suivante : on a prévu un certain nombre de classes-type de terrains pour chaque unité de superficie desquelles on a déterminé en florins un chiffre de productivité, la productivité des fonds est alors évaluée par comparaison avec cette échelle.

On appelle unité d'impôt (Steuereinheit), une parcelle qui, d'après le calcul indiqué ci-dessus donne un produit cadastral de 1 florin (1 m. 71). Chaque unité d'impôt est imposée de 4 pfennig par an.

Il est à noter que la loi bavaroise ne tient pas compte des dettes hypothécaires.

— L'impôt sur la propriété bâtie qui, en Bavière, s'appelle Haussteuer, a été introduit et modifié par les mêmes lois que le Grundsteuer.

(2). En Prusse, actuellement, le taux maximum est égal à 16 % du revenu imposable.

En principe, il est basé sur la valeur locative et comporte 2 0/0 de cette valeur, il s'appelle alors : impôt sur la valeur locative (Mietsteuer).

Lorsque la valeur locative est impossible à évaluer, on la calcule d'après la surface couverte à raison de 3 marks l'are. L'impôt s'appelle alors « Arealsteuer ».

— L'impôt sur les patentes est actuellement régi par la loi du 14 août 1910. Il s'étend à toutes les exploitations industrielles ou commerciales, y compris les mines.

Il se compose d'une taxe sur le capital d'exploitation (Betriebs-Kapitalanlage), et d'une taxe sur le produit de l'entreprise (Ertragsanlage).

La première taxe s'élève à :

— 1 m. 50 pour un capital d'exploitation de 4.000 à 6.000 m.

Puis monte en 10 autres échelons jusqu'à :

— 22 m. pour un capital d'exploitation de 45.000 à 50.000.

Entre 50.000 et 100.000, les échelons montent de 5.000 en 5.000; de 100.000 à 200.000, ils montent de 10.000 à 10.000; et au-dessus de 200.000, de 20.000 en 20.000. La taxe comporte 0,5 0/0 du chiffre de l'échelon immédiatement inférieur au montant du capital d'exploitation.

La seconde taxe (Ertragsanlage) s'élève à :

— 1 m. 50 pour un bénéfice net de 1.500 à 2.000 m.

Puis monte en trois autres échelons jusqu'à :

— 6 m. pour un bénéfice net de 3.000 à 3.500 m.

Au-dessus de 3.500 m., la taxe monte de 3 m. par 500 m. de bénéfice net jusqu'à 5.500 m.; puis de 4 m. pour 500 m. jusqu'à 10.000; de 5 m. pour 500 m. jusqu'à 14.000. Ensuite les échelons montent comme pour l'Einkommensteuer et la taxe s'élève à 0,4 0/0 du chiffre de l'échelon immédiatement inférieur au montant du bénéfice net considéré.

— L'impôt sur le revenu mobilier (Kapitalrentensteuer) est régi par la loi du 14 août 1910.

Il frappe les rentes, dividendes, intérêts de prêts, obligations, créances foncières, comptes courants, participations aux bénéfices des sociétés par actions, à responsabilité limitée, coopératives, etc.

Sont exonérés de cet impôt les femmes veuves, divorcées, abandonnées ou séparées, les mineurs orphelins, les incapables dont le revenu mobilier est inférieur à 400 m. et le revenu total à 800 m.

On déduit d'autre part l'intérêt des dettes et les charges qui peuvent grever le revenu mobilier.

L'impôt s'élève à :

1	% pour un revenu imposable de	70 à	100 m.
1,25	compris entre	100 et	400
1,5	—	400	700
1,75	—	700	1.000
2	supérieur à	1.000 m.	

— Enfin, en 1918, la Bavière a introduit un impôt sur la fortune entré en vigueur le 1^{er} janvier 1919. L'obligation personnelle est la même que pour l'impôt sur le revenu.

L'évaluation de la fortune faite dans les trois ans en vertu de la Besitzsteuer de l'Empire doit servir de base au calcul de l'impôt, pendant les trois années suivant chaque nouvelle évaluation. Au cours de cette période il n'est tenu compte, d'une part, des accroissements de fortune que s'ils proviennent d'un héritage, d'une donation ou d'un gain de loterie et s'ils dépassent 5.000 m., et, d'autre part, des diminutions de fortune que si celles-ci dépassent la sixième partie de la fortune.

Les premiers 20.000 m. de fortune sont exonérés.

Les fortunes de 20.000 à 25.000 m. sont frappées d'un impôt de 1/10 0/00. Le tarif monte ensuite de 1/10 0/00 par échelon de 5.000 m. jusqu'à 65.000 m. A partir de cette somme, le taux demeure de 1 0/00.

Les communes n'ont pas le droit d'ajouter des centimes additionnels à cet impôt.

II. — Le *Württemberg* possède les mêmes impôts complémentaires que la Bavière.

Les deux impôts fonciers et l'impôt sur les patentes sont régis par la loi du 28 avril 1873 modifiée par la loi du 8 août 1903. La Vermögensteuer a été introduite en 1915.

— La Grundsteuer en *Württemberg* est impôt sur le produit net, évalué par expert, sous déduction des dettes hypothécaires.

Lors de l'introduction de l'einkommensteuer, cet impôt a été réduit de 40 0/0 sur les vignobles et de 20 0/0 sur les autres terrains.

— La Gebäudesteuer est basée en *Württemberg* sur la valeur vénale des immeubles à raison d'un certain pourcentage de cette valeur. L'évaluation des immeubles fait l'objet d'un cadastre.

— L'impôt des patentes est calculé également d'après un cadastre révisé tous les quatre mois. Il frappe le produit net des entreprises évalué de la façon suivante :

— d'après la valeur du capital d'exploitation, on fixe pour chaque genre d'industrie un revenu probable (Kapitalertrag);

— on évalue d'autre part la valeur du travail de l'entrepreneur.

Le total de ces deux éléments doit représenter le produit net imposable de l'entreprise considérée, mais ils sont chacun frappés différemment.

Jusqu'à 850 m. la valeur du travail de l'entrepreneur	
n'est frappée que pour	1/10
de 850 à 1.700	2/10
de 1.700 à 2.550	4/10
de 2.550 à 3.400	8/10
au-dessus de 3.400 m. elle est frappée entièrement.	

— Enfin le Kapitalrentensteuer frappe, en vertu de la loi du 8 août 1903, toutes les personnes possédant un revenu mobilier à l'exception des veuves, femmes divorcées, orphelins mineurs, et des infirmes dont le revenu total est inférieur à 500 m.

Les rentes viagères, qui sont soumises entièrement à l'impôt sur le revenu, ne sont imposées que pour moitié par la Kapitalrentensteuer.

En Wurtemberg, les taux des quatre impôts complémentaires sont fixés chaque année par la loi de finances. En 1916, ils s'élevaient à 2,1 0/0 de la valeur des objets frappés.

III. — La Prusse ne possède qu'un impôt complémentaire qui est la Vermögensteuer réglée par les lois du 14 juillet 1893, du 19 juin 1906 et du 16 mai 1909.

Sont soumises à la Vermögensteuer : subjectivement, toutes les personnes assujetties à l'impôt sur le revenu sauf toutefois les personnes morales (sociétés); objectivement, les capitaux mobiliers ou immobiliers de toute nature sous déduction des dettes, sauf les biens fonciers situés à l'étranger et les capitaux immobilisés dans des entreprises hors de Prusse.

Les biens mobiliers ou immobiliers sont évalués d'après leur valeur vénale (Gemeiner Wert), sauf toutefois pour les exploitations agricoles et forestières dont la valeur est comptée pour 25 fois le produit net que ces exploitations peuvent rendre sous une bonne administration.

Sont exonérés de l'impôt :

- les fortunes inférieures à 6.000 m. ;
- les fortunes inférieures à 20.000 m. si le revenu total du contribuable est inférieur à 2.000 m. ;
- les femmes qui ont à leur charge des mineurs, orphelins ou incapables lorsque leur fortune est inférieure à 20.000 et leur revenu à 1.200.

Enfin, dans des circonstances exceptionnelles, des réductions d'impôt peuvent être accordées pour des fortunes inférieures à 52.000 m.

Le tarif de la *Vermögensteuer* est progressif, il s'élève à :

3 m. 20	pour les fortunes de 6.000 à 8.000 m.
4 20	— 8.000 à 10.000

Le taux augmente progressivement jusqu'à :

31,60 pour les fortunes de 60.000 à 70.000.

Puis il monte jusqu'à 200.000 à raison de 5 m. 20 d'impôt par échelon de 10.000 m.

Au-dessus de 200.000, l'impôt comporte 10 m. 52 par échelon de 20.000 m.

Ce tarif a subi, en 1909, une majoration de 25 0/0. Il a été de nouveau majoré pendant la guerre et s'élève en 1919 en moyenne à 1 0/00. Un projet est actuellement en discussion pour porter le taux moyen à 2,6 0/00 et accentuer la progressivité du tarif.

IV. — En *Bade*, comme en Prusse, la *Vermögensteuer* est le seul impôt complémentaire.

L'impôt badois sur la fortune est caractérisé par ce fait que l'évaluation des fortunes au lieu d'être basée sur la valeur vénale des biens qui les composent, résulte de quatre cadastres.

— un pour la propriété non bâtie, la valeur de celle-ci y étant calculée en multipliant par 25 son produit net ;

— un pour les immeubles, ceux-ci étant évalués par experts ;

— un pour le capital d'exploitation agricole, industriel ou commercial ;

— un pour les valeurs mobilières qui sont comptées d'après leur cours.

En vue de favoriser la petite propriété agricole, celle-ci n'est imposée que si la valeur dépasse 25.000 m. Au-dessus de ce chiffre, elle bénéficie encore d'une réduction de :

40 %	pour les fortunes de 25.000 à 50.000 m.
20	— 50.000 à 100.000

Par contre, la propriété industrielle et commerciale est, pour le calcul de l'impôt, majorée de :

10 % pour les fortunes de	50.000 à	75.000 m.
20	—	75.000 100.000
30	—	100.000 125.000
40	—	125.000 150.000
50	—	150.000 250.000
60	—	250.000 400.000
65	—	au-dessus de 400.000

De ce système il résulte que la propriété foncière est imposée très au-dessous de sa valeur, la propriété mobilière modérément et la propriété industrielle et commerciale très lourdement.

La déduction des dettes est autorisée, mais seulement jusqu'à concurrence de la moitié du chiffre de la fortune.

L'impôt s'élève à 11 pf. pour 100 du chiffre de fortune imposable obtenu à la suite de ces opérations.

Non seulement les personnes naturelles, mais encore les personnes morales (à l'exception des associations de bienfaisance) sont soumises à la Vermögensteuer. En sont exonérés, les fortunes inférieures à 1.000 m. et les veuves, mineurs orphelins et incapables lorsque leur fortune est inférieure à 10.000 m. et leur revenu annuel à 900 m.

V. — En *Saxe*, la Vermögensteuer ne frappe que la fortune mobilière, la fortune foncière étant frappée par une Grundsteuer.

— Toutes les personnes naturelles soumises à l'einkommensteuer le sont aussi à la Vermögensteuer. Parmi les personnes morales, seules les sociétés par actions y sont assujetties, d'ailleurs avec certaines restrictions.

L'impôt est basé sur la valeur vénale des biens qui composent la fortune.

Les dettes peuvent être déduites sauf les dettes de ménage et les charges grevant des biens fonciers non soumis à la Vermögensteuer.

Sont exonérées de l'impôt :

— les fortunes inférieures à 12.000 m. ;

— les fortunes inférieures à 20.000 m. lorsque le revenu total est inférieur à 950 m.

Le tarif comporte une série d'échelons de :

2.000 m. pour les fortunes de	12.000 à	100.000 m.
4.000	—	100.000 à 200.000
10.000	—	au-dessus de 200.000

L'impôt s'élève uniformément à $1/2$ 0/00 du chiffre de l'échelon immédiatement inférieur au montant de la fortune.

La loi prévoit en outre un certain nombre de réductions en faveur de petites fortunes, d'exonérations en faveur des femmes ayant des mineurs à leur charge, des orphelins mineurs et des incapables lorsque leur fortune est inférieure à 20.000 et leur revenu à 1.250.

Enfin, comme pour l'impôt sur le revenu, dans certaines circonstances exceptionnelles, et lorsque la fortune du contribuable est inférieure à 52.000 m. et son revenu à 5.800, une réduction maxima de trois échelons peut être accordée.

— La Grundsteuer, introduite en Saxe par la loi du 9 septembre 1843, a été modifiée par la loi du 3 juillet 1878.

Cet impôt frappe uniformément la propriété bâtie et non bâtie, il est basé sur l'évaluation du produit net des biens fonciers d'après la productivité habituelle et normale.

Il est perçu 4 pf. d'impôt par mark du produit net ainsi calculé.

§ II. — Patrimoine et entreprises des États fédéraux.

Le patrimoine et les entreprises des États allemands peuvent se classer en quatre catégories :

a) Le domaine foncier, comprenant des exploitations agricoles et forestières ;

b) Les exploitations résultant d'anciens droits régaliens sur les mines, forges et salines, la frappe des monnaies, la pêche dans le domaine public fluvial, et certains droits réels, sur la propriété foncière privée ;

c) Les entreprises se rattachant aux services de la circulation et des transports : postes, télégraphes, téléphones, chemins de fer, navigation ;

d) Enfin les entreprises proprement industrielles ou commerciales, monopolisées ou non.

A. — Domaine foncier.

Ces biens sont les plus anciens que possèdent les États allemands ; ils constituent généralement les biens de la couronne (Kammergüter).

La question de la propriété de ces biens était jusqu'à 1918 réglée par les diverses Constitutions. Dans certains États (Prusse, Bavière, Saxe, Wurtemberg), ils appartenaient

entièrement à l'Etat, qui était tenu par ailleurs de servir à la famille régnante une liste civile déterminée. Ailleurs, la propriété en était dévolue au prince, l'administration et la jouissance appartenant à l'Etat contre paiement d'une liste civile (Bade, Saxe-Weimar, les deux Schwarzbourg) ou bien la jouissance appartenant également au prince (dans les deux Reuss). En Hesse, Oldenbourg, Saxe-Altenbourg, Saxe-Gotha et Anhalt, ces biens étaient répartis entre le prince ($\frac{2}{3}$) et l'Etat ($\frac{1}{3}$). Enfin dans les autres Etats, la question de la propriété n'avait pas été résolue, on se bornait à répartir, selon des modes divers, les revenus entre l'Etat et le prince.

Depuis la Révolution, toutes les familles régnantes ont été expropriées de la majeure partie de ces biens au profit de l'Etat.

Quant à l'Administration des domaines il y a lieu de distinguer les exploitations agricoles qui sont affermées et les exploitations forestières ou entreprises s'y rattachant (scieries, fabriques de pâtes à papier, etc...) administrées directement par des fonctionnaires des Etats.

B. — Exploitation des droits régaliens.

A l'origine, les Etats allemands exploitèrent des mines, forges et salines en vertu de droits régaliens; mais depuis longtemps ces droits ont été abolis et ces branches de la production livrées à l'exploitation privée. Cependant les Etats ont, surtout dans les vingt années qui précéderent la guerre, augmenté le nombre de ces entreprises, soit en s'assurant des concessions, soit en achetant des entreprises déjà existantes; ils l'ont fait surtout pour des considérations sociales et économiques, en vue de lutter contre les trusts et cartels et de s'assurer dans l'industrie minière et métallurgique une certaine influence. Il est probable que le point de vue fiscal, qui jusqu'ici avait été maintenu au second plan, passera désormais au premier.

Il n'y a rien de particulier à signaler quant aux droits régaliens sur la frappe des monnaies et la pêche.

Par contre, il est intéressant d'indiquer certains droits réels sur la propriété foncière privée dont les Etats tirent encore des avantages financiers.

Jusque vers le milieu du XIX^e siècle, les droits féodaux ont continué d'exister dans nombre d'Etats allemands. Vers 1848, les Etats procédèrent à une réforme générale de ces droits : les uns furent transformés en rentes foncières au profit

de l'ancien possesseur du droit féodal (Etats, communes, fondations ou personnes privées) et les Etats devinrent bénéficiaires des autres.

Les droits réels des Etats résultant, soit des réformes foncières en question, soit de privilèges antérieurs, subsistent toujours sous le nom de Grundgefälle. Le rachat obligatoire de toutes les rentes foncières a été en effet imposé après 1870, sauf pour celles dont les Etats sont créanciers.

C. — Entreprises de transport et de circulation.

Au début, les chemins de fer allemands se développèrent également sous la forme d'entreprises privées ou d'Etat.

En 1876, par exemple, sur un total de 28.038 km. de voies ferrées de l'Empire allemand, 12.515 km. appartenaient aux Etats et étaient exploités par eux, 2.913 km. appartenaient à des entreprises privées mais étaient exploités par les Etats, 12.610 km. appartenaient à des entreprises privées et étaient exploités par elles.

Bismarck aurait voulu réunir l'ensemble des chemins de fer allemands en un seul réseau sous l'administration de l'Empire. Il n'y réussit pas, mais parvint en Prusse à racheter tous les réseaux importants. Cet exemple fut suivi par les autres Etats. Enfin, un nouveau pas vers l'unification, fut réalisé à la fin du xix^e siècle par la réunion des chemins de fer prussiens et hessois. En 1913, sur 34.695 km. de voies normales principales pour tout l'Empire, 34.382 km. appartenaient aux Etats et 277 seulement à des entreprises privées; sur les 26.500 km. de voies normales secondaires, 23.124 appartenaient aux Etats et 3.376 à des entreprises privées; enfin sur les 2.218 km. de voies étroites, 1.075 appartenaient aux Etats et 1.143 à des entreprises privées.

La centralisation de tous les réseaux allemands entre les mains de l'Empire est prévue par la constitution du 11 août dernier et figure à l'ordre du jour des discussions de l'Assemblée Nationale, il est probable qu'elle sera réalisée dans un avenir très prochain.

Il n'y a rien de particulier à dire sur l'Administration des P.-T.-T. qui appartient à l'Empire, sauf pour la Bavière et le Wurtemberg.

Quant aux entreprises de navigation appartenant aux Etats, elles ne s'étendent guère qu'aux lacs de Constance et de Schwerin et sont de minime importance.

VALEURS DES EXPLOITATIONS D'ETAT EN ALLEMAGNE EN 1914 (en mille marks)										La valeur totale représentée un pourcentage d'Etat	Les recettes des exploitations d'Etat sur les recettes totales, un pourcentage de
ETATS	Domaines	Forêts	Mines	Chemins de fer	Entreprises de Navigation	Postes et télégraphes	Exploitations diverses	Valeur totale	Par tête d'habitant		
Empire Allemand						4.016.247	192.378	5.083.981	78,3	29,13	
Prusse	805.315	5.970.944	3.087.353	15.418.817,3			617.013	25.959.472,5	646,2	75,76	
Bavière	44.425	2.469.888	202.432	2.000.143,3	2.206,8	390.326,5	14.849,3	5.124.292,6	744	69,51	
Royaume de Saxe	19.498	638.784	254.867	1.256.731,3			183.376,3	2.353.256,6	489,6	67,83	
Wurtemberg	27.085	803.728	94.600	585.202	1.193	451.300,5	2.371	1.675.539,5	687,4	65,57	
Bade	283.400		12.195	754.638,7	1.169		5.169	1.056.641,7	493,1	58,19	
Hesse	42.410	203.296	2.730	333.780			8.188,7	591.094,7	401,1	56,40	
Necklenbourg-Schwerin	122.287,5	157.148	51	139.001,3	1.376,7		1.357,6	421.228,1	658,2	70,27	
Saxe-Weimar	16.490	125.332					616,7	142.338,7	341,2	34,99	
Necklenbourg-Stralitz	44.457,5	40.188						84.645,5	795,2	43,63	
Odenbourg	21.020	33.516	74	136.925,3			239,7	192.415	398,3	63,75	
Brunswick	59.922,5	205.636	42.983	17.505			15.754,3	341.795,8	691,4	62,21	
Saxe-Meiningen	7.102,5	145.288		1.575,4			4.350,3	138.516,2	598,6	51,77	
Saxe-Cobourg et Gotha	47.475	24.140					33,7	24.195,7	112	9,39	
Anhalt	54.902	61.036	39.121				332,7	47.807,7	185,9	26,38	
Schwarzbourg-Sonderhausen	41.062,5	56.008					533,3	155.644,3	470	49,09	
Schwarzbourg-Rudolstadt	5.628	10					413,3	41.475,8	457,9	46,44	
Waldeck	325						128,7	61.764,7	613,3	48,86	
Reuss (branche aînée)							102,3	341	5,5	0,84	
Reuss (branche cadette)							1.806,7	1.806,7	14,4	1,91	
Scham-bourg-Lippe			300				60	360	11,8	15,29	
Lippe	277	1.916					210	2.403	7,7	4,33	
Lubeck	8.315	7.021					48.084	33.503	287,3	35,24	
Bremer				5.936			34.853,7	40.779,7	136,1	21,27	
Hambourg	3.980	861		5.432,7			53.658,3	63.935	63	10,54	
TOTAL pour les Etats fédéraux	1.716.177,5	10.945.524	3.736.776	20.665.694,3	5.945,5	541.627	983.344,3	38.575.075,6	599	67,05	
TOTAL général (Empire et Etats)	1.716.177,5	10.945.524	3.736.776	21.011.037,3	5.945,5	4.557.874	1.065.722,3	43.659.036,6	677	53,30	
Alsace-Lorraine (pour mémoire)		329.901					10.759	339.643	181,2	15,03	

**D. — Entreprises commerciales et industrielles
proprement dites.**

Parmi les entreprises commerciales et industrielles il y a lieu de distinguer les entreprises monopolisées et celles qui ne le sont pas.

La seule entreprise commerciale monopolisée que connaissait l'Allemagne jusqu'en 1918 était la loterie d'Etat, à laquelle il faut maintenant ajouter le monopole du commerce de l'alcool qui n'est d'ailleurs pas encore en vigueur.

Les loteries d'Etat se développèrent en Allemagne dès le XVIII^e siècle. Au cours du XIX^e siècle il en existait en Prusse, Saxe, Mecklembourg-Schwerin, Brunswick, Hambourg, Hesse et dans les petits Etats de Thuringe.

De 1904 à 1911, la Prusse a, par une série de traités, absorbé la plupart des loteries existant dans les autres Etats allemands pour former la loterie prussienne Sud-Allemande (Preussische-Süddeutsche Klassenlotterie) sur le bénéfice de laquelle chaque Etat intéressé touche une certaine participation.

Il existe en outre des loteries d'Etat autonomes en Saxe et à Hambourg.

Quant aux entreprises non monopolisées elles sont d'une extrême diversité et l'origine de certaines d'entre elles remonte très loin dans le passé jusqu'aux XVII^e et XVI^e siècles.

Les plus anciennes sont celles qui apparaissent comme des compléments de l'exploitation du domaine foncier, telles que : moulins, briqueteries, brasseries, scieries, verreries, fabriques de porcelaines.

Plus tard ont été créées des entreprises correspondant à l'élargissement du domaine de l'activité de l'Etat; ainsi en est-il par exemple des imprimeries officielles, et surtout de certains établissements de crédit : Mont-de-piété, caisses d'épargne, banques hypothécaires, etc...

Le tableau ci-contre indique pour chaque Etat et pour l'Empire la valeur en 1914 des biens et entreprises et le pourcentage des recettes qu'elles procurent par rapport au total des ressources de toute nature des Etats.

CHAPITRE III

Les ressources des communes.

La réglementation fiscale dans les communes allemandes est extrêmement variée et il est assez difficile d'en tracer un tableau systématique. Nous examinerons successivement les deux questions de savoir quelle est la mesure de l'autonomie fiscale des communes et quels impôts leur sont attribués.

I. — Une autonomie fiscale complète ne se rencontre que dans les deux Mecklembourg, dont toutes les communes possèdent un impôt propre sur le revenu qui constitue la majeure partie de leurs ressources.

— Les communes de Saxe et de Saxe-Weimar possèdent une autonomie plus restreinte. En Saxe, les communes organisent leurs impôts par voie de statut local sous la surveillance de l'Etat. Dans les villes on rencontre au premier plan l'impôt sur le revenu complété par un impôt foncier, les communes rurales, au contraire, utilisent presque exclusivement l'impôt foncier. Une loi du 1^{er} janvier 1915 a sérieusement limité l'indépendance des communes en les obligeant à percevoir un impôt foncier dont le produit minimum doit être égal à 7 1/2 0/0 du montant total des ressources fiscales si la commune possède un impôt sur le revenu et à 30 0/0 si elle ne possède pas d'impôt sur le revenu. La même loi fixe par ailleurs à 85 0/0 du montant total des ressources fiscales le produit maximum de l'impôt sur le revenu. Enfin, elle impose aux communes le tarif de l'einkommensteuer de l'Etat.

En Saxe-Weimar, une seule commune, Eisenach, possède un impôt foncier; dans toutes les autres on perçoit seulement un impôt sur le revenu dont le tarif progressif est autonome.

— En Prusse, Schaumbourg-Lippe, Gotha et Reuss (branche aînée), les Ertragsteuern sont exclusivement affectées comme ressources communales; en outre, les communes perçoivent des centimes additionnels à l'impôt d'Etat sur le revenu. Cependant, les Ertragsteuern (impôts sur la propriété bâtie, non bâtie et sur les patentes) sont assis et perçus par l'Etat, pour le compte des communes, on ne peut donc les considérer comme des impôts communaux autonomes.

— Dans tous les autres Etats, les communes perçoivent simplement des centimes additionnels aux impôts d'Etat.

II. — D'une façon générale on peut répartir les Etats allemands en trois groupes selon la nature des ressources fiscales affectées aux communes en dehors de la question de savoir si ces ressources parviennent de centimes additionnels ou d'impôts plus ou moins autonomes.

1. — Dans l'*Allemagne centrale*, l'impôt sur le revenu est la source la plus importante des revenus communaux.

2. — En *Prusse, Brunswick et Lippe-Detmold*, la législation a restreint l'impôt sur le revenu au profit des ertragsteuern.

3. — Enfin dans l'*Allemagne du Sud*, l'impôt sur le revenu s'est introduit assez tard, et n'a que peu d'applications au profit des communes. Par contre, on y rencontre généralement des centimes additionnels à la Kapitalrentensteuer.

Le tableau suivant montre pour quelques Etats de chacun des trois types ci-dessus la part respective de chaque impôt dans l'apport des ressources communales. Il ne nous a été possible de nous procurer que des chiffres déjà anciens, mais s'ils ont augmenté depuis, leur proportion est resté sensiblement la même.

ÉTATS	EXERCICE	en 1.000 marks			
		Impôt sur le Revenu (einkommensteuer)	Impôt foncier sur la propriété bâtie et non bâtie (Grundsteuer)	Impôt sur les patentes (Gewerbesteuer)	Impôt sur la fortune mobilière (Kapitalrentensteuer)
1 ^{er} GROUPE :					
Saxe	1910	77.792 85 %	13.416 14,6 %	326 0,4 %	
Saxe-Gotha	1907/08	1.457 84,5 %	267 15,5 %		
Villa de Cobourg	1908	319 82,6 %	67 17,4 %		
Saxe-Altenbourg	1909	1.051 81,5 %	126 12,1 %	80 6,4 %	
2 ^e GROUPE :					
Brunswick	1911/12	5.339 71,5 %	1.478 19,8 %	644 8,7 %	
Prusse	1911	352.907 58,7 %	168.468 28 %	78.642 23,3 %	
3 ^e GROUPE :					
Bade	1911	11.204 25,6 %	20.309 46,4 %	7.519 17,1 %	4.778 10,9 %
Württemberg	1911	11.267 23,8 %	34.317 72,5 %		1.776 3,7 %

Mais les communes possèdent également d'autres ressources : quelques impôts indirects de minime importance (1) (impôt sur les plaisirs, Vergnügungsteuer; impôts sur les logements, Mietsteuer; taxes sur les transactions immobilières, Grundumsatzsteuer, etc...), et surtout des entreprises industrielles, telles que des usines à gaz ou électriques, des tramways, des établissements de bains, des entreprises de distribution d'eau, enfin des biens fonciers, des exploitations agricoles ou forestières. Cette seule matière pourrait faire l'objet de nombreux volumes tant sont divers les modes d'activité économique des communes.

Le fait que certaines municipalités possèdent des biens et des entreprises nombreuses et florissantes alors que d'autres en sont dépourvues est l'origine d'une grande inégalité des charges fiscales qui se manifestent dans le chiffre des centimes additionnels à l'impôt sur le revenu. Alors que certaines communes y ajoutent seulement de 10 à 50 0/0 de supplément, les faubourgs de Berlin majoraient cette année l'impôt sur le revenu de 175 0/0, et Königsberg de 425 0/0.

Aussi, les communes favorisées qui possèdent d'abondantes ressources industrielles voient-elles une masse de rentiers affluer dans leurs murs pour y chercher un asile contre les abus de la fiscalité.

Cette injustice dans la répartition des charges connue en Allemagne sous le nom de « Problem der Steuerinseln » est l'une des préoccupations actuelles du Gouvernement de l'Empire qui voit le moyen de la faire disparaître, d'un part, en unifiant le système fiscal et, d'autre part, en remplaçant les communes, en tant que corporations financières autonomes, par une circonscription administrative plus étendue, par exemple le cercle ou le district.

(1) D'après les cahiers statistiques de l'Empire de 1911, le total des ressources communales provenant des impôts indirects s'élevait pour tout l'Empire à 78,9 millions, soit 8 à 9 %.

TROISIÈME PARTIE

LES FINANCES DE LA NOUVELLE ALLEMAGNE

CHAPITRE PREMIER

Les Obligations financières de l'Allemagne au seuil de la paix

Ces obligations sont de deux sortes : internes et externes.

§ I. — Obligations internes.

Ce sont les seules que prévoit le projet de budget pour 1919, dont nous ne connaissons encore que les grandes lignes indiquées par Erzberger dans son discours du 12 août et qui peuvent se résumer dans le tableau suivant :

	PROJET DE BUDGET POUR 1919 (en millions de marks)	BUDGET DE 1914 ARRONDI (en millions de marks)
Service de la dette (1).	10.000	230
Service des pensions et indemnités aux mutilés et aux familles des combattants . .	4.300	»
Dépenses militaires.	1.500	2.000
Dépenses des Administrations civiles	1.700	200
TOTAL.	17.500	2.430

(1) La dette allemande ayant été presque entièrement écoulée en Allemagne, il y a lieu de classer ce poste parmi les obligations internes.

En évaluant à 10 milliards la somme nécessaire au service de la dette on a compté qu'en fin de l'année fiscale 1919, la dette totale de l'Empire s'élèverait à 200 milliards. Il semble que ce soit là un minimum, qui ne tient en tous cas compte que de l'intérêt, à l'exclusion de l'amortissement et des frais d'administration.

Le second poste important du budget est le service des pensions et indemnités (*Kriegshinterbliebenenfürsorge*), sur lequel nous ne possédons aucune donnée qui nous permette d'apprécier le chiffre avancé par Erzberger.

Par contre il semble *a priori* tout à fait extraordinaire que le budget de 1919 prévoie 1.500 millions de dépenses courantes militaires, alors que celles-ci, en 1914, en pleine préparation à la guerre, s'élevaient seulement à 2.000 millions et alors qu'aux termes des articles 160 et 183 du traité de Versailles, l'armée allemande ne doit comporter que 100.000 hommes et la marine 15.000. D'autant plus que les milices d'habitants (*Einwohnerwehren*) grâce auxquelles l'Allemagne compte tourner les clauses militaires du traité et s'assurer une armée entraînée de plusieurs millions d'hommes, ressortent au ...Ministère de l'Intérieur.

Enfin, le formidable accroissement des dépenses des administrations civiles qui, de 200 millions avant la guerre passent à 1.700 millions en 1919 est dû à l'élévation des traitements des fonctionnaires et surtout aux nouvelles charges qui vont incomber à l'Empire d'après les lois déjà votées ou en instance devant l'Assemblée Nationale, en particulier à l'exploitation unifiée des chemins de fer, à la centralisation de l'administration des finances, etc.

Au budget de l'Empire il faut ajouter ceux des Etats, des communes et des *Kommunalverbände* (cercles, districts et provinces) qui, d'après la *Gazette de Francfort* du 14 août, s'élèveraient ensemble à 6 milliards 5, ce qui porte à 24 milliards la charge totale de l'Allemagne pour l'exercice 1919.

Il reste en outre à assurer l'amortissement de la dette consolidée et surtout de la dette flottante, en vue d'assainir la circulation fiduciaire.

Quoi qu'il en soit, le total des charges de l'Allemagne, résultant de ses obligations internes, n'est pas impressionnant si on le compare aux charges moyennes des pays de l'Entente. — et d'ailleurs il s'agit non d'une perte sèche annuelle de 24 milliards à prendre sur le revenu allemand, mais uniquement d'une nouvelle répartition entre Allemands de ces 24 milliards, la dette de l'Allemagne vis-à-vis de l'étranger étant insignifiante.

Il faut noter par ailleurs que la valeur du signe monétaire ayant singulièrement diminué, et le chiffre des traitements, revenus et bénéfices de toute nature ayant par contre augmenté en raison inverse, les 24 millions d'impôts de 1919 (soit un peu moins de 5 fois les charges fiscales de 1914) paraissent devoir être aisément supportables.

§ II. — Obligations externes.

Ce sont toutes les obligations de l'Allemagne vis-à-vis de l'étranger. Elles sont de deux sortes :

- les emprunts allemands écoulés à l'étranger, dont l'importance est minime et dont nous ne nous occuperons pas ;

- les obligations financières mises par le traité de Versailles à la charge de l'Allemagne, que nous allons analyser.

Constatons d'abord, qu'il s'agit ici d'obligations particulièrement graves pour l'Allemagne puisqu'elles auront pour conséquence non plus seulement de modifier la répartition de son revenu, mais bien de lui en soustraire une partie et, par suite, une partie de sa production, au bénéfice de l'étranger.

Sans faire une analyse de détail des clauses financières du traité, nous indiquerons :

- la nature des obligations qu'il met à la charge de l'Allemagne ;

- les modes de règlement qu'il envisage ;

- et les garanties qu'il nous assure.

A. — Nature des Obligations à la charge de l'Allemagne.

D'abord, l'Allemagne et ses alliés reconnaissent, par l'article 231, être responsables de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés ou leurs nationaux en conséquence de la guerre.

Mais après avoir ainsi établi la responsabilité entière et générale de l'Allemagne et de ses alliés, les gouvernements alliés et associés n'ont pas cru possible d'imposer à l'ennemi la totalité des charges financières résultant de la guerre et ont, par l'article 232, limité leurs exigences à la réparation des dommages causés à la population civile des puissances alliées et associées, qui font l'objet de l'énumération de l'annexe I de la partie VIII. Non seulement les dommages causés à la propriété devront être réparés, mais encore l'annexe I met

expressément à la charge de l'Allemagne les pensions et compensations de même nature aux victimes militaires de la guerre.

En outre, un troisième paragraphe de l'article 232 oblige l'Allemagne « en sus des compensations de dommages prévues d'autre part au présent titre, et en conséquence de la violation du traité de 1839 » à rembourser « toutes les sommes que la Belgique a empruntées aux Gouvernements alliés ou associés jusqu'au 11 novembre 1918 ».

B. — Mode de règlement.

Avant de savoir comment paierait l'Allemagne, se posait la question préalable de savoir à quel chiffre s'élèverait le montant de ses obligations.

En vue de la résoudre, les articles 233 et 234 et l'annexe II de la partie VIII prescrivent la constitution d'une commission interalliée des réparations et fixent son rôle et l'étendue de ses pouvoirs.

Cette commission devra :

Etudier les réclamations relatives aux dommages de guerre, par conséquent évaluer lesdits dommages. (Article 233, Annexe II, §§ 10 et 11).

Fixer pour le 1^{er} mai 1921 au plus tard le montant des dommages pour lesquels réparation est due par l'Allemagne, et lui notifier à cette date le montant total de ses obligations (Art. 233).

Fixer, modifier ou proroger les époques et les modalités de paiement, reporter les soldes restant impayés (Art. 233 et 234), en accordant au Gouvernement allemand l'équitable faculté de se faire entendre. (Annexe II, § 10).

Répartir entre les ayants droit le paiement des réparations (Annexe II, § 12).

Veiller aux restitutions imposées à l'Allemagne (Art. 238).

Ainsi, le traité s'abstient d'évaluer les obligations de l'Allemagne qui ne devront être définitivement fixées que le 1^{er} mai 1921.

M. Dubois, chargé par la Commission de la paix de la Chambre des Députés d'un rapport sur les clauses financières du traité, évalue à 200 milliards le montant de la dette allemande uniquement envers la France.

L'intégralité de la dette allemande ainsi fixée devra être acquittée dans une période de 30 ans à compter du 1^{er} mai 1921 sans qu'aucune prorogation puisse être admise au delà de cette période.

Mais il était inadmissible que d'ici le 1^{er} mai 1921, aucun paiement ni aucune réparation ne fussent imposés à l'Allemagne. D'où les trois dispositions suivantes :

1° Le paiement d'ici le 1^{er} mai 1921 d'une provision de 20 milliards de marks or à valoir sur les créances des alliés (article 235), (créances au titre du ravitaillement de l'Allemagne, de l'entretien de l'armée d'occupation, comme au titre des réparations).

2° L'application directe et immédiate aux réparations de certaines des ressources économiques de l'Allemagne (Article 236) (Cession de navires, restauration directe des régions dévastées, livraison de charbon, de produits chimiques, de matières colorantes et de produits pharmaceutiques à des prix fixés soit par des arbitres spéciaux, soit par la Commission des réparations).

3° La restitution en espèces des animaux, objets ou valeurs enlevés, saisis ou séquestrés par l'Allemagne dans les territoires envahis, dans les cas où il sera possible de les identifier (Art. 238).

C. — Garanties.

Les garanties que les alliés se sont assurés pour l'exécution des clauses précédentes sont au nombre de quatre.

1° D'abord, les alliés occuperont pendant quinze ans les territoires allemands de la rive gauche du Rhin et les têtes de pont (Art. 428). Si l'Allemagne satisfait à ses obligations, une évacuation graduelle, par périodes de cinq ans, est prévue par l'article 429. Mais par contre, l'art. 430 ajoute que dans le cas où, soit pendant l'évacuation, soit après l'expiration des quinze années ci-dessus prévues, la Commission des réparations reconnaîtrait que l'Allemagne n'a pas observé tout ou partie des obligations résultant pour elle du traité, tout ou partie des zones spécifiés à l'art. 429 seraient immédiatement occupées de nouveau par les forces alliées et associées.

2° Une seconde garantie résulte des paragraphes 17 et 18 de l'Annexe II qui prévoit qu'en cas de manquement volontaire par l'Allemagne à l'une quelconque des obligations qui lui incombent, les puissances alliées et associées pourront prendre toutes mesures de représailles économiques, financières ou autres.

3° D'autre part, une hypothèque générale et de premier rang est établie sur tous les biens et ressources de l'Empire et des Etats allemands (Art. 248), pour garantir les créances

des gouvernements alliés et associés, dans l'ordre suivant (Art. 251) :

— coût des armées d'occupation pendant l'armistice et ses prolongations;

— coût des armées d'occupation après la mise en vigueur du traité;

— montant des réparations;

— toutes autres charges incombant à l'Allemagne en vertu des conventions d'armistice, du traité de paix ou de traités et conventions complémentaires.

4° Enfin le paragraphe 12 a) et c) de l'annexe II prévoit, à titre de garantie et de reconnaissance de sa dette, la remise par l'Allemagne de 100 milliards de bons au porteur payable en or, divisés en trois catégories :

a) Il est prévu un premier versement immédiat de 20 milliards de bons sans intérêts et payables jusqu'au 1^{er} mai 1921. Il ne faut pas confondre ces 20 milliards avec le versement de 20 milliards en marks or à titre de provision sur les créances des alliés, prévu par l'art. 235. En effet, les créances visées à l'art. 235 comprennent toutes les créances des alliés (au titre de frais d'occupation, du ravitaillement de l'Allemagne ou des réparations), alors que le premier versement de 20 milliards de bons a uniquement pour but de garantir les créances au titre des réparations. Par exemple si, au 1^{er} mai 1921, l'Allemagne a payé 20 milliards (en or, navires, valeurs ou marchandises), dont 11 milliards pour les frais d'occupation et le ravitaillement, 9 milliards pour les réparations, seuls les derniers 9 milliards viendront en amortissement des 20 milliards de bons.

Ceux des bons qui n'auraient pas été amortis au 1^{er} mai 1921, seront alors échangés contre des bons du type prévu ci-après :

b) Une seconde tranche de 40 milliards est aussi à émettre immédiatement. Les bons de cette seconde tranche :

— ne sont pas payables à une date déterminée comme les premiers;

— portent intérêt à 2 1/2 0/0 entre 1921 et 1926; à 5 0/0 à partir de 1926;

— comportent de plus, à partir de 1926 un amortissement de 1 0/0 qui vient s'ajouter au 5 0/0 d'intérêt, et qui porte sur le montant total de l'émission.

c) Enfin l'Allemagne a pris l'engagement d'émettre ultérieurement une troisième tranche de 40 milliards de bons au

porteur en or, portant intérêt à 5 0/0, lorsque la Commission des réparations sera convaincue que l'Allemagne peut assurer le service des intérêts et du fonds d'amortissement desdits bons.

Le dernier alinéa du paragraphe 12 *c*) ajoute que de nouvelles émissions à titre de reconnaissance et de garantie, pourront être exigées dans des conditions que la Commission déterminera, de temps à autre, les 100 milliards ci-dessus n'étant qu'un *acompte*.

Répétons que ces bons ne constituent qu'une *garantie* et non une modalité de paiement, que par conséquent du régime auquel ils sont soumis, il ne faut, en aucune façon, préjuger ni du montant définitif de la dette allemande, ni de l'intérêt qu'elle comportera, ni du régime d'amortissement auquel elle sera soumise. Le mécanisme du gage est, en effet, une chose, celui de la dette en est une autre.

C'est ainsi qu'aux termes du paragraphe 16 de l'annexe II, le Gouvernement allemand sera débité à partir du 1^{er} mai 1921, de l'intérêt sur sa dette, lequel est pour l'instant fixé à 5 0/0, sauf modification ultérieure au gré de la Commission. Or, la deuxième tranche des bons porte intérêt à 2 1/2 0/0 entre 1921 et 1926, il en résulte que si l'Allemagne paie pendant cette période 2 1/2 0/0 aux porteurs de bons, elle redevra 2 1/2 0/0 aux alliés, qu'elle leur paiera ou qui s'ajouteront au capital de la dette jusqu'au 1^{er} mai 1926, date à partir de laquelle il y aura concordance d'intérêt entre la dette et les bons.

Les clauses financières du traité ont fait l'objet, en France, de vives critiques, mais en Allemagne, comme il fallait s'y attendre, d'attaques passionnées.

En France, les uns trouvent trop rigoureuses les exigences du traité, les autres, au contraire, les estiment insuffisantes. En dehors de ces opinions extrêmes, une critique qui paraît justifiée, est celle qui reproche le choix d'une date trop rapprochée pour la fixation définitive de la dette allemande. Il semble, en effet, douteux que l'on puisse, d'ici le 1^{er} mai 1921, réussir à dresser l'inventaire complet des réparations auxquelles l'Allemagne aura à faire face, d'autant plus que l'alinéa *e* du paragraphe 12 de l'annexe II stipule que les frais nécessités par les réparations et reconstructions des propriétés situées dans les régions envahies et dévastées, y compris la réinstallation des mobiliers, des machines et de tout le matériel, seront évalués au coût de réparation et de cons-

truction à l'époque où les travaux seront exécutés. Or, il est peu probable que ces réparations soient achevées au 1^{er} mai 1921.

En Allemagne, il n'est pas une voix dans la presse ou à l'Assemblée nationale qui ne prétende que l'Empire soit hors d'état de supporter les charges financières résultant du traité.

En effet, écrit le conseiller Schwarz (1), avant la guerre, alors que le mark était au pair, la fortune de l'Allemagne était évaluée à environ 320 milliards de marks. Depuis la guerre, par suite de la consommation d'une partie de ses stocks, elle serait descendue à 260-270 milliards. La Révolution l'a fait encore baisser à 240-250 milliards. Enfin les diverses cessions de territoire que l'Allemagne a dû consentir la réduisent à environ 225 milliards de marks. Le revenu total annuel allemand d'avant-guerre s'élevait par ailleurs à environ 40 milliards de marks. En 1919, le conseiller Schwarz l'évalue à 58 milliards de marks.

Comme d'autre part, l'Empire n'est pas en possession de l'or, des valeurs et des marchandises à livrer aux alliés, il devra les acheter — et comme la valeur du signe monétaire allemand a baissé non seulement sur le marché international, mais encore sur le marché intérieur, l'Empire devra payer le double du prix fixé par les alliés.

Le conseiller Schwarz prenant pour base le chiffre qui nous paraît très optimiste de 200 milliards de dette totale au titre des réparations évaluée de 12 à 15 milliards (2) le montant de l'annuité (intérêts et amortissement) à payer aux alliés en exécution du traité, ce qui, joint aux 24 milliards d'obligations internes annuelles, porte de 35 à 40 milliards la charge fiscale de l'Allemagne, soit environ 63 0/0 de son revenu. (Avant la guerre, 5 milliards d'impôts sur 40 milliards de revenu, soit 12 0/0.) Il resterait ainsi environ 37 0/0 du revenu allemand pour la consommation, l'amortissement, la réfection de l'outillage national et l'épargne proprement dite.

Dans ces conditions, le conseiller Schwarz conclut que les clauses du traité vont conduire l'Allemagne à la banqueroute,

(1) Finanzpolitik, in Reich, Staat und Gemeinde.

(2) 18 milliards d'annuité, comprenant amortissement échelonné sur 30 ans et intérêts à 5 0/0 d'une dette totale de 300 milliards. (Discours de M. Loucheur du 11 septembre.)

c'est-à-dire à suspendre pendant un certain temps le service des intérêts de la dette d'Empire. Les conséquences en seront incalculables : faillites commerciales, arrêt d'innombrables entreprises, chômage, suspension des paiements des caisses d'épargne et de nombre de caisses publiques qui ont absorbé une grosse part des emprunts de guerre.

Les alliés ont mesuré toutes ces conséquences et avec une incroyable perfidie, écrit-il, se sont assurés contre elles en établissant un privilège de premier rang sur les biens et les revenus allemands et en contraignant l'Allemagne à leur livrer en nature et à des prix fixés par eux, tous les produits nécessaires à leur reconstitution et à la reprise de leur vie économique, car ils savent que même banqueroutière, l'Allemagne produira toujours.

D'ailleurs, non seulement les clauses financières et relatives aux réparations imposent à l'Allemagne des charges énormes, mais encore presque chaque article du traité a pour conséquence un dommage financier : la perte de nombreuses et florissantes provinces lui enlève, outre les biens d'Empire et d'Etat, des sources importantes de matières premières (charbon, potasse, minerais divers), de précieux établissements industriels et dans l'Est une irremplaçable production agricole — par l'article 264, les alliés s'assurent sans réciprocité d'importants avantages douaniers et économiques, — par l'article 313 des facilités de circulation et des droits privilégiés dans l'air, les ports, canaux et chemins de fer.

Nous devons livrer, s'écriait le Ministre des Finances Wissel, dans un discours du 17 mai, 25 à 50 0/0 de notre production de charbon, — nous perdons 25 0/0 de notre territoire cultivé, 35 0/0 de notre production de blé, 50 0/0 de notre production de fer. Enfin, par suite des cessions de territoires, l'Empire perd environ 10 0/0 de ses ressources fiscales et ses dettes ne seront pas diminuées dans la même proportion puisque l'Alsace-Lorraine et les Colonies sont à livrer francs et quittes, et les autres territoires seulement avec une part de la dette d'avant-guerre.

Par ailleurs, l'Allemagne doit dès maintenant émettre pour 100 milliards de bons remboursables en or, navires, valeurs ou marchandises, et le 1^{er} mai 1921 la Commission interalliée des réparations, en fixant le montant définitif de sa dette, pourra exiger de nouvelles émissions sans aucun maximum.

Enfin, disent les Allemands, après avoir tout fait pour nous précipiter dans la banqueroute, en s'assurant contre ses con-

séquences, pour couronner leur œuvre, en violant impudemment notre dignité et notre indépendance, au mépris des principes sur lesquels ils prétendaient établir la paix, les alliés nous imposent l'odieux contrôle de l'étranger. *Vae victis!*

J'ai cité presque textuellement le langage des articles, brochures ou discours que l'on lit ou que l'on entend Outre-Rhin, en me bornant à mettre en ordre les arguments des Allemands. Ils montrent avec quelle impudence l'Allemagne se refuse à la responsabilité de ses crimes et tente de se soustraire aux obligations qu'elle a cependant accepté de signer.

Si la situation financière de l'Allemagne est sérieuse, elle paraît cependant loin d'être aussi désespérée que l'affirment les experts allemands.

Discutons le raisonnement du conseiller Schwarz :

Il additionne les obligations intérieures et extérieures de l'Allemagne et il obtient le chiffre total approximatif de 40 milliards.

Puis il affirme sans démonstration que le revenu privé allemand se fixe actuellement autour de 58 milliards.

Enfin de la comparaison de ces deux chiffres il conclut à l'impossibilité pour l'Allemagne de supporter sans banqueroute les charges que les alliés lui imposent.

Mais le conseiller Schwarz donne aux marks sur lesquels il spéculé, une valeur unique, donc absolue, alors que cette valeur est essentiellement relative.

Lorsqu'il évalue le revenu actuel de l'Allemagne à 58 milliards de marks, il est probable qu'il veut parler de 58 milliards de marks — valeur actuelle — soit environ 29 milliards de marks d'avant-guerre ou marks-or. Cette évaluation, si on la compare au revenu d'avant-guerre de 40 milliards paraît des plus contestables. Le revenu d'un pays est en effet fonction de la valeur de sa production; or, si pendant la guerre la production allemande s'est modifiée dans sa nature, elle ne paraît pas avoir diminué d'un quart dans sa valeur absolue. Cette production a, il est vrai, été presque entièrement consommée par la guerre, c'est-à-dire en pure perte; mais l'Empire l'a achetée aux individus. Donc, si cette perte de cinq années de production se traduit par une dette pour l'ensemble de la communauté allemande, elle a permis, au contraire, aux individus d'encaisser des revenus croissants avec la rareté des marchandises et la dépréciation du signe monétaire. Les finances de la communauté allemande sont une chose, celles des individus allemands en sont une autre et ces dernières

paraissent des plus florissantes à en juger par les bilans des grandes banques pour l'exercice 1918 (1).

Ne possédant pas les éléments du problème il nous est impossible de procéder nous-mêmes à une évaluation du revenu actuel de l'Allemagne, bornons-nous à signaler que d'après la Statische Korrespondenz, le revenu imposable en Prusse pour l'exercice 1918 s'est élevé à 25,37 milliards (en augmentation de 5 milliards sur 1917), ce qui, pour l'ensemble de l'Allemagne, donnerait un chiffre d'environ 40 milliards $\left(25,37 \times \frac{5}{3} \right)$. Or, le revenu imposable était, avant la guerre, d'environ 25 milliards. Il aurait donc presque doublé.

Quoi qu'il en soit, il est certain que ce revenu va croître encore dans les années qui vont suivre par suite de la renaissance de la vie économique allemande et du nouvel essor de son activité productrice.

D'autre part, il n'est nullement certain que l'Empire devra payer aux producteurs les marchandises à livrer aux alliés un prix deux fois plus élevé que celui auxquels les alliés les achèteront. La Commission des réparations à laquelle incombera en partie le soin de fixer ces prix, s'inspirera certainement de l'esprit de modération dont ont fait preuve les rédacteurs du traité.

Enfin il ne tient qu'à l'Allemagne de rendre à la valeur intérieure du mark son taux normal en réduisant sa circulation fiduciaire, ce qu'elle peut et compte d'ailleurs faire, comme nous verrons par la suite.

Il ne faut pas non plus prendre au sérieux les menaces de banqueroute. Que rapporterait-elle à l'Allemagne : une économie annuelle de 10 milliards, soit le quart de ses charges totales, alors que les impôts extraordinaires sur la fortune peuvent les lui fournir sans avoir les funestes conséquences d'une banqueroute.

D'autre part, les Allemands se plaignent d'un excédent de population ; ils trouveront à la fois une solution de ce pro-

(1)	En millions de marks		DIVIDENDE DISTRIBUÉS
	CAPITAL	BÉNÉFICES NETS 1918	
Dresdner Bank.	260	34,2	7 %
Deutsche Bank.	275	49,5	12 %

blème et un bénéfice financier, en nous fournissant une partie de l'annuité de réparation sous forme de main-d'œuvre pour la reconstitution des régions dévastées.

En définitive, l'Allemagne est riche de matières premières, d'usines intactes, d'une main-d'œuvre surabondante, de grandes et incontestables qualités intellectuelles et morales. Quelqu'artifice qu'emploient les financiers allemands pour nous cacher la vérité, nous demeurons persuadés qu'elle peut et par conséquent doit supporter les obligations que le traité de paix a mises à sa charge.

CHAPITRE II

Comment l'Allemagne compte satisfaire à ses obligations financières

L'Allemagne se trouve actuellement en présence de trois problèmes financiers :

Assurer le service de sa dette consolidée et, d'autre part, réduire sa dette flottante qui atteint le chiffre de 76 milliards afin d'assainir la situation économique du pays et de diminuer ses charges budgétaires ;

Trouver des ressources fiscales nouvelles pour porter à 24 milliards le produit total des impôts de l'Empire et des Etats, afin de balancer son budget ;

Trouver, en outre, les ressources nécessaires pour faire face aux obligations financières du traité de paix.

Nous allons examiner les positions de ces problèmes et leurs solutions éventuelles telles qu'elles résultent des projets du Gouvernement et des débats de l'Assemblée Nationale.

§ I. — Le problème de la dette.

En ce qui concerne la dette consolidée, les socialistes indépendants ont proposé purement et simplement son annulation. Malgré l'influence grandissante que ce parti a prise dans la population ouvrière allemande, il ne semble cependant pas que sa solution doive triompher. Les gouvernants de Berlin savent très bien, qu'outre ses funestes conséquences économi-

ques, la banqueroute aurait pour effet de fermer à l'Allemagne le crédit des alliés au moment où précisément elle en a le plus besoin.

Mais, s'il est très probable que l'Allemagne continue à assurer le service des intérêts de ses emprunts de guerre, nous avons vu qu'elle n'avait envisagé ni jusqu'à présent ni pour l'avenir aucune modalité d'amortissement, le produit des impôts extraordinaires de guerre qui étaient destinés à ce but ayant dû être employés à couvrir des déficits budgétaires. Des discussions de l'Assemblée Nationale comme des thèses des auteurs (Schwarz et Rheinboldt), il résulte que l'examen de cette question est remis à 1924. A cette époque, en effet, les emprunts de guerre pourront être convertis, les Allemands comptent bien alors sur la possibilité d'une réduction du taux de l'intérêt et pensent affecter à l'amortissement la différence entre le taux actuel d'intérêt (5 0/0) et le taux après conversion. Il est impossible, à l'heure actuelle, de savoir si cet espoir pourra se réaliser. Quoi qu'il en soit, il ne semble même pas que l'Allemagne puisse, à partir de 1924, suivre les principes d'amortissement posés par la loi du 15 juillet 1909, d'après laquelle la dette de guerre ayant été contractée en vue de couvrir des dépenses improductives, devrait être amortie à raison de 1 0/0. Les auteurs estiment seulement à 1/2 0/0 le taux éventuel de l'amortissement.

Quant à la dette flottante elle a atteint un tel chiffre qu'il n'est pas besoin d'insister sur l'urgente nécessité pour l'Allemagne de la réduire, tant pour alléger le service des intérêts que pour assainir sa situation monétaire et faciliter la reprise de ses relations internationales. Aussi Erzberger, dans son discours du 12 août, a-t-il pris soin d'indiquer que cette réduction constituait le premier devoir du Gouvernement de l'Empire.

Quels moyens envisage le Ministre des Finances allemand dans ce but? Comme il était naturel, puisqu'il s'agit là d'une dépense exceptionnelle, Erzberger a pensé faire servir à l'amortissement de la dette flottante, le produit d'impôts extraordinaires, destinés à être perçus une seule fois :

D'abord une contribution extraordinaire de guerre pour l'exercice 1919 (Ausserordentliche Kriegsabgabe) qui sera la prolongation des précédents impôts sur les bénéfices de guerre.

Puis une contribution unique sur l'accroissement des fortunes (Zuwachsabgabe).

Enfin, et c'est là le plus important, un impôt extraordinaire sur la fortune (einmalige Vermögensabgabe) que l'on a qualifié aussi de « sacrifice pour la détresse de l'Empire » (Reichsnotopfer).

Erzberger pense ainsi réduire la dette flottante à 45 milliards.

**A. — Contribution extraordinaire de guerre
pour l'exercice 1919.**

(Ausserordentliche Kriegsabgabe für das Rechnungsjahr 1919).

Nous avons vu que la Kriegsteuer de 1916 avait frappé l'accroissement de fortune des personnes naturelles survenu entre le 31 décembre 1913 et le 31 décembre 1916 et les bénéfices supplémentaires obtenus par les Sociétés pendant leurs trois premiers exercices de guerre dont le premier doit comprendre le mois d'août 1914. Nous avons vu que cette dernière clause impliquait une période de battement entre le 1^{er} septembre 1913 et le 31 juillet 1914, pendant laquelle, selon l'ouverture de leur exercice financier, les Sociétés voient une portion plus ou moins grande du dernier exercice de paix compris comme exercice de guerre.

Puis la Kriegsabgabe de 1918, a frappé non plus l'accroissement de fortune, mais l'accroissement du revenu des personnes naturelles évalué en 1918 par rapport au revenu évalué pour le dernier exercice de paix d'après les principes valables dans chaque Etat fédéral pour le calcul de l'einkommensteuer. Enfin, cette même contribution a frappé le bénéfice supplémentaire atteint par les sociétés pendant le quatrième exercice de guerre (exercice suivant les trois exercices visés par la loi de 1916). Nous avons vu, d'autre part, que la Kriegsabgabe sur les personnes naturelles avait entraîné des inégalités de traitements par suite de différences existant entre les législations fiscales des Etats.

On a aussi reproché à ces impôts d'être trop doux et d'avoir laissé aux Sociétés des bénéfices suffisants pour distribuer de hauts dividendes et constituer des fortunes.

Il était donc nécessaire :

1° D'envisager la prolongation de ces impôts pour l'exercice 1919. En ce qui concerne les Sociétés, selon l'ouverture de leur exercice financier, elles ont été plus ou moins frappées pour la période comprise entre le 1^{er} septembre 1917 et le 31 juillet 1918, elles semblaient donc devoir être imposées sur un cinquième et dans certain cas sur un sixième exercice;

2° De remanier la loi de 1918 en vue d'égaliser le traitement des contribuables;

3° Enfin de procéder à une rectification des inégalités déjà accomplies et à une surcharge des précédentes taxes, si celles-ci apparaissaient décidément trop faibles. Le Ministre des Finances de Bade, Dr Rheinboldt, proposa, dans ce but, de frapper à nouveau avec des taux supérieurs aux précédents, tous les accroissements de revenus survenus depuis le 31 décembre 1913 en déduisant les sommes déjà acquittées en exécution des trois lois de 1916, 1917 et 1918.

Le projet soumis par le Gouvernement à l'Assemblée Nationale tient uniquement compte de la première de ces préoccupations, en conservant par ailleurs les principes si critiqués de la loi de 1918 dont il se borne à majorer le tarif.

Pour les personnes naturelles, le tarif du projet est le suivant :

Pour les premiers 10.000 m. de revenu supplémentaire imposable.	5 %
Pour les 10.000 m. suivants (pleins ou commencés)	10 —
— 30.000 — — — — —	20 —
— 50.000 — — — — —	30 —
— 100.000 — — — — —	40 —
et au-dessus.	50 —

Pour les Sociétés, le taux maximum, qui était de 60 0/0 en 1918, est, dans le nouveau projet, de 80 0/0 pour les bénéfices supérieurs à 1 million. Au-dessous, le tarif admet une dégression variant de 10 à 50 0/0.

Mais par ailleurs, les Sociétés sont aussi soumises à l'impôt sur le revenu des Etats, aux centimes additionnels des communes et même des paroisses religieuses. Il devenait donc possible que le total de ces impôts dépasse le bénéfice imposable, aussi le projet a-t-il prévu qu'en aucun cas, les Sociétés ne pourront être tenue à payer une somme totale d'impôts supérieure à 90 0/0 de leur bénéfice supplémentaire.

B. — Impôt sur les accroissements de fortune.

(Kriegsabgabe vom Vermögenzuwachs.)

Cet impôt apparaît comme un complément naturel du précédent. L'accroissement de la fortune provient, en effet, généralement d'un accroissement de revenu qui, pour une raison quelconque, a échappé à l'impôt sur les bénéfices de guerre.

En 1916, on avait frappé seulement les accroissements de fortune, en 1918 seulement les accroissements de revenu. En 1919, en raison de la gravité de la situation, on frappe à la fois les uns et les autres.

Le nouveau projet vise uniquement les personnes naturelles et il adopte la suggestion du Dr Rheinboldt relative à la rectification du passé.

Les contribuables allemands ont, en effet, payé, en exécution des lois du 21 juin 1916 et du 9 avril 1917, un impôt sur l'augmentation de leur fortune survenue pendant la période du 31 décembre 1913 au 31 décembre 1916.

Ils devront, en vertu du projet, payer un impôt sur l'augmentation de leur fortune entre le 31 décembre 1913 et le 31 décembre 1918 sous réserve de déduction des sommes déjà payées, sur la base des lois de 1916 et de 1917.

Le recensement effectué pour l'application du Wehrbeitrag servira à déterminer le montant de la fortune au 31 décembre 1913.

L'évaluation au 31 décembre 1918 sera faite d'après les principes posés par la loi sur la Besitzsteuer, sous réserve de quelques modifications.

L'impôt ne doit être perçu que si la fortune au 31 décembre 1918 est supérieure à 10.000 m. et si l'accroissement dépasse 5.000 m.

Le contribuable peut, d'autre part, demander que les pertes subies par lui depuis le 1^{er} janvier 1919 soient déduites du montant de sa fortune au 31 décembre 1918.

Le Gouvernement et le Staatenausschuss (ancien Bundesrat), ne sont, jusqu'à présent, pas d'accord sur le tarif à appliquer.

Tandis que le tarif du Gouvernement monte en neuf échelons de 10 à 100 0/0 (100 0/0 d'impôt à partir de 204.500 m. d'augmentation de fortune) le tarif du Staatenausschuss monte en douze échelons de 10 à 100 0/0 (100 0/0 d'impôt à partir de 440.500 m. d'augmentation de fortune).

L'impôt serait à acquitter en principe :

1/2	en 3 mois
1/4	6 —
1/4	9 —

Cependant, les contribuables qui prouveraient que le paiement de l'impôt dans ces conditions leur est particulièrement

dur, pourraient être autorisés à s'acquitter en cinq, dix ou vingt ans, sous réserve de paiement des intérêts à 5 0/0 et d'annuités ou de mensualités d'amortissement.

C. — Impôt extraordinaire sur la fortune.

(Ausserordentliche Vermögensabgabe.)-

« A l'extrême détresse de l'Empire, la propriété offre en sacrifice une forte contribution à calculer selon les prescriptions de la présente loi. » Ainsi débute le projet de loi sur le Reichsnotopfer soumis par le Gouvernement à l'Assemblée Nationale.

Seraient soumis à cet impôt :

- tous les citoyens allemands;
- tous les étrangers, pour les biens qu'ils possèdent en Allemagne;
- toutes les personnes morales du droit privé et du droit public à l'exception : des Etats fédéraux, des communes et Kommunalverbände, des paroisses religieuses, de la Reichsbank, des établissements d'assurance d'Etat, des caisses de mutualité, des établissements de bienfaisance non limités à une catégorie déterminée de personnes.

L'impôt frapperait l'ensemble de la fortune quelle qu'en soit la nature (biens fonciers, exploitations agricoles, industrielles ou commerciales, valeurs mobilières ou capitaux liquides) après déduction des dettes personnelles ou réelles.

Toutefois seraient exclus du calcul de la fortune :

- les droits à valoir sur les caisses de retraites, de veuves ou d'orphelins, résultant d'une assurance légale contre les accidents ou les maladies;
- les rentes ou bonification à des ouvriers ou domestiques;
- les objets mobiliers, sauf les bijoux, si leur valeur totale est inférieure à 20.000 m.

Par contre, les donations faites par des époux à leurs enfants ou descendants, depuis le 31 juillet 1914, seraient à ajouter à la fortune des époux sous certaines réserves.

En ce qui concerne les personnes morales, leur fortune imposable serait calculée en déduisant de l'ensemble de leurs biens mobiliers et immobiliers :

- le montant du capital originaire;
- les réserves faites pour des œuvres de solidarité sociale;
- certaines réserves des sociétés d'assurance.

Le tarif projeté serait le suivant :

Les premiers 5.000 m. ne seraient pas imposés (sauf pour les personnes morales)

Puis :

Sur les premiers	50.000 m. de fortune imposable	10 %
sur les	50.000	suivants (pleins ou commencés). 12 —
—	100.000	— — 15 —
—	200.000	— — 20 —
—	200.000	— — 25 —
—	200.000	— — 30 —
—	200.000	— — 35 —
—	500.000	— — 40 —
—	500.000	— — 45 —
—	1.000.000	— — 50 —
—	2.000.000	— — 55 —
—	2.000.000	— — 60 —
au-dessus		65 —

Ce qui revient à prélever un impôt de :

10 % sur une fortune imposable de	50.000 m.
11	100.000
13	200.000
16,5	400.000
19,3	600.000
22	800.000
24,6	1.000.000
29,7	1.500.000
33,55	2 000.000
39	3.000.000
45,40	5.000.000
49,60	7.000.000

Au-dessus, le taux tend vers 65 0/0 au fur et à mesure que la fortune augmente.

Les personnes morales seraient en outre tenues à une contribution supplémentaire de 10 0/0 du montant de leur fortune.

Une réduction de 5.000 m. par enfant serait consentie dans le calcul de la fortune imposable, en outre la première tranche de la fortune jusqu'à concurrence du chiffre obtenu en multipliant 50.000 par le nombre d'enfants, ne serait frappée que d'un impôt de 10 0/0, la portion supérieure serait frappée normalement.

Enfin la fortune serait calculée d'après son état au 31 décembre 1919.

Le mode de paiement de cette contribution est tout à fait remarquable.

Il consiste en annuités, semestrialités ou trimestrialités; au choix du contribuable échelonnés sur une période de 30 ans et comprenant l'amortissement du montant de la contribution et les intérêts à 5 0/0, à compter du 1^{er} janvier 1920.

Cependant, les contribuables pourront :

- soit acquitter l'impôt en une seule fois;
- soit en hâter l'amortissement;
- soit même en acquitter tout ou partie avant le 31 mars 1920, en bénéficiant d'un escompte de 5 0/0 ou entre le 31 mars 1920 et le 31 décembre 1920 en bénéficiant d'un escompte de 2 0/0.

Les contribuables devront prêter des garanties pour le paiement de la rente ci-dessus définie. Le montant des garanties exigibles sera fixé par l'autorité fiscale.

La contribution à payer par les propriétaires fonciers pourra être échelonnée sur 50 années au lieu de 30, et grèvera le fonds d'une hypothèque de premier rang au profit de l'Empire.

En cas de mort d'un contribuable, le montant non encore amorti de sa contribution deviendrait immédiatement exigible; l'Administration du fisc se réserve dans ce but un privilège de premier rang sur le montant total de la succession.

La première idée d'un tel impôt remonte à 1916, alors que la dette commençait à croître sérieusement et que l'on se demandait, en Allemagne, si l'on pourrait l'amortir uniquement avec les indemnités de guerre à exiger des alliés que l'on ne doutait pas encore de vaincre.

On pensa alors à un impôt dont le point et le taux de départ serait assez bas, avec une progression jusqu'à un maximum de 25 à 30 0/0. On comptait ainsi sur un produit de 20 à 40 milliards.

Or, en 1916, l'Allemagne n'était encore endettée que de 60 milliards et comptait recevoir des indemnités de guerre. Il est donc naturel que le Gouvernement ait pensé à nouveau à cet impôt en 1919, alors que la dette de l'Allemagne dépasse 200 milliards et qu'en outre au lieu de recevoir des indemnités de guerre, elle devra payer aux alliés environ 20 milliards par an pendant 30 ans.

Les objections contre un tel impôt sont évidentes :

C'est d'abord une opération particulièrement dangereuse au moment où l'Allemagne a besoin de tous ses capitaux pour

la remise en marche de ses affaires et la renaissance de sa vie économique.

Si, d'autre part, on supprime les capitaux liquides sur le marché financier, l'industrie devra, pour se développer, faire appel au crédit de l'étranger, d'où un renforcement de la dette extérieure de l'Allemagne qui pourra agir défavorablement sur son change.

Il faut par ailleurs se rappeler que le Reichsnotopfer s'ajoute à tous les impôts de l'Empire, des Etats et des Communes, qu'il réduira singulièrement la capacité financière du pays et pourra compromettre la rentrée des autres ressources fiscales.

D'autre part, il aura évidemment pour résultat une diminution de la capacité d'achat du public, ce qui pourra avoir sur la production une influence fâcheuse, et conduire peut-être à des chômages.

Enfin, le Reichsnotopfer possède l'inconvénient de tous les impôts sur la fortune, qui consiste à frapper très inégalement les contribuables selon que ceux-ci sont à même ou non de reconstituer leur capital.

Mais la question était de savoir si l'Empire possédait un autre moyen d'assainir rapidement sa situation financière. Le Gouvernement ne l'a pas pensé et il a par ailleurs conçu le Reichsnotopfer de façon à en rendre la charge aussi légère que possible tout en assurant à l'Empire les ressources nécessaires pour dégager son budget du poids d'une bonne partie de sa dette. Il semble, en effet, que l'organisation prévue dans le projet du Gouvernement soit parfaitement supportable et ne doive nullement avoir pour effet de paralyser l'activité économique allemande.

Outre les considérations fiscales et économiques qui rendent le Reichsnotopfer possible et nécessaire, les déclarations du Ministre des Finances montrent que celui-ci en attend une réaction politique. Le nouvel impôt, pense-t-il, atténuera la lutte de classe qui, depuis la Révolution, a pris, en Allemagne, une forme aiguë et menaçante.

D. — Emprunts à l'étranger.

Mais il ne s'agit pas seulement de réduire la dette flottante actuelle, il faut aussi l'empêcher de s'accroître. Or, si la monnaie abonde, les marchandises et les vivres sont rares sur

le marché allemand, force sera d'en importer dans le plus bref délai pour que l'Allemagne continue de vivre et de produire. En payant immédiatement ses importations comme les alliés l'ont jusqu'à présent exigé, l'Allemagne accroîtra ses difficultés intérieures en se privant de la mince couverture de sa circulation fiduciaire et, d'autre part, n'étant pas en mesure d'exporter immédiatement, sa balance commerciale influera d'une façon désastreuse sur son change. Pour parer à ces inconvénients, les Allemands caressent l'espoir d'obtenir des Etats-Unis un certain nombre de milliards. « Nous leur ferons souvenir, écrit le conseiller Schwarz, qu'au début de la guerre, lorsqu'ils étaient neutres, et faisaient à leurs banques des difficultés pour les crédits qu'elles ouvraient à la France et à l'Angleterre, la presse anglaise faisait remarquer quel dommage les Etats-Unis se causeraient à eux-mêmes en refusant de prêter à leurs créanciers le moyen de payer leurs commandes de guerre. Nous pourrions faire valoir cet argument avec d'autant plus de force qu'il s'agira pour nous de commandes de paix et que nous serons en état, pour de nombreux articles, en donnant la préférence aux pays qui nous consentiront les meilleures conditions de règlement, d'exercer sur l'Amérique une certaine pression. »

Il est certain, d'autre part, que les Allemands s'efforceront d'équilibrer, au moins pendant un certain temps, leur balance commerciale, par des exportations de titres. La *Gazette de Francfort*, du 6 septembre dernier, notait déjà la quantité croissante de capitaux anglais et américains qui s'intéressent aux affaires allemandes.

En définitive, les remèdes au mauvais état des finances allemandes apparaissent nombreux ; les praticiens d'Outre-Rhin sauront habilement s'en servir. Nous ne devons pas oublier qu'ils constituent pour nous des gages auxquels nous devons consacrer toute notre attention.

§ II. — Le problème budgétaire.

Nous avons vu que le total des besoins financiers de l'Allemagne pour 1919 s'élevait à :

Empire	17,5 milliards.
Etats fédéraux et communes. . . .	6,5 —
Total.	24 —

Or, jusqu'à présent, l'Allemagne dispose des ressources fiscales permanentes suivantes :

a) *Empire.*

Produit des impôts permanents d'après le budget de 1914	1.767 m.
Ressources fiscales permanentes créées pendant la guerre :	
1916.	650
1917.	805
1918.	2.581
	5.803

Soit un déficit à combler de 11,7 milliards (en tenant compte des cessions de territoire qui représentent sur le produit des anciens impôts une perte de 10 0/0, le déficit serait porté à 12,3).

b) *Etats fédéraux et communes.*

Des renseignements généraux et récents sur la situation financière actuelle des Etats fédéraux et des communes font complètement défaut.

D'après le projet de budget pour l'exercice 1915 :

Le produit total des impôts permanents des Etats fédéraux	MILLIARDS
s'élevait à.	1,1
Le produit net des exploitations des Etats fédéraux	
s'élevait à.	1,1
Total des ressources.	2,2

Depuis cette époque, les tarifs des impôts directs des Etats ayant augmenté, ce total a dû croître. Il y aurait lieu, d'autre part, de lui ajouter le total des ressources actuelles des communes, sur lesquels nous n'avons pas de renseignements, mais qui, d'après le conseiller Schwarz, est sensiblement égal à celui des Etats.

La *Gazette de Francfort* du 14 août évalue par ailleurs à 3 milliards le déficit total des Etats et des communes à ajouter au déficit de l'Empire. Il semble, d'après les considérations ci-dessus, que ce chiffre soit exagéré.

Quoi qu'il en soit, le déficit total de l'Allemagne pour l'exercice 1919 ne doit pas être éloigné de 15 milliards. Quels moyens le Gouvernement de l'Empire a-t-il envisagé pour le couvrir ?

En juillet dernier, le Gouvernement déposa devant l'Assemblée Nationale une série de projets de recettes supplémentaires permanentes résumés dans le tableau ci-dessous :

	ÉVALUATION (en millions)		
	Produit total	Participation de l'Empire	Représentant pour l'Empire un supplément de recettes de :
Impôt successoral.	700	560	435
— sur les mutations immobilières.	226	114	74
— sur le sucre	340	340	180
— sur le tabac	750	750	450
— sur les plaisirs	60	30	30
— sur les allumettes	50	50	28
— sur les cartes à jouer.	13	10,5	8,5
Total des recettes supplémentaires attendues. .			1.205,5

En outre, ces projets ont été complétés par trois impôts exceptionnels, dont deux nous sont déjà connus (contribution extraordinaire pour l'exercice 1919 et impôt sur les accroissements de fortunes) et sont destinés à amortir une partie de la dette flottante; d'après les évaluations du Ministère des Finances, ils allégeraient le service des intérêts de la dette d'une charge annuelle de 600 millions. Le troisième impôt exceptionnel est dit « impôt de zone » (Rayensteuer). Son produit serait de 15 millions environ.

Le total des nouvelles ressources permanentes projetées serait ainsi d'environ 1.800 millions.

Il resterait donc à couvrir pour l'Empire un déficit de plus de 10 milliards, et pour toute l'Allemagne un déficit de plus de 13 milliards.

Pour y faire face, le Gouvernement a envisagé :

— une réorganisation complète de l'Administration fiscale, qui serait centralisée entre les mains de l'Empire (Reichs-abgabeordnung). Erzberger compte par là réaliser des économies suffisantes pour compenser le déchet de 10 0/0 dans le produit des impôts que nous avons signalé et qui résulte des cessions de territoires;

— un remaniement de l'impôt sur les transactions (Umsatzsteuer) en vue de lui faire produire un excédent de recettes de 3 milliards;

— enfin il a compté que le produit de l'impôt extraordinaire sur la fortune, en assurant une part importante du service des intérêts et de l'amortissement de la dette, dégagerait le budget d'environ 2,5 à 3 milliards par an.

Grâce à ces nouveaux projets, le déficit se réduit :

Pour l'Empire de. de 4,5 à 4 milliards.

Pour les Etats et Communes au maximum de 3 —

En vue de le couvrir, l'Administration des Finances de l'Empire étudie actuellement :

1. Un remaniement des impôts sur la circulation et la consommation;

Enfin et surtout l'introduction si passionnément controversée d'un impôt d'Empire général et fortement progressif sur le revenu.

Nous allons passer en revue ces différents projets.

A. — Impôt successoral.

Avant 1906, l'impôt successoral était du ressort de la législation fiscale des Etats. Nous avons vu qu'en 1906 il devint impôt d'Empire, réparti à raison de un quart du produit aux Etats, trois quarts à l'Empire. Les successions des descendants et des époux en étaient exonérées. Le tarif variait de 5 à 25 0/0 de la valeur des héritages selon le degré de parenté et le montant de l'héritage. Le produit était porté pour 50 millions aux recettes du budget de l'Empire. Enfin les Etats fédéraux étaient en outre autorisés à majorer cet impôt de centimes additionnels.

Dès 1909, des réformes furent proposées ayant pour objet :

— d'ajouter à l'impôt existant, qui frappait uniquement les héritages partiels entre les mains des héritiers (Erbanfallsteuer), un impôt sur la masse de la succession (Nachlasssteuer), sorte d'impôt posthume sur la fortune, indépendant de la personne de l'héritier, dont le taux progressif aurait varié de 0,5 à 3 0/0 de la valeur de la masse;

— d'ajouter en outre un supplément de 1,5 0/0 pour les personnes n'ayant pas fait de service militaire (Wehrsteuerzuschlag);

— enfin de limiter le droit de succession *ab intestat* aux parents des premier et deuxième degrés, l'Empire devenant héritier *ab intestat* en cas d'absence de parents de cette catégorie.

Le produit de l'impôt ainsi remanié était évalué à 92 millions.

Cette réforme s'est heurtée à une vive résistance du Reichstag, qui l'a finalement rejetée.

En 1913, la même réforme fut à nouveau proposée et rejetée. Cependant, une partie en fut réalisée par la Besitzsteuer, qui comporte un impôt sur les héritages des descendants, variant de 0,75 à 2,5 0/0. D'autre part, le produit de l'impôt fut réparti à raison de 4/5^e à l'Empire et 1/5^e seulement aux Etats. De sorte qu'actuellement, les successions entre époux demeurent seules exonérées.

Les mêmes principes qui devaient servir de base à la réforme projetée en 1909 ont été repris dans le projet soumis en juillet dernier à l'Assemblée Nationale qui :

- | | | |
|---|---|---|
| a) Étend les dispositions actuelles concernant les acquisitions à cause de mort aux enfants et aux époux. | } | Impôt sur chaque héritage partiel (Erbanfallsteuer). |
| b) Augmente les taux de l'impôt pour les autres successions. | | |
| c) Procède à un remaniement correspondant de l'impôt sur les donations entre vifs. | } | Impôt sur les donations (Schenkungssteuer) |
| d) Établi un impôt complémentaire sur la masse de la succession. | | |
| | } | Impôt sur la masse de la succession (Nachlasssteuer). |

1. — *Impôt sur les héritages partiels* (Erbanfallsteuer).

a) Sur l'ensemble des successions ouvertes, environ 4/5^e reviennent, d'après les calculs de l'Administration allemande, à des enfants ou époux et étaient jusqu'alors (sauf le cas de la Besitzsteuer) exonérées d'impôt. On s'appuyait, pour défendre cette disposition, sur la nécessité de conserver l'esprit de famille et sur ce fait que la fortune mobilière se soustrayant plus aisément que les biens fonciers à l'impôt, celui-ci eût été immoral. Ces considérations qui, jusqu'alors, avaient été prépondérantes, paraissent, devant les difficultés financières pressantes, avoir beaucoup perdu de leur poids dans l'esprit des hommes politiques allemands, d'autant que des mesures inquisitoires sont prévues pour empêcher la dissimulation des fortunes mobilières (Loi contre la soustraction à l'impôt (Gesetz gegen die Steuerflucht), loi contre l'exportation des capitaux (Gesetz gegen die Kapitalabwanderung).

L'introduction d'un impôt sur les successions des enfants et des époux paraît donc très probable.

b) Le projet prévoit six classes d'héritiers selon leur parenté avec le *de cujus* :

1. Epoux et enfants (sans distinction des enfants naturels et légitimes);

2. Descendants des enfants;

3, 4, 5 et 6. Classes déjà existantes.

D'autre part, le tarif est progressif avec le montant de la succession. Enfin une échelle de majorations est prévue selon la fortune déjà existante chez l'héritier.

En principe, les 500 premiers marks ne sont pas imposés. Cependant, si la succession échoit à l'époux, à un ascendant ou à un descendant, l'exonération est étendue aux 5.000 premiers marks.

Par modification à la loi actuelle, le projet adopte le *durchstaffelungssystem*, système dans lequel chaque taux ne s'applique, non à la totalité de l'héritage, mais uniquement à une tranche déterminée, afin d'adoucir l'impôt et d'éviter de brusques variations aux changements d'échelons.

Dans ces conditions, le tarif serait le suivant :

	CLASSES					
	1	2	3	4	5	6
	pour cent :					
Pour les premiers 20.000 m. (pleins ou commencés) de l'héritage imposable	4	5	6	8	10	15
Pour les 30.000 suivants (pleins ou commencés).	5	6	8	10	12	20
— 50.000 —	6	8	10	12	15	25
— 100 000 —	8	10	12	15	20	30
— 100.000 —	10	12	15	20	25	35
— 200 000 —	12	15	20	25	30	40
— 500.000 —	15	20	25	30	35	45
au-dessus	20	25	30	35	40	50

Lorsque la fortune déjà existante chez l'héritier est comprise entre :

100.000 et 200.000	l'impôt est majoré de 10 % de son montant.
200.000 et 300.000	— — — — — 20 —
300.000 et 500.000	— — — — — 30 —
500.000 et 1.000.000	— — — — — 40 —

Lorsque la fortune dépasse :

1.000.000	— — — — — 50 —
	8

Toutefois, pour tout héritage survenant avant le 1^{er} avril 1940, le montant de l'impôt sera réduit de 2 0/0 par année séparant la date de la succession de la date ci-dessus. Cette modération a pour but d'éviter que la double imposition par l'impôt successoral et l'impôt extraordinaire sur la fortune n'aboutisse à une charge insupportable et n'entraîne des conséquences économiques regrettables.

Enfin, les paragraphes 29 à 31 du projet contiennent une série de dispositions de détail, tenant compte de certaines situations particulières. On avait songé en particulier à accorder des dégrèvements spéciaux aux héritiers des combattants morts des suites de la guerre. Devant la difficulté de prouver les causes de la mort, on a dû se borner à n'accorder d'avantages qu'aux héritiers qui, par suite du décès du *de cujus* auraient, aux termes des lois en vigueur, un droit à une pension ou indemnité.

2. — *Impôt sur les donations* (Schenkungssteuer).

Ce qui a été dit du tarif et des dispositions de l'Erbanfallsteuer s'applique à l'impôt sur les donations qui s'étend à toutes les transmissions entre vifs à titre gratuit.

Il fallait, en effet, prévoir l'éventualité de donations entre proches parents qui constituent un véritable partage de succession avant la lettre et qui n'auraient pas manqué de se produire en prévision de l'impôt successoral attendu.

Dans ces conditions, il a paru nécessaire au Gouvernement de l'Empire de donner à la loi un effet rétroactif à compter du 31 décembre 1916 (date du dernier recensement des fortunes en vue de l'application des Besitz- et Kriegsteuern) et de frapper ainsi toutes les donations faites depuis cette époque.

Cette rétroactivité ne s'applique pas à l'impôt successoral.

3. — *Impôt sur la masse successorale* (Nachlasssteuer).

Il s'agit ici d'un impôt sur la masse de la succession, sans considération des personnes entre lesquelles elle se partage.

Par masse imposable de la succession (steuerpflichtiger Nachlass), le projet entend, sous déduction des dettes :

a) La totalité de la fortune du *de cujus* telle qu'elle se trouve au moment de la mort de celui-ci (biens fonciers, accessoires inclus, capitaux engagés dans des entreprises commer-

ciales, industrielles ou agricoles, fortune mobilière et même les fidei-commis de famille et les majorats);

b) Ce qui a été remis, en vue de l'exécution d'une donation, par le *de cujus* au donataire, sous la condition que celui-ci survivrait à celui-là;

c) Ce qui a été donné par le *de cujus* sous réserve d'usufruit pendant sa vie.

Les premiers 20.000 m. sont exonérés de l'impôt; pour le surplus, le tarif prévu est le suivant :

Pour les premiers 200.000 m. imposables (pleins ou commencés) . . .	1 %
pour les 300.000 suivants — . . .	2
— 500.000 — — — . . .	3
— 1.000.000 — — — . . .	4
au-dessus	5

L'introduction de cet impôt n'a pas seulement pour but de créer à l'Empire de nouvelles ressources, mais aussi de lui constituer un contrôle de tous les autres impôts sur le revenu et la fortune en soumettant toute succession, au moment de son ouverture et avant tout partage, à une investigation qui permettra de recouvrer les sommes que le *de cujus* aurait, durant sa vie, soustraites aux impôts.

4. — *Dispositions communes aux trois impôts ci-dessus.*

Les plus importantes sont celles relatives à l'évaluation des biens. Nous avons vu que d'après la législation actuelle, les biens sont en principe évalués d'après leur valeur vénale (*Gemeiner Wert*) sauf pour les biens fonciers dont la valeur est obtenue en multipliant leur produit annuel par 25. On a pensé que ces errements conduisaient à des inégalités et le projet actuel prend pour base générale d'évaluation la valeur vénale de tous les biens quels qu'ils soient.

Mais, comme pour la propriété foncière rurale le rapport de la valeur vénale (*Gemeiner Wert*) à la valeur calculée d'après le produit annuel (*Ertragswert*) est beaucoup plus élevé que pour la propriété foncière urbaine ou industrielle, que dans ces conditions la propriété rurale serait sérieusement désavantagée si l'on adoptait une base unique d'évaluation, le projet diminue d'un quart, pour cette dernière catégorie de fonds, la valeur vénale estimée.

Sur le produit de ces trois impôts, les Etats fédéraux recevront une participation d'un cinquième sur les recettes brutes

perçues sur leur territoire, participation dans laquelle est comprise l'indemnité pour frais d'administration.

Il est par ailleurs interdit aux communes et Kommunalverbände de percevoir des centimes additionnels.

Le produit de la Nachlasssteuer est évalué à 100 millions. Celui des deux autres impôts à 600 millions. Dans ces conditions, l'Empire recevrait 560 millions.

Jusqu'ici :

L'impôt successoral proprement dit, rapportait.	75 millions.
L'impôt sur les successions des descendants compris dans la Besitzsteuer (qui serait abrogé), rapportait.	50 —
	125 —

Le projet donnerait donc à l'Empire un supplément de recettes de 435 millions.

B. — Impôt sur les mutations immobilières (Grundwechselsteuer).

En l'état actuel des choses, les mutations immobilières sont frappées de taxes diverses établies soit par l'Empire (Reichstempelabgabe), soit par les Etats fédéraux (Landesstempelsteuern) soit par les communes et Kommunalverbände (Gemeinliche Grundstückumsatzsteuern). Les biens de mainmorte (fidei-commis, majorats, biens appartenant à des personnes morales), sont également frappés, à certaines périodes, de nombreuses contributions de remplacement (Ersatzbesteuerung).

Ces taxes, perçues sur les bases les plus diverses, sans aucun souci d'égalité, aboutissent à grever le commerce des biens fonciers de charges insupportables. Aussi leur unification dans le cadre de la législation d'Empire, et sous réserve de participations à accorder aux Etats et aux communes, était-elle depuis longtemps réclamée.

C'est le but que se propose le projet de Grundwechselsteuer, qui comporte l'abrogation de toutes les taxes et contributions de remplacement de l'Empire, des Etats et des communes et qui les remplace par :

- a) Un impôt unique sur les mutations immobilières;
- b) Une contribution de remplacement unique sur les biens de mainmorte.

1. — *Impôt sur les mutations.*

Il s'élèverait à 4 0/0 (au lieu de 1/3) de la valeur vénale des biens qui font l'objet d'une transaction. Toutefois, l'impôt serait perçu sur le prix de vente si celui-ci est supérieur à la valeur vénale.

Cette taxe est certainement élevée, mais par ailleurs le projet prévoit d'importantes modérations.

Ainsi, au cas d'acquisition d'un bien foncier à une vente aux enchères, par un créancier hypothécaire, l'impôt peut, sur demande, n'être perçu que sur la portion de la plus haute enchère dépassant la valeur totale de l'hypothèque que possède l'acheteur et des charges qui la précèdent dans l'ordre de privilège, à condition toutefois :

— que la vente du bien ait lieu pour purge d'hypothèque ;

— que l'acquéreur n'ait pas prêté sur hypothèque en vue d'une acquisition ultérieure. L'hypothèque doit, dans ce but, avoir été établie au moins une année avant la première saisie du bien ;

— enfin, que la plus forte enchère ou la valeur totale de l'hypothèque de l'acquéreur et des charges réelles qui la précèdent représentent au moins 80 0/0 de la valeur vénale du bien.

D'autre part, le *Staatenausschuss* (ancien *Bundesrat*), a proposé d'étendre cette faveur aux cas d'acquisition d'un bien à l'amiable par un créancier hypothécaire pour purge de son hypothèque.

2. — *Contribution de remplacement sur les biens de mainmorte.*

La propriété foncière assujettie à un fidei-commis, majorat ou institution analogue et les biens fonciers appartenant à des personnes morales (sociétés commerciales, établissements de bienfaisance, etc.), doivent être soumis à une taxe de 2 0/0 lorsque 20 ans sont écoulés depuis la dernière mutation ayant fait l'objet d'une taxe, ou depuis la dernière perception d'une taxe résultant de la présente disposition.

Cependant, cette taxe monte à 6 0/0 si dans un délai de trois années à compter de l'acquisition d'un bien constituant une unité économique, une partie de ce bien est vendue en vertu d'un plan de lotissement ayant pour but la destruction totale ou partielle de l'unité économique du bien. Ce qui

constitue un véritable impôt supplémentaire sur les lotissements, en vue de lutter contre les destructeurs des grandes exploitations agricoles.

La question de savoir dans quelle mesure l'Empire et les Etats participeront au produit de cet impôt n'est pas encore résolue, par suite de désaccord entre le Gouvernement et le Staatenausschuss.

Le Gouvernement réclame la moitié du produit de l'impôt sur les mutations et les trois quarts du produit de l'impôt sur la mainmorte, et abandonne le reste aux Etats et aux communes. Par contre, le Staatenausschuss ne veut accorder à l'Empire que les trois huitièmes du produit des deux impôts.

G. — Impôt sur le sucre.

L'impôt actuel sur le sucre, établi par la loi du 6 janvier 1903 s'élève à 14 m. par quintal net. Le projet aurait pour conséquence de l'élever à 30 m., soit une augmentation de 16 pf. par kilo.

Bien que l'Allemagne soit une importante productrice de sucre, le prix de cette denrée a, pendant la guerre, considérablement augmenté. Aussi, l'élévation projetée de l'impôt a-t-elle soulevé de vives objections.

On a, par contre, fait observer que le prix de fabrique d'un quintal de sucre brut, à 88 0/0 de rendement, qui en moyenne au cours de la campagne 1913-14 s'élevait à 18 m. 10, est monté depuis, pendant la guerre, jusqu'à 50 m. Il est clair qu'une hausse de 16 pf. sur le prix d'un kilo de sucre est, dans ces conditions, de très minime importance.

Quant au produit éventuel de cet impôt, il est difficile de l'évaluer pour les années qui vont suivre, en se basant sur la consommation des années de guerre. La consommation de guerre a été, en effet, en Allemagne, considérable, par suite du ravitaillement de l'armée et de la nécessité de remplacer la graisse, qui faisait complètement défaut, par une consommation supplémentaire de sucre. Ces causes ont disparu ou disparaîtront, il y a donc lieu d'envisager un recul de la consommation.

Aussi l'Administration des Finances s'est-elle basée sur la moyenne annuelle de la consommation de sucre pendant les cinq derniers exercices d'avant-guerre (1908/9 à 1912/13) qui s'élève à 11,7 millions de quintaux. C'est d'après ce chiffre qu'elle espère obtenir du nouvel impôt un excédent de recettes de 180 millions.

D. — Impôt sur le tabac (Tabaksteuer).

Le projet prévoit un remaniement et une nouvelle majoration du tarif de douane et d'impôts établi par la loi du 12 juin 1916.

1. — *Douanes.*

Dans une intention nettement protectionniste, pendant que la taxe sur le tabac brut de la production intérieure serait abrogée, la douane sur le tabac brut importé serait perçue à raison de 130 m. le quintal, avec suppression de la taxe supplémentaire *ad valorem* instituée en 1916. (La douane serait réduite à 50 et 80 m. pour certaines catégories de tabac entrant dans la fabrication du tabac à pipe et à chiquer.)

Pour les produits finis, le tarif douanier serait élevé à (par quintal) :

- 4.500 m. pour le scaferlati et les cigarettes;
- 1.500 m. pour le tabac à fumer ordinaire;
- 2.000 m. pour les cigares.

En outre, les produits importés seraient assujettis, comme ceux de la production nationale, à l'impôt de consommation.

2. — *Impôt de consommation.*

Sur les cigares, la taxe varierait selon le prix de vente au détail, en 22 échelons de 8 m. le 1.000 à 500 m. le 1.000.

Sur les cigarettes, on réunirait en une seule taxe, l'impôt normal et l'impôt supplémentaire établi en 1916. Cette nouvelle taxe représenterait environ 8 0/0 du prix de vente au détail. Elle serait graduée en 11 échelons : De 10 m. les 1.000 à 140 m. les 1.000.

Sur le tabac scaferlati : taxe de 3 m. à 60 m. le kg.

Sur le tabac à pipe : taxe de 1 m. à 9 m. le kg.

Sur le tabac à priser et à chiquer, taxe graduée en 6 et 7 échelons, représentant en moyenne 20 0/0 du prix de vente au détail.

Sur le papier à cigarettes (à l'exception de celui destiné à la fabrication industrielle des cigarettes) : taxe de 10 m. le 1.000.

Sur les ersatz : le projet distingue les matières brutes de remplacement du tabac taxées à raison de 100 m. le quintal,

et les produits finis (cigares, cigarettes, mixtures à fumer) fabriqués avec ces matières, qui sont soumis au même impôt que les produits de tabac véritable.

E. — Impôt sur les plaisirs (Vergnügungsteuer).

Cet impôt n'est pas nouveau en Allemagne ; depuis de nombreuses années déjà il figure parmi les ressources fiscales des villes. Le Gouvernement de l'Empire a pensé qu'il était utile de procéder à un remaniement, à une généralisation et à une centralisation de ces impôts divers, ne serait-ce que pour tenter d'endiguer la soif de plaisirs qui s'est abattue sur l'Allemagne depuis la Révolution.

Le projet se propose non seulement de frapper les établissements normalement destinés à des amusements publics, mais encore toutes les initiatives permanentes ou exceptionnelles ayant pour but d'égayer ou même d'instruire, à l'exception toutefois des établissements qui poursuivent uniquement un but d'enseignement. On a pensé, en effet, que des spectacles sérieux n'ont pas uniquement pour but l'instruction du public et qu'un concert artistique, une conférence, une vente de charité sont toujours plus ou moins des rendez-vous de luxe.

Le projet, en entrant en vigueur, abrogerait toutes les taxes analogues des communes et des Etats.

Il frapperait : les représentations théâtrales, les cirques, cafés-concerts, cabarets, guignols, ménageries, cinématographes, les baraques des foires, les concerts, même religieux, les conférences, même scientifiques, les établissements sportifs, les bals, carnavals, fêtes costumées, les expositions, les bazars de charité, etc...

Sauf quelques exceptions, tous ces établissements seraient soumis à l'impôt, même si l'entrée en est gratuite.

Le projet prévoit trois formes de perception de l'impôt :

— soit une taxe sur la carte d'entrée, proportionnelle à la valeur de celle-ci et variant de 0,02 pour un prix d'entrée de 0,25 ; à 2 m. 30 pour un prix d'entrée de 10 m. Pour un prix supérieur à 10 m., la taxe s'élève de 0,20 par 0 m. 50 de supplément ;

— soit une taxe globale de 15 0/0 du montant des recettes brutes ;

— soit une taxe globale calculée d'après la superficie des locaux utilisés, lorsque l'entrée de l'établissement est gratuite. Cette taxe varie de 2 à 50 m.

Le produit de cet impôt est évalué par l'Administration des Finances à 60 millions, dont la moitié serait attribuée à l'Empire, l'autre moitié aux Etats qui, très probablement, l'abandonneront aux communes à titre de compensation pour la suppression de leurs impôts autonomes de même nature. Enfin les communes pourront y ajouter des centimes additionnels.

Par ailleurs, le même projet prévoit une augmentation de la douane sur les films cinématographiques développés qui, de 200 m., serait portée à 1.500 m. le quintal.

F. — Impôt sur les allumettes (Zündwarensteuer).

Le projet prévoit l'élévation du taux de l'impôt sur les allumettes et de la création d'un nouvel impôt sur les briquets.

Les allumettes de toute nature (sauf les allumettes bougies) seraient taxées à raison de 2 et 3 pf. par boîtes de moins de 60 allumettes et de 3 pf. par 60 allumettes pour les boîtes d'une contenance supérieure.

Les allumettes bougies seraient taxées de 10 pf. par 20 allumettes.

Il s'agit donc là d'un tarif double de celui actuellement en vigueur, qui porterait la taxe moyenne par tête d'habitant d'après la consommation des années 1912-13, de 0 m. 34 à 0 m. 68, alors qu'en France, avant la guerre, le monopole représentait une charge de 0 fr. 80 par tête.

Il paraît donc que ce nouvel impôt soit des plus supportables.

Enfin, en vue de protéger l'industrie des allumettes, le projet prévoit l'introduction d'une taxe sur les briquets et les pierres à raison de :

- 1 m. 50 par briquet à pierre métallique ;
- 3 m. pour les autres briquets ;
- 0 m. 50 par gramme de pierre métallique à briquet.

Cette taxe devrait être acquittée par le fabricant ou le commerçant importateur.

En évaluant à 5 0/0 la diminution de consommation d'allumettes qui sera la conséquence de la hausse du prix, on

compte sur un produit annuel de l'impôt de 41 millions 5. On compte par ailleurs que 3 millions de briquets seront fabriqués ou importés annuellement, soit un produit de 5 millions de marks pour l'impôt sur les briquets et environ 6 millions pour l'impôt sur les pierres.

Au total : 50 millions.

G. — Impôt sur les cartes à jouer (Spielkartensteuer).

Sur les cartes à jouer, existe, depuis 1878, sans avoir jamais été modifié, un timbre impérial :

- de 0,30 pour les jeux de moins de 36 cartes;
- de 0,50 pour les jeux de plus de 36 cartes.

Le projet actuel porterait la taxe à :

- 1 m. pour les jeux de moins de 24 cartes;
- 2 m. pour les jeux de 24 à 48 cartes;
- 3 m. pour les jeux de plus de 48 cartes.

Pour les jeux de la production intérieure, l'impôt serait acquitté à l'entrée dans le commerce; pour les jeux d'importation, l'impôt serait perçu simultanément avec un droit de douane qui, de 60 m., passerait à 300 m. la douzaine.

On espère, de l'impôt ainsi remanié, un excédent de recettes de 10 millions 1/2.

H. — Impôt de zone (Rayonsteuer).

Par suite de certaines clauses du traité, comme d'ailleurs de l'expérience de la guerre, la destruction de la plupart des ouvrages fortifiés a été décidée.

En même temps seront levées les servitudes perpétuelles établies par la loi du 21 décembre 1871 qui grevaient les fonds situées à l'intérieur d'un certain rayon autour de ces fortifications.

Il existe trois zones comportant des servitudes d'importance décroissante avec l'éloignement des ouvrages :

Première zone comprise dans un rayon de 600 m. au delà des limites extérieures des fortifications;

Deuxième zone comprise dans un rayon de 375 m. au delà des limites extérieures de la première zone;

Troisième zone comprise dans un rayon de 1.275 m. au delà des limites extérieures de la deuxième zone..

Seules les servitudes des première et deuxième zones ont fait en leur temps l'objet d'indemnités de la part du gouvernement; celles de la troisième zone, peu importantes, n'ont été qu'exceptionnellement compensées.

La suppression de ces servitudes va évidemment entraîner, pour les fonds qu'elles grevaient, une certaine plus-value, uniquement due aux conjonctures.

Il apparaît donc justifié que l'Empire qui a autrefois supporté la charge de la moins-value et de la décision duquel dépend aujourd'hui la levée des servitudes, participe dans une large mesure à la plus-value qui en résulte.

La Rayonsteuer a précisément pour but de régler cette participation et impose une taxe extraordinaire égale à 50 0/0 de la plus-value, c'est-à-dire de la différence entre la valeur des fonds sous le régime de la loi de 1871 et leur valeur immédiatement après la suppression de ce régime. Dans le calcul de la valeur des fonds (valeur vénale), on ne doit tenir compte ni des fruits, ni des constructions et de leurs accessoires, mais uniquement des terrains.

Toutefois, une importante exception a été prévue. Depuis la cessation des hostilités on se préoccupe beaucoup, en Allemagne, de la crise des logements et les municipalités étudient ou même commencent d'exécuter d'importants projets de construction de logements à bon marché. Les anciennes zones fortifiées vont, en particulier, pouvoir être utilisées dans ce but, aussi eût-il été inopportun de faire subir par la Rayonsteuer une majoration de prix aux fonds situés dans les zones qui vont servir à édifier des habitations d'utilité publique. Le projet a tenu compte de cette considération en admettant que l'impôt pourra, dans ce cas, être supprimé totalement ou partiellement.

L'Empire s'attribue la moitié du produit de cet impôt : il abandonne l'autre moitié aux Etats qui pourront, à leur tour, en abandonner tout ou partie aux communes.

La participation de l'Empire à cet impôt doit être employée à des œuvres d'assistance aux combattants ou à leurs familles (Kriegshinterbliebenenfürsorge).

La Rayonsteuer doit avoir effet rétroactif à compter du 1^{er} août 1914. Elle s'appliquera ainsi à toutes les suppressions de servitudes des zones fortifiées survenues depuis cette époque et, dans le cas où les fonds visés auraient été aliénés, l'obligation fiscale incombera au premier propriétaire ou à son héritier, compte tenu de l'impôt à payer sur la plus-value déjà réalisée en vertu de la contribution sur l'accroissement des fortunes.

I. — Impôt général sur les transactions (Umsatzsteuer.)

Cet impôt est apparu pour la première fois en Allemagne en 1917, il comporta alors 1 0/00. Nous avons vu que ce taux avait été élevé, en 1918, à 5 0/00 et que l'on y avait alors ajouté une taxe de 10 0/0 sur la vente au détail d'objets de luxe limitativement énumérés.

L'Angleterre, en 1815, à la suite des guerres napoléoniennes, et les Etats-Unis, en 1865, à la suite de la guerre de Sécession avait également introduit avec succès un impôt sur les transactions pour faire face à une situation financière difficile. L'Angleterre avait alors limité cet impôt à quelques matières premières (telles que le cuir, le charbon, le coton, l'indigo) et à certains produits manufacturés (tels que savon, verre, papier, tissus imprimés). Les Etats-Unis l'avaient établi sous la forme d'un impôt général sur la production.

L'Allemagne, en 1917 et 1918, s'est inspiré de ces exemples en les généralisant à toutes les transactions industrielles et commerciales et même aux prestations de services, ce qui a permis de n'établir qu'un taux relativement faible.

Cependant, ce système a prêté en Allemagne à de vives critiques. On lui a reproché en particulier, en frappant toutes les transactions successives sur un même objet de s'opposer à la division du travail et de favoriser la concentration des entreprises. On lui a reproché encore de ne tenir aucun compte du bénéfice très variable pris sur chaque transaction; de frapper plus fortement le produit fini que le demi-produit et de mettre ainsi obstacle au commerce d'exportation; enfin d'élever le prix de vente en dernière main sans aucun profit pour le Trésor. A ce dernier égard, le conseiller Schwarz, dans sa brochure « Finanzpolitik in Reich, Staat und Gemeinde », donne le tableau suggestif suivant qui fait ressortir la majoration de prix due à l'impôt, pour un objet vendu 100 m. lors de la première transaction :

	EN 1 ^{re} MAIN	EN 2 ^e MAIN	EN 3 ^e MAIN	EN 4 ^e MAIN	EN 5 ^e MAIN	EN 6 ^e MAIN
Prix de revient successifs de la marchandise . . .	100	150,7	227,2	341,5	514,9	776,2
50 0/0 de bénéfice pris par chaque vendeur	50	75,4	112,6	170,8	257,5	-
Prix de vente successifs.	150	226,1	339,8	512,3	772,4	-
+ Taxe de 5 ‰ (loi de 1918)	+ 0,7	+ 1,1	+ 1,7	+ 2,6	+ 3,8	-

Ainsi, un objet coûtant 100 m. en première main, est vendu 776 m. 2 en sixième main, dont 9 m. 90 d'impôt. Sans impôt, l'objet aurait été vendu seulement 759 m. 30. Le fisc aurait donc pu, sans imposer au dernier acheteur un prix supérieur, percevoir un impôt de 16 m. 9 sur la dernière transaction.

Divers projets ont été successivement présentés pour parer à ces défauts. Citons le projet Siemens qui proposait de frapper dans chaque entreprise industrielle ou commerciale la valeur supplémentaire que celle-ci donne aux objets qui passent entre ses mains (différence entre le prix de vente et le prix d'achat), ce qui aurait constitué une sorte d'impôt sur le bénéfice brut. On a proposé aussi de ne percevoir l'impôt qu'en dernière main.

On a dû renoncer à ces projets, devant les difficultés techniques auxquelles ils auraient conduit.

Finalement, le projet déposé à l'Assemblée Nationale reprend les principes de la législation de 1918 en se bornant presque uniquement à en élever le tarif. Quatre taxes sont prévues.

a) En principe, toutes les transactions industrielles ou commerciales et les prestations de service (sauf les exceptions déjà prévues dans la loi de 1918) sont frappées d'une taxe de 1 0/0 du montant du prix de vente ;

b) La taxe s'élève à 5 0/0 pour les fournitures de ménage ou d'installation commerciale vendues au détail (sauf la fourniture de l'électricité, du gaz et des combustibles) ;

c) Elle s'élève à 10 0/0 pour l'impression de réclame de toute nature, la location de chambres d'hôtel ou de pension d'un prix journalier supérieur à 2 m., le gardiennage de meubles et valeurs, et pour la vente de toute une série d'objets dont l'énumération sera ultérieurement fixée par décret, et qui appartiennent aux catégories suivantes : parures dites d'imitation, fourrures, spécialités pharmaceutiques, maroquinerie, reproductions d'œuvres d'art, instruments de musique, fournitures de sport, pâtisseries, armes, etc. La taxe spéciale frappant ces objets est à payer une seule fois par le fabricant ;

d) Enfin, la taxe s'élève à 15 0/0 pour tous les objets de luxe vendus au détail : objets en métaux et pierres précieuses, œuvres d'art originales, antiquités, voitures automobiles de tourisme, avions et bateaux de tourisme, billards, fleurs, chiens et chats, chevaux, oiseaux d'appartement, gibier vivant, primeurs, etc...

La taxe de base de 1 0/0 est à payer annuellement par chaque entreprise d'après le montant déclaré de ses transactions. L'Administration fiscale a d'ailleurs pouvoir pour vérifier les livres et les déclarations des contribuables.

Pour les transactions frappées de taxes supérieures, des livres de compte spéciaux doivent être tenus par les contribuables; dans ces cas, l'impôt est payable par trimestre, sur le montant total des transactions effectuées dans le trimestre écoulé.

J. — Réorganisation de l'administration fiscale.

Les obligations financières résultant de la guerre et du traité de paix incombent presque entièrement à l'Empire. Les Etats fédéraux ont vu leurs dépenses s'accroître en raison de l'élévation du coût de la vie, des traitements des fonctionnaires, du prix de tous les produits, mais dans une proportion certes bien inférieure. Alors que le budget de l'Empire pour 1919 est égal à cinq fois le budget de 1914, le total des budgets des Etats et des communes a à peine doublé pendant la même période. Alors que l'Empire doit trouver, pour faire face à l'ensemble de ses obligations, 17,5 + 18 (environ) = 35,5 milliards, les Etats et les communes réunis n'absorberont, d'après les prévisions, que 6,5, soit six fois moins.

Dans ces conditions, le vieux problème de la centralisation de tous les impôts directs et indirects entre les mains de l'Empire est revenu, plus que jamais, à l'ordre du jour des discussions politiques. Nous avons vu quelles résistances les Etats fédéraux ont toujours opposé aux empiètements de l'Empire dans le domaine des impôts directs qu'ils considéraient comme leur ressource intangible et comme l'indispensable garantie de leur indépendance financière. Jusqu'à présent, au moins dans la forme, les Etats avaient conservé leurs impôts autonomes sur le revenu qui constituaient leur principale ressource et l'Empire, pour équilibrer son budget, projette de les en déposséder. Bien plus, il projette, en s'appuyant sur les articles 83 et 84 de la nouvelle constitution, l'unification de toute la législation et de toute l'administration fiscale allemande.

C'est ce plan de réorganisation qui a fait l'objet d'un projet de « Règlement des contributions de l'Empire » (Reichsadgabeordnung) déposé au début du mois d'août devant l'Assemblée Nationale.

L'exposé des motifs invoque à l'appui du projet des arguments qui paraissent décisifs.

L'Empire, dit-il en substance, doit supporter toutes les charges de la guerre, c'est donc pour lui une nécessité urgente de s'approprier l'impôt sur le revenu qui devrait être réparti à raison de :

75 0/0 à l'Empire;
10 0/0 aux Etats fédéraux;
15 0/0 aux communes.

D'autre part, les impôts de consommation devront être élevés et remaniés.

Si l'on veut sérieusement réaliser ces projets, l'Administration fiscale devra être renforcée, de nouveaux organes seront à créer.

Mais plus les charges fiscales s'élèvent, plus les sources d'impôts doivent être exploitées jusqu'à leur extrême limite de rendement, et plus il devient nécessaire de rendre l'impôt équitable et de le proportionner rigoureusement à la capacité financière du contribuable. Or, le système actuel accumule souvent sur un même objet des charges perçues d'après les principes les plus divers et aboutit ainsi à rendre l'impôt insupportable.

Ces considérations conduisent à la nécessité d'une administration fiscale unifiée pour tout l'Empire. D'ailleurs certaines institutions désormais indispensables (service central de renseignement, inspection des finances, etc...), ne sont réalisables que dans le cadre d'une administration unifiée.

Néanmoins, le Gouvernement de l'Empire ne songe nullement à faire table rase du passé et à tirer du néant une administration financière entièrement nouvelle. Il compte, au contraire, utiliser les organismes financiers des Etats et leurs fonctionnaires en les plaçant sous son contrôle.

L'organisation nouvelle comprendrait, à la tête, le Ministère des Finances de l'Empire, puis, dans chaque Etat ou province, un Landesfinanzamt (Office régional des finances), remplaçant le Ministère des Finances actuel, sous les ordres duquel fonctionneraient des Finanzämter correspondant à chaque catégorie de recettes fiscales (douanes, Besitzsteuer-, Umsatzsteuer-, Erbschaftsteuer-amt).

Des citoyens étrangers à l'Administration seraient appelés à faire partie des Landesfinanzämter et des Finanzämter. Ils joueraient en particulier un rôle dans la détermination de l'assiette des impôts directs. (Ce qui est quelquefois le cas actuellement dans la commission de répartition (Veranlagungs-Kommission.)

A côté des Landesfinanzämter, fonctionneraient, d'autre part, des tribunaux spéciaux chargés du règlement des litiges relatifs aux impôts directs, de circulation et à l'Umsatzsteuer. Ces tribunaux (Finanzgericht) seraient composés d'un fonctionnaire et de deux assesseurs non professionnels.

Les litiges relatifs aux douanes et aux impôts de consommation ne leur seraient pas soumis, mais seraient portés devant la Cour des Comptes de l'Empire (Reichsfinanzhof) qui serait par ailleurs le tribunal suprême de cassation de l'Empire pour toutes les questions fiscales.

Enfin le projet de Reichsabgabeordnung prévoit l'unification des principes du droit financier allemand et en particulier des errements, actuellement si divers, relatifs à l'évaluation des biens, l'assiette des impôts, la responsabilité des contribuables, la perception, les voies d'exécution, etc.

Par ailleurs, le Reichsabgabeordnung prévoit une administration centralisée des biens et des entreprises d'Empire qui prendront une importance considérable lorsque l'Empire aura procédé à la socialisation de nombreuses entreprises privées et au rachat de tous les chemins de fer allemands prévu par la Constitution.

Enfin la Constitution même prévoit une administration autonome des douanes et des impôts de consommation.

De cette réorganisation, l'Empire espère de notables économies qui, paraît-il, pourraient compenser la perte de 10 0/0 des ressources fiscales résultant des cessions de territoires.

Cependant, ce n'est encore là qu'un projet, qui, selon toutes les apparences, suscitera dans l'opinion et à l'Assemblée Nationale d'importantes résistances et qui, probablement, ne passera dans la législation positive qu'avec de sérieuses modifications.

K. — Contributions matriculaires.

Notons enfin que la nouvelle Constitution ne mentionne plus les contributions matriculaires qui cessent par conséquent de figurer et parmi les charges des Etats fédéraux et parmi les ressources de l'Empire.

§ 3. — Le problème des réparations.

Mais tous ces projets, bien loin d'être solutionnés, sont toujours en discussion devant l'Assemblée nationale. Or, sous peine de voir s'accroître encore sa dette flottante, l'Allemagne

doit trouver des ressources dans un très court délai pour faire face à ses obligations immédiates.

Aussi Erzberger a-t-il annoncé comme inévitable un nouvel emprunt consolidé.

Enfin, en admettant que grâce à cette nouvelle législation, l'Allemagne réussisse à équilibrer son budget, elle devra, en outre, prévoir et créer de nouvelles ressources en vue d'exécuter les clauses financières du traité. Rappelons-en sommairement les conséquences :

Jusqu'au 1^{er} mai 1921, l'Allemagne doit payer 20 milliards en or, navires, valeurs ou marchandises (dont il est vrai la majeure partie correspondra probablement au paiement du ravitaillement que lui assurent les alliés).

A partir du 1^{er} mai 1921, en acceptant le chiffre de 300 milliards pour la dette totale allemande capitalisée résultant du traité, M. Loucheur a, dans son discours du 11 septembre, devant la Chambre des Députés, évalué à environ 18 milliards l'annuité à la charge de l'Allemagne (amortissement et intérêts).

Qu'a prévu jusqu'à présent l'Allemagne pour y faire face ? Rien. Certes, de nombreuses discussions se sont élevées à ce sujet dans la presse et à l'Assemblée Nationale au cours desquelles des idées et des projets ont été proposés, mais le Gouvernement de l'Empire n'a encore publié sur cette question aucun travail d'ensemble. Nous ne pouvons donc que faire des conjectures sur les moyens par lesquels l'Allemagne se procurera ces 18 milliards supplémentaires annuels.

Quelles ressources possède encore l'Empire, en dehors de celles que nous venons d'examiner, et dont le rendement maximum paraît être atteint au moins pour un certain temps ?

Il ne saurait plus être question de contributions matriculaires (dont la nouvelle Constitution ne parle pas) dans la République allemande centralisée qui s'est substituée à l'Empire fédéral.

Il ne reste plus guère à envisager que l'élargissement du domaine des exploitations d'Empire, la création de monopoles et, d'une façon générale, la participation de l'Empire à la vie économique du pays.

D'ores et déjà, la Constitution du 11 août 1919 a réalisé un progrès dans ce sens en donnant à l'Empire le pouvoir de socialiser les richesses de la nature et les entreprises privées et de prendre toutes mesures utiles en vue de la production, de la répartition et de la fixation des prix des denrées et

matières nécessaires à la vie économique nationale. (Art. 7, paragr. 13). Elle lui accorde de plus :

L'exploitation intégrale du service des postes, télégraphes et téléphones en retirant, à compter du 1^{er} avril 1921, à la Bavière et au Wurtemberg, leurs administrations autonomes. (Art. 88 et 170);

L'exploitation des chemins de fer sur tout le territoire allemand. (Art. 89 à 96);

L'entretien et l'administration des voies d'eau intérieures (canaux, fleuves), dont le trafic pourra faire l'objet de taxes. (Art. 97 à 100).

Ainsi, semble-t-il donc entrer dans les projets du Gouvernement de l'Empire de développer son activité économique. Trois voies lui sont ouvertes :

- l'exploitation sans monopole;
- l'exploitation avec monopole;
- ou simplement la participation aux bénéfices des entreprises privées.

a) L'Empire et surtout les Etats fédéraux possèdent un certain nombre d'exploitations sans monopole, telles que :

- Des fabriques d'armes et de munitions;
- Des salines;
- Des mines;
- Des entreprises électriques;
- Des exploitations agricoles et forestières;
- Des brasseries (Bavière);
- Des établissements de bains.

La plupart de ces entreprises paraissent avoir été jusqu'ici exploitées beaucoup plus dans un but social que fiscal et leurs résultats financiers sont souvent médiocres. Aussi est-il peu probable que l'Empire s'approprie de nouvelles entreprises isolées.

b) Par contre, il faut s'attendre à une certaine extension des monopoles.

L'Allemagne s'était jusqu'à présent montrée assez hostile aux monopoles. Celui du sel, qui existait dans l'ancien Zollverein, avait été supprimé en 1867. A plusieurs reprises, le Bundesrat avait proposé sans succès l'introduction de monopoles : du tabac en 1882, de l'alcool en 1886 et en 1908, des huiles d'éclairage en 1912. Seulement en 1918 fut introduit le monopole de l'alcool qui n'est d'ailleurs pas encore en vigueur. Il existe en outre un monopole de loterie.

Le monopole est évidemment la forme la plus productive d'impôt de consommation ; il permet de plus de fixer les prix selon les besoins économiques et, au point de vue social, selon la capacité financière des consommateurs, c'est-à-dire selon la classe sociale qui consomme habituellement la matière monopolisée.

Cependant, les Allemands paraissent se méfier de ses résultats financiers et en craindre les conséquences économiques. Même les social-démocrates hésitent à introduire de nouveaux monopoles au moment où l'Allemagne a besoin de faire appel à tous les progrès techniques et à toutes les initiatives individuelles pour reprendre sa situation sur le marché mondial.

On a objecté aussi qu'il serait dangereux de placer une armée d'ouvriers sous la dépendance immédiate de l'Etat, tant au point de vue politique qu'au point de vue des résultats de l'exploitation.

Enfin, les indemnités d'expropriation, qui seraient la conséquence de nouveaux monopoles, grèveraient lourdement le budget, aussi l'Empire ne peut-il envisager le monopole de branches de la production déjà très développées, telles que par exemple l'industrie du tabac. Il devrait alors se borner à réaliser, comme il a été fait en 1918 pour l'alcool, un monopole de vente en gros de matières premières et de vente au détail des produits finis.

Les branches de commerce ou de l'industrie pour lesquelles la socialisation est en cours de discussion sont les suivantes :

- La production de l'électricité ;
- Le commerce du charbon ;
- La production de la potasse ;
- Le commerce des céréales ;
- Le commerce des assurances ;
- Le commerce du tabac brut ;
- Le commerce de l'azote ;
- Le commerce des allumettes.

Il sort du cadre de notre sujet d'examiner en détail les divers projets élaborés. Nous nous bornons à les indiquer comme des ressources éventuelles et importantes de l'Allemagne.

c) Il resterait enfin la participation de l'Empire aux bénéfices des entreprises privées, déjà réalisée pendant la guerre en ce qui concerne la Reichsbank.

Cette forme de l'activité économique de l'Etat paraît inté-

ressante en ce qu'elle n'offre ni les inconvénients économiques du monopole, ni ses risques financiers, pour des résultats au moins aussi avantageux.

Un projet de ce genre (projet Wissel-Möllendorff) a été un certain temps à l'ordre du jour (vers avril-mai dernier), il a soulevé dans la presse de violentes polémiques et a finalement été écarté, à la suite de la retraite du Ministre des Finances Wissel.

Signalons aussi parmi les mesures que l'Allemagne envisage pour assurer l'exécution des clauses financières du traité, un projet de loi actuellement déposé devant l'Assemblée Nationale dite « loi de pouvoir » (Ermächtigungsgesetz) qui a pour but de donner à l'Empire, dans une certaine mesure, un droit de disposition sur la propriété privée.

Les obligations financières de l'Allemagne vis-à-vis des alliés sont, en effet, à régler en or, navires, valeurs ou marchandises, l'Empire devait donc se ménager un droit de réquisition au cas où les objets en question ne lui seraient pas livrés volontairement.

CONCLUSION

L'une des conséquences les plus certaines du traité de Versailles, est la reconnaissance de l'unité allemande. Ce que ni von Stein, ni Bismarck, ni Guillaume II n'avait pu réaliser complètement : la transformation de l'Allemagne fédérale en un Etat unitaire, les alliés l'ont permis à la jeune République allemande.

Certes, au point de vue financier, il est plus pratique d'avoir un seul débiteur que 26 débiteurs solidaires. Reste à savoir si le point de vue politique n'était pas primordial.

Quoi qu'il en soit, nous sommes devant un fait accompli et rien ne sert de le critiquer. Le traité nous donne des armes et des droits ; ils vaudront par la façon dont nous nous en servirons.

Soyons surtout persuadés que les obligations que nous avons imposées à l'Allemagne ne sont pas trop lourdes pour elle. Nous croyons avoir montré qu'elle était assez riche pour y satisfaire. Mais l'Allemagne ne possède pas seulement des richesses matérielles, elle est aussi riche de vertus qui, en un siècle, de 1815 à 1914, l'ont tirée du chaos pour la porter au premier rang des nations du monde, vertus qu'il serait aussi puéril que dangereux de nier parce qu'elles doivent être pour nous, au même titre que ses champs, ses mines et ses manufactures, le gage des réparations nécessaires.

Certes, les Allemands chercheront à nous tromper, et quand nous les presserons de nos exigences, à agiter devant nos yeux,

comme ils le font depuis un an, le spectre de l'anarchie et de la banqueroute. Mais si nous voulons savoir quel régime sortira pour l'Allemagne de cette période d'épreuves, au lieu de le demander, aux déclarations intéressés des hommes d'Etat, cherchons à connaître la mentalité des militants les plus avancés de la Révolution, et voyons comment ils se représentent l'avenir de leur patrie.

Un livre particulièrement intéressant à cet égard est celui qu'a publié récemment, sous le titre « L'Esprit du militarisme », un journaliste, M. Nachum Goldmann, juif de race, russe de naissance, allemand de cœur et de culture et militant socialiste.

Pour M. Goldmann, chaque grande guerre est dominée par une devise idéale. Au cours de celle qui vient de finir, les adversaires de l'Allemagne ont proclamé celle-ci : Guerre au militarisme ! Qu'entendent-ils par là ? Ils ne visent pas l'esprit guerrier, car aucune nation moderne n'a l'esprit guerrier. Ils n'envisagent pas non plus une habileté militaire particulière. Il ne reste qu'une signification : l'esprit militaire règne sur tout le peuple allemand, les principes sur lesquels est basée l'armée sont également ceux qui dirigent la vie populaire allemande, l'esprit allemand, la culture allemande.

Or, quels sont ces principes ? Il y en a deux : uniformisation et subordination. Le militaire est d'abord un soldat, l'uniforme le lui enseigne, puis il est, d'après son rang, inférieur ou supérieur, c'est le signe de la subordination.

L'uniformisation, c'est l'expression de la démocratie ; elle supprime toutes les inégalités créées par la vie sociale. C'est un principe égalitaire, mais l'égalité poussée à l'excès mène à l'anarchie, la démocratie outrée conduit à la démagogie et au despotisme ; aussi le principe démocratique doit-il être complété par son contraire : le principe aristocratique de subordination.

Il faut remarquer que l'idée d'uniformisation est absolument différente de l'idée habituelle d'égalité déduite de droits égaux et communs à tous les hommes telle que l'a développée la Révolution française. En effet, comme homme on a des droits, comme soldat on n'a que des devoirs. L'homme libre se réclame du contrat social, le soldat se contente d'obéir.

L'idée démocratique de droits de l'homme, comme la Révolution française l'a formulée, est née de la philosophie rationaliste française ; au contraire, l'idée démocratique des devoirs du soldat est née de la philosophie idéaliste allemande. Si le citoyen de la Révolution française était le

théorème vivant du contrat social, on peut voir justement dans le feldwebel prussien la personnification de l'impératif catégorique de Kant.

Mais les deux principes militaristes : uniformisation, subordination, sont les bases essentielles de toute organisation. Aussi a-t-on raison d'identifier l'esprit militaire et l'esprit allemand, car l'idée d'organisation forme le fond de l'esprit allemand.

Le cri de guerre des adversaires de l'Allemagne se trouve donc justifié. Reste à savoir s'ils ont raison en combattant l'esprit du militarisme au nom de la civilisation de l'Europe de l'Ouest.

Jetons un coup d'œil sur les fondations matérielles de notre civilisation moderne et en particulier sur sa principale manifestation : la grande industrie. Il y a une analogie frappante entre l'usine et la caserne, les travailleurs et les soldats, les sans-travail et une réserve d'armée.

Nous y retrouvons le principe de subordination, car l'armée des soldats de l'industrie doit être commandée, et nous arrivons à cette conclusion que l'esprit de l'économie moderne est un esprit militaire.

L'esprit militaire, c'est l'esprit de notre temps, mais l'esprit militaire c'est l'esprit allemand. L'esprit allemand gouverne le monde.

Ainsi les ennemis de l'Allemagne voient se retourner leur devise contre eux, car la civilisation ne marche pas avec eux, mais avec l'esprit militaire, c'est-à-dire avec l'esprit allemand. Le génie du progrès et de l'avenir se trouve en Allemagne.

Mais après avoir fait l'apologie de l'Allemagne en des termes qui rappellent « la Politique » de Treitschke, cet ennemi de l'ancien régime, ce militant de la nouvelle Allemagne exprime sa pensée sur la France.

L'idée démocratique s'est fait jour d'abord en France, car la France est le peuple qui se plie le moins aisément aux exigences de la discipline et de la subordination.

L'Allemand est disposé naturellement à chercher sa satisfaction dans le travail, même au risque d'y perdre sa personnalité. Ses vertus, essentiellement objectives, sont : la solidité, la profondeur, l'endurance et ses défauts : le pédantisme, un jugement exclusif, la bizarrerie, la grossièreté, l'entêtement, la lourdeur.

Le Français, aimable, gracieux, poli, léger, insouciant, aime à briller ; il est spirituel et par là même nie l'absolu. Le

Français travaille avec l'intention d'en tirer un avantage personnel, des rentes. L'Allemand acquiert pour acquérir et ne s'arrête que lorsqu'il devient incapable de travailler.

Cette particularité de l'esprit français qui consiste à mettre toujours sa personnalité au premier plan lui ravit la compréhension d'une idée qui, pour l'Allemand, est capitale : le devoir.

Le Français considère le devoir comme une idée abstraite et cependant le devoir ne peut exister que dans une sphère absolue. On ne fait pas son devoir dans un but, mais pour soi-même. Le Français n'est pas reconnaissant ou fidèle par devoir, mais parce qu'il serait vilain de ne pas l'être. Selon M. Goldmann, il n'est pas de philosophe plus français que Guyau, qui a écrit l'esquisse d'une morale sans obligation ni sanction.

Le Français ne se soumet que par enthousiasme, pour l'amour d'une personne ou d'une idée.

Le Français, de plus, est incapable d'organisation, car celle-ci suppose avant tout de l'objectivité. Une véritable organisation est plus qu'une réunion d'individus, elle tend à devenir rapidement une chose indépendante et impersonnelle. Or, tout ce qui est impersonnel est antipathique au Français.

L'esprit français se trouve donc menacé dans son essence par le militarisme dont le principe est l'objectivité, dont la loi suprême est la subordination, dont le plus haut idéal est le devoir et dont le but est l'organisation. Aussi, M. Goldmann comprend-il qu'Anatole France, le représentant le plus classique de l'esprit français actuel, ait demandé, vieillard, à s'enrôler dans l'armée qui devait abattre le militarisme.

Toutes ces considérations aboutissent à cette conclusion que si l'Allemagne a pu être vaincue momentanément par la force brutale, l'avenir cependant est à elle. Sa mission consiste désormais à réorganiser le monde sur la base du militarisme, à supprimer les castes, les traditions, le capitalisme, à imposer au monde le nouveau génie allemand.

Ainsi donc il n'y a entre l'ancien régime et la République socialiste allemande qu'une différence de forme. L'esprit en est demeuré le même. Eût-il pu d'ailleurs en être autrement. Suffit-il d'un revers pour changer la mentalité de toute une race ?

Les hommes de la nouvelle Allemagne réprouvent les méthodes employées par l'Ancien Régime, mais ils approuvent et maintiennent ses ambitions. Ils veulent les mêmes fins, mais par des moyens qui réussissent.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter ce qu'il y a d'outré dans cette théorie, il nous a paru bon cependant de clore cette étude en montrant, par un exemple typique, quelle est la nouvelle orientation de l'esprit allemand. Il ne faut lui méconnaître d'ailleurs ni sa grandeur ni surtout sa force : l'Allemagne croit plus que jamais à sa destinée, n'est-ce pas un gage de son nouvel essor.

Il dépend de nous de faire servir cet essor à nos intérêts ou d'attendre qu'il permette à l'Allemagne régénérée de choisir, dans un avenir plus ou moins éloigné, le moment propice pour se soustraire aux réparations qu'elle nous doit.

Lu et approuvé :

Le Président de Thèse,
CHARLES RIST.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu, et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris.

Pour le Vice-Recteur,
l'Inspecteur de l'Académie,
D. ROUSTAN.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA POLITIQUE FINANCIÈRE ALLEMANDE	
DE 1914 A 1919	3

CHAPITRE I. — Les finances allemandes pendant la guerre.	3
§ I. — DETTE ET DÉPENSES DE GUERRE.	5
— A. — Dépenses de solidarité sociale.	6
— B. — Service des intérêts de la dette de guerre.	7
§ II. — LA LÉGISLATION FISCALE DE GUERRE.	9
— Législation de 1915.	10
— 1916.	10
— 1917.	11
— 1918.	11
§ III. — LA CIRCULATION FIDUCIAIRE.	14
— A. — Les caisses de prêts (Darlehenskassen).	14
— B. — Les émissions de la Reichsbank.	15
CHAPITRE II. — Les Finances de l'Allemagne depuis la Révolution.	17

DEUXIÈME PARTIE

LES RESSOURCES DE L'ALLEMAGNE EN 1919	21
--	----

CHAPITRE I. — Les ressources de l'Empire allemand.	21
§ I. — IMPOTS INDIRECTS.	22
I. — <i>Impôt sur la circulation.</i>	22
— A. — Impôt général sur les transactions.	22
— B. — Impôt sur les mutations immobilières.	23
— C. — — opérations de bourse et les valeurs mobilières.	23
— D. — Timbre sur les lettres de changes, chèques et quittances.	24
— E. — Timbre sur les lettres de voiture et connaissements.	25
— F. — Impôt sur les transports des personnes et des marchandises.	25
— G. — Taxes sur les P. T. T.	26
II. — <i>Impôt sur la consommation.</i>	26
— A. — Impôt sur le sel.	26
— B. — — charbon.	27
— C. — — les boissons.	27
1. — Bière.	27
2. — Alcool.	28
3. — Vins.	29
4. — Vins mousseux.	30
5. — Boissons non alcooliques.	30
— D. — Impôt sur le tabac.	30
— E. — — sucre.	31
— F. — — les moyens d'éclairage.	32
— G. — — les allumettes.	32
— H. — — les cartes à jouer.	32

§ II. — DOUANES	32
§ III. — IMPOTS DIRECTS.	35
— A. — Généralités.	35
— B. — Impôt successoral.	37
1. — Tarif.	37
2. — Exonérations.	38
3. — Évaluations.	39
4. — Donations entre vifs.	39
— C. — Impôt sur les tantièmes.	40
— D. — — coupons de valeurs mobilières.	40
— E. — — plus-values immobilières.	40
— F. — Impôts directs de 1913.	41
I. — Wehrbeitrag.	43
II. — Besitzsteuer.	44
— G. — Impôts sur les bénéfices de guerre.	46
I. — Loi du 21 juin 1916.	46
1. — Personnes naturelles.	46
2. — Sociétés.	48
II. — Loi du 8 avril 1917.	50
III. — Contribution extraordinaire de guerre pour 1918.	50
1. — Personnes naturelles.	50
a) Impôt sur l'accroissement du revenu.	50
b) Impôt sur la fortune.	52
2. — Sociétés.	52
§ IV. — CONTRIBUTIONS DES ÉTATS FÉDÉRAUX.	53
— A. — Contributions matriculaires.	53
— B. — Contributions spéciales versées par certains États fédéraux.	59
— C. — Autres relations financières entre l'Empire et les États fédéraux.	59
§ V. — PARTICIPATION DE L'EMPIRE AUX BÉNÉFICES DE LA REICHSBANK.	61
§ VI. — EXPLOITATIONS D'EMPIRE.	61
CHAPITRE II. — Ressources des États fédéraux.	63
§ I. — IMPOTS DIRECTS.	63
— A. — Aperçu systématique.	64
— B. — Étude des principaux impôts directs.	67
— Impôt sur le revenu (Einkommensteuer).	67
— Impôts complémentaires.	71
I. — Bavière.	71
II. — Wurtemberg.	73
III. — Prusse.	74
IV. — Bade.	75
V. — Saxe.	76
§ II. — PATRIMOINES ET ENTREPRISES DES ÉTATS FÉDÉRAUX.	77
— A. — Domaine foncier.	77
— B. — Exploitation des droits régaliens.	78
— C. — Entreprises de transport et de circulation.	79
— D. — Entreprises commerciales et industrielles pro- prement dites.	81
CHAPITRE II. — Les Ressources des Communes.	83

TROISIÈME PARTIE

LES FINANCES DE LA NOUVELLE ALLEMAGNE 87

CHAPITRE I. — Les obligations financières de l'Allemagne au seuil de la paix 87

§ I. — OBLIGATIONS INTERNES 87

§ II. — OBLIGATIONS EXTERNES 89

— A. — Nature des obligations à la charge de l'Allemagne.. 89

— B. — Mode de règlement 90

— C. — Garanties 91

CHAPITRE II. — Comment l'Allemagne compte satisfaire à ses obligations financières. 99

§ I. — LE PROBLÈME DE LA DETTE 99

— A. — Contribution extraordinaire de guerre pour l'exercice 1919. (Ausserordentliche Kriegsabgabe für das Rechnungsjahr 1919). 101

— B. — Impôt sur les accroissements de fortune. (Kriegsabgabe vom Vermögenzuwachs) 102

— C. — Impôt extraordinaire sur la fortune. (Ausserordentliche Vermögensabgabe) 104

— D. — Emprunts à l'étranger 107

§ II. — LE PROBLÈME BUDGÉTAIRE. 108

— A. — Impôt successoral 111

1. — Impôt sur les héritages partiels. (Erbfallsteuer) 112

2. — Impôt sur les donations. (Schenkungssteuer) 114

3. — Impôt sur la masse successorale. (Nachlasssteuer) 114

4. — Dispositions communes aux 3 impôts ci-dessus. 115

— B. — Impôt sur les mutations immobilières (Grundwechselsteuer) 116

1. — Impôt sur les mutations 117

2. — Contribution de remplacement sur les biens de mainmorte. 117

— C. — Impôt sur le sucre. 118

— D. — Impôt sur le tabac (Tabaksteuer) 119

1. — Douanes 119

2. — Impôt de consommation 119

— E. — Impôt sur les plaisirs (Vergnügungsteuer). 120

— F. — — allumettes (Zündwarensteuer) 121

— G. — — cartes à jouer (Spielkartensteuer). 122

— H. — — de zone (Rayonsteuer). 122

— I. — — général sur les transactions (Umsatzsteuer). 124

— J. — Réorganisation de l'administration fiscale 126

— K. — Contributions matriculaires 128

§ III. — LE PROBLÈME DES RÉPARATIONS. 128

CONCLUSION 133

